

## SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

### RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS (CPCP) DANS SON 62<sup>E</sup> RAPPORT INTITULÉ : RAPPORT 6, LA SURVEILLANCE DANS LA COLLECTIVITÉ — SERVICE CORRECTIONNEL CANADA, DES RAPPORTS DE L'AUTOMNE 2018 DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

RECOMMANDATION DU CPCP ET ÉCHÉANCE	RÉPONSE DU SCC À LA RECOMMANDATION 1
<p><b>31 décembre 2019</b></p> <p>Service correctionnel Canada (SCC) devrait présenter au Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes un rapport décrivant les progrès réalisés en vue de l'adoption d'une approche pluriannuelle nationale de surveillance de la capacité d'hébergement dans la collectivité et de la solution pour la gestion des places d'hébergement pour les délinquants. Un rapport final devrait aussi être présenté.</p>	<p>Au deuxième trimestre de 2019, le SCC a créé une approche nationale pluriannuelle évolutive de surveillance de la capacité d'hébergement dans la collectivité qui donne les profils démographiques actuels par district, les mises en liberté prévues et les capacités d'hébergement disponibles de chaque district. Cette approche nationale, qui établit les besoins par opposition à la disponibilité, a aidé le SCC à cerner des lacunes au chapitre de l'hébergement par région. Divers points de données ont été utilisés en appui aux activités de planification à court terme, sous réserve des modifications apportées au système à l'automne 2019.</p> <p>En novembre 2019, le SCC a rempli son engagement visant à lancer une nouvelle solution de gestion du logement des délinquants. Cette solution a été élaborée pour donner au SCC une approche nationale intégrée à long terme qui permettra de répondre aux besoins opérationnels de chaque région, notamment la capacité de donner suite à la croissance prévue et au profil de la population pour les districts de chaque région. Des tests ont été réalisés pour s'assurer que toutes les caractéristiques requises sont saisies, et une formation a été mise à la disposition du personnel opérationnel qui utilise cette solution. Le SCC continuera de surveiller l'efficacité de la solution pour s'assurer que celle-ci demeure la plus pertinente et la plus valide possible.</p> <p>Un rapport final sera présenté d'ici le 30 avril 2020.</p>

## SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

### RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS (CPCP) DANS SON 62<sup>E</sup> RAPPORT INTITULÉ : RAPPORT 6, LA SURVEILLANCE DANS LA COLLECTIVITÉ — SERVICE CORRECTIONNEL CANADA, DES RAPPORTS DE L'AUTOMNE 2018 DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

RECOMMANDATION DU CPCP ET ÉCHÉANCE	RÉPONSE DU SCC À LA RECOMMANDATION 2
<p><b>31 décembre 2019</b></p> <p>Service correctionnel Canada (SCC) devrait présenter au Comité un rapport décrivant les progrès réalisés afin de A) s'assurer que les agents de libération conditionnelle font un suivi auprès des délinquants au moins aussi souvent que les normes l'exigent; B) surveiller le respect des conditions spéciales imposées par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Un rapport final devrait aussi être présenté.</p>	<p>Le 15 avril 2019, le SCC a promulgué la politique nationale pertinente (directive du commissaire) pour donner des clarifications sur les exigences concernant la fréquence des contacts que doivent respecter les délinquants qui habitent dans un établissement résidentiel communautaire. De plus, le SCC a mis l'accent sur l'exigence de documenter la surveillance des conditions spéciales et la nécessité de documenter plus en profondeur la justification des exceptions aux exigences liées à la fréquence des contacts ou le non-respect des exigences. Pour renforcer le respect des exigences politiques en vigueur, les directeurs de district doivent maintenant aussi surveiller la conformité au chapitre de la fréquence des contacts et des conditions spéciales, et ce, chaque mois.</p> <p>La dernière étape consiste à élaborer des indicateurs du rendement pour surveiller la fréquence des contacts. Le processus d'élaboration est bien avancé, les tests initiaux sont terminés et le rapport devrait être prêt d'ici le 31 mars 2020.</p>

**SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA**

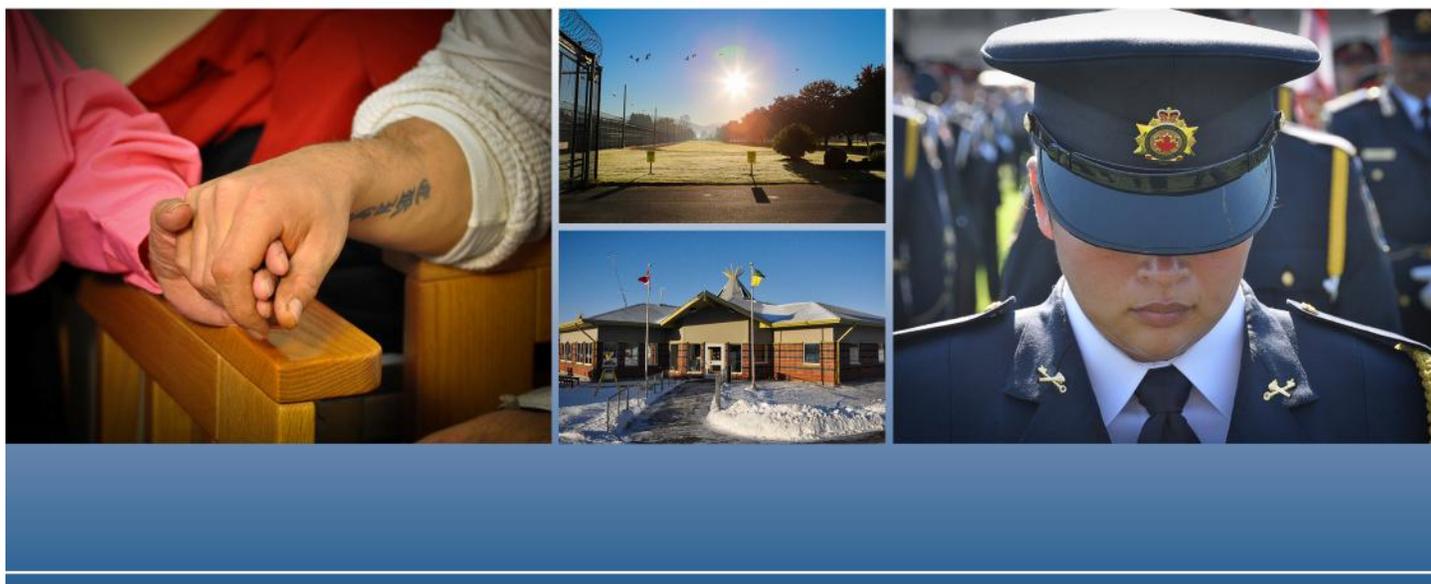
**RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS (CPCP) DANS SON 62<sup>E</sup> RAPPORT INTITULÉ : RAPPORT 6, LA SURVEILLANCE DANS LA COLLECTIVITÉ — SERVICE CORRECTIONNEL CANADA, DES RAPPORTS DE L'AUTOMNE 2018 DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA**

<b>RECOMMANDATION DU CPCP ET ÉCHÉANCE</b>	<b>RÉPONSE DU SCC À LA RECOMMANDATION 5</b>
<p><b>31 décembre 2019</b></p> <p>SCC devrait présenter au Comité (SCC) un rapport décrivant les progrès réalisés afin de mesurer la bonne réinsertion des délinquants sous responsabilité fédérale en tant que citoyens respectueux des lois une fois que ceux-ci ont terminé de leur purger leur peine, et ce dans le but de mieux refléter son mandat.</p>	<p>Le SCC a publié un rapport intitulé « Étude exhaustive sur les taux de récidive des délinquants sous responsabilité fédérale au Canada ». Un exemplaire du rapport est joint à la présente.</p> <p>Le rapport souligne les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les taux de nouvelles condamnations deux ans après la mise en liberté pour les délinquants sous responsabilité fédérale ont baissé; ils sont passés de 40,6 % pour les délinquants mis en liberté en 1996-1997 à 32,1 % pour les délinquants mis en liberté en 2007-2008 et à 23,4 % pour les délinquants mis en liberté en 2011-2012.</li><li>• Les taux de nouvelles condamnations un an après l'expiration du mandat (c.-à-d. postsentencielles) ont baissé; ils sont passés de 21,1 % pour les délinquants mis en liberté en 2007-2008 à 14,5 % pour les délinquants mis en liberté en 2011-2012.</li><li>• Les taux de nouvelles condamnations deux ans après l'expiration du mandat ont baissé; ils sont passés de 33,6 % pour les délinquants mis en liberté en 2007-2008 à 24,8 % pour les délinquants mis en liberté en 2011-2012.</li><li>• Les taux de nouvelles condamnations trois ans après l'expiration du mandat ont baissé; ils sont passés de 40,8 % pour les délinquants mis en liberté en 2007-2008 à 31,2 % pour les délinquants mis en liberté en 2011-2012.</li><li>• Les taux de nouvelles condamnations pour les délinquants et les délinquantes autochtones et non autochtones ont baissé.</li><li>• Les taux de nouvelles condamnations pour les infractions avec violence et sans violence ont également baissé.</li></ul>



# SERVICE CORRECTIONNEL CANADA

TRANSFORMONS DES VIES. PROTÉGEONS LES CANADIENS.



## RAPPORT DE RECHERCHE

### Étude exhaustive des taux de récidive chez les délinquants canadiens sous responsabilité fédérale

2019 N° R-426

This report is also available in English. Should a copy be required, it can be obtained from the Research Branch, Correctional Service of Canada, 340 Laurier Ave. West, Ottawa, Ontario K1A 0P9.

Le présent rapport est également disponible en anglais. Pour obtenir des exemplaires supplémentaires, veuillez vous adresser à la Direction de la recherche, Service correctionnel du Canada, 340, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) K1A 0P9.



**Étude exhaustive des taux de récidive  
chez les délinquants canadiens sous responsabilité fédérale**

Lynn A. Stewart

Geoff Wilton

Sebastian Baglole

et

Ryan Miller

Service correctionnel du Canada

Juillet 2019



## **Remerciements**

Un projet de cette envergure n'aurait pu être mené à bien sans l'aide de nombreuses personnes. Nous voulons remercier Chelsea Sheahan, Kaitlyn Wardrop, Angie-Lee Costeira et Kate Pardoel du travail rapide et consciencieux qu'elles ont effectué au moment de coder les données et de procéder à des analyses supplémentaires. Chelsea de Moor a contribué au projet en établissant une bibliographie annotée. Tanya Rugge, Guy Bourgon et Larry Motiuk ont offert des conseils précieux sur la méthode initiale. Nous remercions également Larry Motiuk, Bruno Jean, Mark Olver, Leslie Anne Keown, Shanna Farrell MacDonald, Kelly Babchishin et le personnel du Secteur des opérations et des programmes correctionnels et de la Direction des initiatives pour les Autochtones, qui ont tous formulé des commentaires sur l'ébauche.



## Résumé

**Mots clés :** taux de récidive, délinquants sous responsabilité fédérale, récidive des délinquantes, récidive des délinquants autochtones par groupe d'âge, récidive par type de nouvelle infraction

La présente étude fournit une estimation exhaustive des taux de récidive des délinquants purgeant une peine de ressort fédéral, en fonction des nouvelles condamnations qui ont mené à une réincarcération dans un établissement fédéral ou à des sanctions provinciales ou territoriales. Au moyen des dossiers officiels contenus dans la base de données du Centre d'information de la police canadienne (CIPC) et des données extraites du Système de gestion des délinquant(e)s (SGD), nous avons examiné les taux de récidive de tout type et de récidive avec violence selon diverses périodes de suivi pour les groupes suivants : tous les délinquants de sexe masculin, toutes les délinquantes, les délinquants et délinquantes autochtones, les délinquants noirs et les délinquants de l'Asie du Sud-Est. Une cohorte annuelle de délinquants mis en liberté, sur une période de cinq ans s'étendant de 2007-2008 à 2011-2012, a été établie ( $N = 22\ 685$ ). Le codage des dossiers du CIPC était fondé sur la première mise en liberté des délinquants pour deux cohortes : celle des délinquants libérés en 2007-2008 et celle des délinquants libérés en 2011-2012 (total,  $N = 8\ 441$ ). Des analyses supplémentaires ont permis d'examiner les taux de récidive par région, infraction répertoriée, type de récidive, âge et citoyenneté.

Le résultat le plus souvent signalé à l'échelle internationale repose sur les taux de nouvelle condamnation dans les deux ans suivant la libération. Selon cette mesure, le taux global de récidive sur deux ans pour la cohorte de 2011-2012 était de 23 % ; le taux était de 24 % pour les hommes et de 12 % pour les femmes. Chez les délinquants autochtones, la récidive était plus élevée, soit 38 % pour les hommes et 20 % pour les femmes. Le taux de récidive avec violence dans les deux ans suivant la libération dans la cohorte totale de 2011-2012 était de 12 %. Ces taux étaient inférieurs pour les délinquants mis en liberté en 2007-2008, et les deux cohortes présentaient des taux plus faibles que ceux déclarés dans le précédent rapport sur la récidive des délinquants sous responsabilité fédérale mis en liberté en 1996-1997 (Bonta et coll., 2003), où le taux de nouvelle condamnation sur deux ans était de 41 % pour tous les délinquants et de 16 % pour les délinquantes. Dans l'étude actuelle, selon les résultats fondés sur les données du SGD, les taux de nouvelle condamnation ont diminué chaque année de 2007-2008 à 2011-2012. Ces résultats sont encourageants, puisqu'ils indiquent que la récidive des délinquants sous responsabilité fédérale a diminué de façon constante au fil du temps. Une analyse de la gravité de l'infraction à l'origine de l'incarcération, comparée à la gravité de la nouvelle infraction commise par les délinquants sous responsabilité fédérale, a démontré que 61 % des récidivistes avaient commis une infraction moins grave lors de leur récidive.

De plus longues périodes de suivi ont entraîné des taux de récidive plus élevés. Près de 38 % des délinquants sous responsabilité fédérale mis en liberté en 2011-2012 ont récidivé dans les cinq ans et environ 60 % des délinquants autochtones de sexe masculin ont récidivé pendant cette période. La catégorie de récidive la plus fréquente pour les hommes et les femmes concernait toute « autre infraction sans violence » et les infractions contre les biens. Les délinquants dont l'infraction répertoriée était une infraction contre les biens ou un vol qualifié présentaient les taux de récidive les plus élevés et ceux dont l'infraction répertoriée était un vol qualifié avaient les taux de récidive avec violence les plus élevés. Les délinquants qui étaient de jeunes adultes (moins de 25 ans) affichaient les taux de récidive et de récidive avec violence les plus élevés, les taux de récidive avec violence étant plus de six fois supérieurs à ceux des délinquants âgés de plus de 55 ans.

Il y avait des écarts entre les régions en ce qui concerne les taux de récidive. Alors que les délinquants étaient visés par un mandat, les régions des Prairies et du Pacifique ont enregistré les taux les plus élevés de réincarcération dans un établissement fédéral à la suite d'une infraction, et les régions de l'Ontario et du Québec ont affiché les taux les plus bas. La région du Pacifique avait les taux de nouveaux mandats de dépôt les plus élevés pour toutes les périodes de suivi.

Une mesure normalisée de la récidive permet d'obtenir des données de référence pour évaluer l'efficacité d'un organisme à favoriser la réduction de la criminalité au fil du temps. Un accord commun sur les mesures clés de la récidive faciliterait l'examen des facteurs qui contribuent aux différents résultats au chapitre de la récidive, dont certains sont peut-être liés aux politiques et aux interventions qui pourraient être adoptées de façon plus générale.



## Table des matières

Remerciements.....	i
Résumé.....	iii
Liste des tableaux.....	viii
Liste des figures .....	x
Liste des annexes .....	xii
Introduction.....	1
Mesures de la récidive à l'échelle internationale et au Canada .....	3
Méthode .....	7
Participants.....	7
Procédure/Approche analytique.....	8
Mesures/matériel.....	11
Résultats .....	13
Taux de récidive et taux de récidive avec violence (combinaison des réincarcérations à la suite d'une infraction consignées dans le SGD et des dossiers de nouvelles condamnations du CIPC) .....	13
Taux de réincarcération dans un établissement fédéral .....	18
Taux de réincarcération dans un établissement fédéral avant l'expiration du mandat (taux de révocation) .....	18
Taux de réincarcération dans un établissement fédéral après l'expiration du mandat (nouveaux mandats de dépôt) .....	21
Taux de récidive après la DEM, selon les dossiers du CIPC.....	22
Taux de récidive par infraction répertoriée.....	26
Résultats selon l'Indice de gravité de la criminalité .....	32
Récidive par région de mise en liberté.....	32
Taux de révocation avant l'expiration du mandat.....	38
Réincarcération dans un établissement fédéral après l'expiration du mandat (nouveaux mandats de dépôt) par région de mise en liberté.....	40
Résultats relatifs à la récidive selon l'âge au moment de la mise en liberté.....	45
Résultats par groupe ethnique autodéclaré .....	50
Résultats par citoyenneté .....	53

Analyse .....	55
Limites/Considérations .....	62
Conclusions.....	64
Bibliographie.....	65

## Liste des tableaux

Tableau 1.....	4
<i>Définitions de la récidive et périodes de suivi</i> .....	4
Tableau 2 <i>Délinquants mis en liberté des cohortes de 2007-2008 à 2011-2012, par sexe et groupe ethnique</i> .....	8
Tableau 3 <i>Taux de récidive de tout type (combinaison des dossiers du CIPC et des réincarcérations dans un établissement fédéral à la suite d'une infraction)</i> .....	15
Tableau 4 <i>Taux de récidive avec violence (combinaison des dossiers du CIPC et des réincarcérations dans un établissement fédéral à la suite d'une infraction)</i> .....	16
Tableau 5 <i>Taux de révocation selon l'exercice pendant lequel la libération a eu lieu (N = 21 915)</i> .....	20
Tableau 6 <i>Taux de récidive après l'expiration du mandat ayant entraîné un nouveau mandat de dépôt (réincarcération dans un établissement fédéral) (N = 22 038)</i> .....	23
Tableau 7 <i>Taux de récidive selon les nouveaux mandats de dépôt (réincarcérations dans un établissement fédéral)</i> .....	24
Tableau 8 <i>Taux de récidive après la DEM, selon les dossiers du CIPC</i> .....	25
Tableau 9.....	28
<i>Taux de récidive par infraction répertoriée (selon les dossiers du SGD et du CIPC)</i> .....	28
Tableau 10.....	30
<i>Taux de récidive avec violence par infraction répertoriée (selon les dossiers du SGD et du CIPC)</i> .....	30
Tableau 11 <i>Poids moyen attribué selon l'Indice de gravité de la criminalité à l'infraction répertoriée et à la nouvelle infraction, par groupe de délinquants</i> .....	32
Tableau 12.....	34
<i>Taux de récidive par région (selon les dossiers du SGD et du CIPC)</i> .....	34
Tableau 13.....	36
<i>Taux de récidive avec violence par région (selon les dossiers du SGD et du CIPC)</i> .....	36
Tableau 14.....	39
<i>Taux de révocation par région de mise en liberté* : avant l'expiration du mandat (N = 21 911)</i> .....	39
Tableau 15 <i>Nouveaux mandats de dépôt au cours de périodes de suivi fixes, par région de mise en liberté</i> .....	41
Tableau 16 <i>Taux de récidive après la DEM, selon les dossiers du CIPC et par région de mise en liberté</i> .....	43
Tableau 17.....	46
<i>Taux de récidive par groupe d'âge (dossiers du SGD et du CIPC combinés)</i> .....	46
Tableau 18 <i>Taux de récidive avec violence selon l'âge au moment de la mise en liberté (dossiers du SGD et du CIPC combinés)</i> .....	48
Tableau 19.....	51
<i>Taux de récidive après la libération, par groupe ethnique (dossiers du SGD et du CIPC combinés)</i> .....	51
Tableau 20.....	52
<i>Taux de récidive avec violence après la libération, par groupe ethnique (dossiers du SGD et du CIPC combinés)</i> .....	52
Tableau 21 <i>Taux de révocation selon la citoyenneté canadienne, d'après les dossiers du CIPC et du SGD (N = 21 911)</i> .....	54

Tableau B1	<i>Taux de révocation dans les six mois (N = 21 766)</i> .....	75
Tableau B2	<i>Révocations par infraction répertoriée (N = 21 889)</i> .....	76
Tableau B3	<i>Taux de récidive et de réincarcération dans un établissement fédéral (nouveaux mandats de dépôt) par infraction répertoriée (N = 22 012)</i> .....	79
Tableau B4	<i>Taux de récidive selon les dossiers du CIPC (après la DEM) par infraction répertoriée</i> .....	81
Tableau B5	<i>Taux de nouvelle condamnation en vertu de nouveaux mandats de dépôt émis pendant des périodes de suivi fixes, par infraction répertoriée</i> .....	83
Tableau B6	<i>Révocations par groupe d'âge au moment de la mise en liberté : données du SGD (N = 21 911)</i> .....	85
Tableau B7	<i>Révocations à la suite d'une infraction par type de récidive la plus grave (N = 21 911)</i> .....	87
Tableau B8	<i>Taux de nouveaux mandats de dépôt par type de récidive la plus grave (N = 22 038)</i> .....	88
Tableau B9	<i>Taux de récidive par catégorie de récidive (dossiers du CIPC) (n = 8 439)</i> .....	89
Tableau B10	<i>Taux de révocation par groupe ethnique autodéclaré : données du SGD (N=21 911)</i> .....	90
Tableau B11	<i>Taux de nouveaux mandats de dépôt par groupe ethnique autodéclaré (N = 22 038)</i> .....	91
Tableau B12	<i>Taux de nouveaux mandats de dépôt selon des périodes de suivi fixes, par groupe ethnique autodéclaré</i> .....	92
Tableau B13	<i>Taux de nouvelle condamnation selon les dossiers du CIPC (après la DEM) pour diverses périodes de suivi et par groupe ethnique</i> .....	93
Tableau B14	.....	94
	<i>Modèles de régression de Cox prédisant les révocations à la suite d'une infraction, selon le statut d'Autochtone et l'âge au moment de la mise en liberté pour les délinquants et les délinquantes</i> .....	94
Tableau B15	.....	95
	<i>Modèles de régression de Cox prédisant les révocations à la suite d'une infraction, selon le statut d'Autochtone et l'âge au moment de la mise en liberté et l'interaction entre les deux pour les délinquants et les délinquantes</i> .....	95

## Liste des figures

Figure 1. Taux de toute nouvelle récidive deux ans après la mise en liberté (taux de récidive avec violence deux ans après la mise en liberté entre parenthèses) .....	17
Figure 2. Taux de révocation selon l'exercice pendant lequel la libération a eu lieu pour tous les délinquants sous responsabilité fédérale .....	21
Figure 3. Taux de récidive après la DEM, selon les dossiers du CIPC pour deux cohortes de délinquants mis en liberté : période de suivi fixe de deux ans.....	26



## Liste des annexes

Annexe A Guide de codage pour l'étude sur la récidive .....	68
Annexe B : Tableaux supplémentaires .....	75



## Introduction

La récidive est couramment définie comme le retour d'une personne à un comportement criminel après avoir reçu une sanction ou suivi une intervention pour un comportement criminel antérieur (Saris et coll., 2016). Les taux de récidive constituent l'indicateur clé des répercussions des sanctions et des interventions correctionnelles, fournissant une orientation quant à l'efficacité des pratiques correctionnelles. Malgré son importance pour le système de justice pénale, il n'y a aucun consensus quant à la manière de déclarer la récidive. Les définitions, mesures et pratiques de déclaration varient d'un endroit à l'autre. Un examen systématique à grande échelle des taux de récidive partout dans le monde a permis de déterminer que l'approche de déclaration de la récidive était si variable que les données ne pouvaient pas être considérées comme valides à des fins de comparaisons internationales (Fazel et Wolf, 2015). Dans la dernière étude portant sur les taux de récidive des délinquants sous responsabilité fédérale au Canada, Bonta, Rugge et Dauvergne (2003) ont fourni un cadre de déclaration de la récidive précisant que les quatre facteurs suivants devraient être pris en considération : 1) la définition de retour à la criminalité et les sources de données utilisées pour obtenir cette information, 2) la nature ou le type de la récidive, 3) la période de suivi et 4) la variation dans l'échantillon de l'étude. Ces recommandations sont semblables à celles auparavant formulées dans un livre blanc commandé par le Council of Juvenile Justice Administrators des États-Unis (Harris, Lockwood et Mengers, 2009) et par le ministère de la Justice des Pays-Bas (Wartna et Nijssen, 2000).

Les définitions communes de la récidive comprennent les nouvelles arrestations, les nouvelles condamnations et la réincarcération, chacune fournissant des renseignements importants et des estimations concernant les taux de retour à la criminalité des délinquants. Par exemple, les données sur les arrestations peuvent offrir les détails les plus exacts concernant la date et l'heure auxquelles l'infraction a été commise, mais peuvent surestimer les taux de récidive en incluant les personnes qui ont été arrêtées, mais non condamnées, pour une infraction (Bonta et coll., 2003; Payne, 2007). Les nouvelles condamnations peuvent mener à l'incarcération, mais on risque de sous-estimer la récidive en excluant les comportements criminels lorsque les éléments de preuve sont insuffisants pour entraîner une déclaration de culpabilité ou lorsque l'arbitrage donne lieu à une négociation de plaidoyer. La réincarcération peut mener à une surreprésentation des délinquants qui ont commis des crimes graves et qui ont

de vastes antécédents criminels (Bonta et coll., 2003; Dunrose, Cooper et Snyder, 2014; Payne, 2007).

Comme la récidive repose habituellement sur le décompte officiel des comportements criminels, notamment les nouvelles arrestations ou les nouvelles condamnations, les données administratives servent de source principale pour ces renseignements. Certains chercheurs font valoir que l'utilisation de données administratives peut mener à une sous-estimation des taux de récidive, puisque l'on exclut ainsi les crimes qui ne sont pas connus des organismes d'application de la loi (Bonta et coll., 2003). Au Canada, les mesures qui n'examinent que les réincarcérations dans un établissement fédéral avant ou après l'expiration du mandat ne tiennent pas compte de la possibilité qu'une nouvelle infraction, commise après l'expiration du mandat, ait pu entraîner une sanction imposée par la province ou le territoire; par conséquent, les calculs sous-estimeront les taux de récidive réels.

Au Service correctionnel du Canada (SCC), les recherches examinant la récidive ont habituellement eu comme mesure clé les réincarcérations dans un établissement fédéral. Comme l'ont souligné Bonta et ses collègues (2003), cela permet au Service d'examiner son incidence sur le comportement criminel pendant la période où le délinquant était sous sa responsabilité directe. Cependant, il est possible de soutenir que les répercussions des sanctions et des programmes, si ceux-ci ont été efficaces pendant que les délinquants étaient visés par un mandat, devraient se poursuivre après la fin de la sanction. Qui plus est, le public canadien est moins susceptible d'établir une distinction entre une peine de ressort provincial ou fédéral pour la nouvelle infraction. Récemment, le vérificateur général a pressé le SCC et le ministère de la Sécurité publique de fournir des statistiques normalisées sur les taux de récidive qui comprennent non seulement les réincarcérations dans un établissement fédéral, mais aussi les nouvelles infractions ayant mené à des sanctions provinciales et territoriales (Bureau du vérificateur général, 2018). Le présent rapport constitue une des étapes pour remplir cette obligation, mais, à long terme, un moyen plus efficace d'intégrer les sanctions provinciales et territoriales aux estimations continues des taux de récidive est requis.

Diverses périodes de suivi entraîneront des résultats différents; plus la période de suivi ou l'intervalle d'exposition au risque est long, plus le taux de récidive est élevé. Selon la méthode de collecte des données administratives et les sources de ces données, une période de suivi fixe peut fausser les mesures de la récidive en limitant l'échantillon aux délinquants qui peuvent faire

l'objet d'un suivi pendant cette période. Par exemple, au Canada, les délinquants sous responsabilité fédérale qui sont mis en liberté tard au cours de leur peine (en général, les délinquants présentant un risque élevé) peuvent être surveillés moins longtemps avant la date d'expiration de leur mandat et, par conséquent, ne pas être inclus dans une approche reposant sur une période de suivi fixe d'un an. En outre, un retour à la criminalité qui mène à une peine de ressort provincial/territorial après l'expiration du mandat fédéral ne serait pas pris en compte dans les estimations fondées uniquement sur la réincarcération dans un établissement fédéral, ce qui aurait une incidence sur les estimations relatives à la récidive. Enfin, les taux élevés de réincarcération sans infraction à la suite d'une mise en liberté au SCC limitent l'intervalle d'exposition au risque des délinquants ayant fait l'objet d'une révocation. À moins que la période de réincarcération suivant une révocation ne soit pas prise en compte dans le calcul de la période de suivi, les estimations découlant d'une période de suivi fixe d'un an fausseront également la mesure globale de la récidive.

### **Mesures de la récidive à l'échelle internationale et au Canada**

Diverses mesures de la récidive et périodes de suivi ont été utilisées dans les organismes de partout au Canada et dans le monde. Dans le cadre de leur examen systématique des taux de récidive à l'échelle internationale, Fazel et Wolf (2015) ont observé que la définition de récidive, l'inclusion de certaines nouvelles infractions dans le calcul (en particulier les amendes ou les infractions routières) et la période de suivi variaient tellement d'une étude à l'autre qu'il était impossible d'effectuer des comparaisons internationales. Des observations semblables ont été faites dans l'examen international mené par Wartna et Nijssen (2006), dans le cadre duquel ils ont proposé un cadre établissant une mesure commune de la récidive.

Le tableau 1 présente un échantillon des diverses définitions et périodes de suivi extraites de certaines études majeures. La plupart des organismes utiliseront de multiples définitions selon le but de l'étude; toutefois, la définition la plus couramment citée est celle de la nouvelle condamnation, et la période de suivi la plus fréquemment appliquée est celle correspondant aux deux années suivant la libération (Yukhnenko, Sridhar et Fazel, 2019). Il s'agit de la période et de la définition employées dans l'étude précédente sur la récidive des délinquants sous responsabilité fédérale menée par Sécurité publique en 2003 (Bonta et coll., 2003).

Tableau 1

*Définitions de la récidive et périodes de suivi*

Pays	Étude	Définition de la récidive	Suivi (années)
Australie	Payne (2008)	Implication dans des activités criminelles répétées	-
Australie	Australian Government Productivity Commission (2018)	Nouvelle arrestation ou retour dans les services correctionnels (établissement carcéral ou services correctionnels dans la collectivité) pour des personnes ayant déjà eu des démêlés avec le système de justice pénale	2
Canada	Bonta, Rugge et Dauvergne (2003)	Nouvelle condamnation pour une infraction commise dans la période de suivi établie (selon le CIPC)	2
Canada (Ontario)	Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels de l'Ontario	La personne est ramenée sous la surveillance des Services correctionnels de la province à la suite d'une nouvelle condamnation prononcée dans les deux ans de l'exécution : (a) soit d'une probation, d'une libération conditionnelle ou d'une condamnation avec sursis; (b) soit d'une peine d'emprisonnement de six mois ou plus purgée dans un établissement provincial	2
Danemark	Statistics Denmark	Nouveau crime commis après la libération d'un établissement carcéral ou une déclaration de culpabilité	2
Pays-Bas	Wartna, Blom et Tollenaar (2011)	Nouvelle condamnation à la suite d'un nouveau crime commis	multiples
Nouvelle-Zélande	Nadesu (2009)	Nouvelle condamnation menant à une peine administrée par le Department of Corrections (dans la collectivité ou en établissement carcéral)	4
Norvège	Statistics Norway (2014)	Nouvelles condamnations entraînant uniquement une peine d'emprisonnement Perpétration d'une infraction par une personne qui a déjà commis au moins une autre infraction connue	4
Royaume-Uni	Ministère de la Justice (2017)	Toute infraction commise au cours d'une période de suivi d'un an ayant entraîné une condamnation en justice ou une mise en garde	1 (plus 6 mois pour déterminer le résultat)
États-Unis	Durose, Copper et Snyder (2014)	Arrestation menant à une condamnation et à l'imposition d'une peine d'emprisonnement Réincarcération sans nouvelle condamnation en raison d'un manquement aux conditions	5 (plus 6 mois pour déterminer le résultat)
États-Unis	Markman, Durose et Rantala (2016)	Arrestation dans les cinq ans suivant le début de la surveillance sous responsabilité fédérale	5
États-Unis	Saris, Breyer, Friedrich, Barkow, Pryor, Morales et Wilson Smoot (2016)	Arrestation dans les cinq ans suivant la libération d'un établissement fédéral ou d'État ayant mené à une réincarcération Actes criminels donnant lieu à une nouvelle arrestation, à une révocation et/ou à une réincarcération	8

L'étude actuelle fournit une estimation exhaustive des taux de récidive chez les délinquants purgeant une peine de ressort fédéral, en fonction des nouvelles condamnations ayant mené à une réincarcération dans un établissement fédéral ou des nouvelles condamnations ayant mené à des sanctions provinciales ou territoriales. L'étude répond aux questions suivantes :

1. Selon les dossiers officiels de récidive contenus dans la base de données du Centre d'information de la police canadienne (CIPC) et les données sur la récidive du Système de gestion des délinquant(e)s (SGD), quels sont les taux de récidive de tout type et les taux de récidive avec violence en fonction des diverses périodes de suivi pour les groupes suivants : tous les délinquants de sexe masculin, toutes les délinquantes, tous les délinquants autochtones (Premières Nations, Métis, Inuits), tous les délinquants autochtones de sexe masculin, toutes les délinquantes autochtones, les délinquants noirs et les délinquants de l'Asie du Sud-Est?
2. Selon les données du SGD et les renseignements de l'Indice de gravité de la criminalité, quelle est la gravité relative de la nouvelle infraction commise par les récidivistes, comparativement à leur infraction répertoriée?
3. Selon les données du SGD, quels sont les taux de récidive pour les groupes définis au point (1) compte tenu de ce qui suit :
  - les réincarcérations dans un établissement fédéral, tous motifs confondus;
  - la réincarcération dans un établissement fédéral à la suite d'une infraction (avant et après l'expiration du mandat);
  - la réincarcération dans un établissement fédéral à la suite d'une infraction avec violence (y compris de nature sexuelle) (avant et après l'expiration du mandat);
  - la réincarcération à la suite d'une infraction sexuelle visée à l'annexe 1 (avant et après l'expiration du mandat);
  - le type de récidive : par exemple, une réincarcération à la suite d'une infraction sans violence, notamment des crimes liés à la drogue et des crimes contre les biens, ou d'une infraction avec violence (avant et après l'expiration du mandat);
4. Selon les données du SGD et une combinaison des données du SGD et du CIPC, quels sont les taux de récidive et les taux de récidive avec violence par région?

5. Selon les données du SGD, prises séparément et combinées aux données du CIPC, quels sont les taux de récidive et les taux de récidive avec violence par infraction répertoriée?
6. Selon les données du SGD, prises séparément et combinées aux données du CIPC, quels sont les taux de récidive et les taux de récidive avec violence par groupe d'âge?
7. Selon les données du SGD, prises séparément et combinées aux données du CIPC, quels sont les taux de récidive et les taux de récidive avec violence par groupe ethnique autodéclaré?
8. Selon les données du SGD et du CIPC, prises séparément, quels sont les taux de récidive et les taux de récidive avec violence selon la citoyenneté canadienne ou non canadienne?
9. Quels sont, comparativement, les taux de récidive pour les délinquants canadiens et les délinquants non canadiens mis en liberté?

## Méthode

### Participants

Une cohorte annuelle de délinquants mis en liberté<sup>1</sup> pour les exercices 2007-2008 à 2011-2012 a été établie, constituant un échantillon total de 22 685 délinquants purgeant une peine de ressort fédéral. Le tableau 2 montre la fréquence pour les délinquants et les délinquantes qui ont déclaré appartenir à un groupe ethnique. La désignation du groupe ethnique est problématique et reflète une grande hétérogénéité. Nous présentons toutefois l'analyse pour aider à déterminer si certains groupes ayant des taux de récidive élevés peuvent nécessiter davantage de services en vue de combler les lacunes dans leurs résultats au chapitre de la mise en liberté.

Le codage des dossiers du CIPC a été effectué pour tous les délinquants d'un sous-échantillon du groupe qui comprenait tous les délinquants mis en liberté des cohortes de 2007-2008 et de 2011-2012 ( $N = 8\,441$ ). Les délinquants étaient en moyenne au milieu de la trentaine au moment de leur mise en liberté (âge médian = 35); cependant, les délinquants et délinquantes autochtones avaient un âge médian inférieur à celui des délinquants et délinquantes non autochtones (32 ans par rapport à 36 ans).

---

<sup>1</sup> Il doit s'agir de la première mise en liberté des délinquants purgeant une peine de ressort fédéral; il ne doit pas s'agir de délinquants qui n'auraient pas été incarcérés dans un établissement fédéral (ordonnance de la cour – mise en liberté, ordonnance de la cour – autre administration et ordonnance du lieutenant-gouverneur) ou qui n'auraient pas fait l'objet d'une période de suivi (décès, transfèrement vers un pays étranger – extradition et transfèrement vers un pays étranger – transfèrement international).

Tableau 2

*Délinquants mis en liberté des cohortes de 2007-2008 à 2011-2012, par sexe et groupe ethnique*

Groupe ethnique	Tous		Délinquants		Délinquantes	
	n	%	n	%	n	%
Non-Autochtones	18 198	80,2	17 126	80,7	1 072	72,9
Blancs	14 511	64,0	13 661	64,4	850	57,8
Noirs	1 777	7,8	1 668	7,9	109	7,4
Asiatiques du S.-E.	422	1,9	405	1,9	17	1,2
Autres	1 488	6,6	1 392	6,6	96	6,5
Autochtones	4 487	19,8	4 088	19,2	399	27,2
Premières Nations	3 119	13,8	2 827	13,3	292	19,9
Métis	1 181	5,2	1 083	5,1	98	6,7
Inuits	187	0,8	178	0,8	9	0,6
Total	22 685	100	21 214	93,5	1 471	6,5

### Procédure/Approche analytique

Les données disponibles dans le Système de gestion des délinquant(e)s (SGD), contenant les dossiers électroniques officiels du SCC, ont été recueillies simultanément pour tous les délinquants mis en liberté des cohortes. Les révocations et les infractions survenues entre la première mise en liberté et la date de la nouvelle infraction, la date de réincarcération, la date d'expiration du mandat, la date de la collecte de données ou la date du décès, de l'expulsion ou de l'extradition, selon le premier de ces événements à se produire, ont servi à calculer les résultats liés aux révocations et aux révocations à la suite d'une infraction<sup>2</sup>. Si un délinquant a purgé de multiples peines pendant la période des cinq exercices, la première a été sélectionnée. La date de la collecte de données pour les révocations et les nouveaux mandats de dépôt était le 25 février 2018. Toute nouvelle peine de ressort fédéral ayant commencé après la date d'expiration du mandat des délinquants, mais avant la date de la collecte de données, a été classée dans les résultats liés aux nouveaux mandats de dépôt<sup>3</sup>. Les infractions avec violence ont

<sup>2</sup> Les analyses des révocations et des révocations à la suite d'une infraction se limitaient aux délinquants dont la période entre la libération et la date d'expiration du mandat, la date de la collecte de données, le décès, l'expulsion ou l'extradition était de 30 jours.

<sup>3</sup> Les analyses des nouveaux mandats de dépôt se limitaient aux délinquants dont la période entre la date d'expiration du mandat et la date de la collecte de données ou le décès était de 90 jours.

été définies comme les infractions visées à l'annexe 1 ou les homicides. Les infractions sexuelles avec violence ont été définies comme les infractions sexuelles qui étaient également des infractions visées à l'annexe 1.

Pour les révocations, les nouveaux mandats de dépôt et les dossiers de condamnations du CIPC, l'intervalle d'exposition au risque lié à toute infraction a commencé à la première mise en liberté pendant les exercices 2007-2008 et 2011-2012. Les délinquants ont fait l'objet d'un suivi jusqu'à la date d'expiration de leur mandat et jusqu'à ce que les dossiers du CIPC soient recueillis le 22 décembre 2017 ou, dans certains cas, jusqu'au décès ou à l'expulsion du délinquant. Si un délinquant a fait l'objet d'une révocation sans infraction pendant qu'il était sous surveillance, la période entre la réincarcération et la date d'expiration du mandat a été soustraite de la période de suivi. Seules les infractions ayant été commises entre la première mise en liberté et la réincarcération ont été prises en compte pour les révocations<sup>4</sup>. Les dossiers du Centre d'information de la police canadienne (CIPC) ont été recueillis à compter du 22 décembre 2017. Le CIPC est la base de données policières centrale à laquelle peuvent accéder les organismes d'application de la loi au Canada et dans laquelle ils peuvent consigner des renseignements. Il s'agit du seul système informatique national à l'intention des organismes d'application de la loi au Canada; tous les agents au pays ont donc accès aux mêmes renseignements. Cette base de données est tenue à jour par la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Les calculs de l'intervalle d'exposition au risque ont servi à limiter le nombre de délinquants admissibles pour les analyses reposant sur une période de suivi fixe. Par exemple, les délinquants ayant un intervalle d'exposition au risque de moins de deux ans, de leur libération à la collecte de données, ont été exclus des analyses reposant sur une période de suivi fixe de deux ans. Cette procédure a eu une incidence disproportionnée sur les cohortes ultérieures de délinquants mis en liberté et les analyses reposant sur une période de suivi fixe plus longue.

Le codage des dossiers du CIPC a été effectué pour tous les délinquants mis en liberté lors des exercices 2007-2008 et 2011-2012. Toutes les condamnations prononcées entre la date d'expiration du mandat d'un délinquant et la date de son décès, de son expulsion ou de son

---

<sup>4</sup> Les analyses de toute nouvelle infraction, qui reposaient notamment sur les données du CIPC, et des infractions consignées dans les dossiers du CIPC se limitaient aux délinquants dont la période entre la libération et la réadmission, le décès, l'expulsion ou l'extradition, en plus de la période entre l'expiration du mandat et la date de la collecte de données ou le décès, était de 100 jours.

extradition, ou encore la date de la collecte de données (22 décembre 2017), ont été codées. Deux préposés au codage ont examiné tous les dossiers en langue anglaise et un troisième s'est occupé de tous les dossiers en français (6 % des dossiers du CIPC recueillis étaient seulement accessibles en français). La date de la première nouvelle condamnation a été consignée. Les catégories de nouvelles condamnations étaient les suivantes : homicide, infraction sexuelle, vol qualifié, voies de fait, autre infraction avec violence, infraction liée à la drogue, infraction contre les biens, autre infraction sans violence et manquement aux conditions d'une ordonnance de surveillance de longue durée (OSLD). Le nombre de condamnations pour chaque type d'infraction entre la date d'expiration du mandat et la collecte des dossiers du CIPC a été consigné, accompagné de la date de la première condamnation pour chaque type d'infraction. En tout, 8 441 casiers judiciaires de délinquants ont été codés. La fiabilité interévaluateurs a été examinée pour 396 dossiers du CIPC en version anglaise, choisis au hasard, et a été jugée acceptable. Un coefficient kappa de 0,98 a été calculé pour tenir compte du fait qu'un délinquant avait commis ou non une infraction après l'expiration de son mandat, selon le dossier du CIPC. Nous avons mené une analyse pour déterminer la concordance entre le SGD et le CIPC concernant les infractions répertoriées pour la peine initiale des délinquants. Nous avons constaté que les infractions répertoriées consignées dans le SGD étaient aussi enregistrées dans le CIPC dans 99 % des cas. Cela appuie la fiabilité des dossiers du CIPC et de la procédure de codage. Les taux de réincarcération à la suite d'une infraction commise alors que le délinquant était sous responsabilité fédérale ont été combinés aux dossiers du CIPC après l'expiration du mandat pour produire un taux composite relatif à la récidive générale<sup>5</sup>. Ce calcul comprenait toutes les infractions dans la catégorie « autre infraction sans violence ».

L'Indice de gravité de la criminalité (IGC) a servi à mesurer la gravité du crime commis (Babyak, Campbell, Evra et Franklin, 2013). Les données ont été tirées du code de gravité des infractions figurant dans le tableau des infractions du SGD. L'Indice de gravité de la criminalité a été conçu par Statistique Canada, en collaboration avec les services de police, les partenaires de la justice des territoires et les universitaires de partout au pays. L'IGC a été conçu en vue de

---

<sup>5</sup> Il convient de souligner que les infractions dans la catégorie « autre infraction sans violence », pour les mandats de dépôt dans le SGD, ne chevauchent pas complètement les infractions dans la catégorie « autre infraction sans violence » incluse dans les dossiers du CIPC. Comme nous nous y attendions, les infractions dans cette catégorie ayant entraîné de nouveaux mandats de dépôt étaient plus susceptibles d'être graves (voir l'annexe A pour obtenir une liste des autres infractions sans violence et leur fréquence, selon le codage des dossiers du CIPC).

créer une mesure pouvant constituer un meilleur indicateur des variations annuelles des crimes déclarés par la police et pouvant améliorer la comparabilité des statistiques de la criminalité aux échelons des provinces, des territoires et des municipalités, compte tenu de la gravité relative de chaque infraction. Un poids de gravité est attribué à chaque infraction. Le poids est calculé à partir des peines qui ont été imposées par les tribunaux dans l'ensemble des provinces et des territoires, un poids plus élevé étant attribué aux crimes plus graves.

Le poids attribué à un type d'infraction donné est composé de deux parties. La première composante est le taux d'incarcération pour ce type d'infraction. Il s'agit de la proportion de personnes reconnues coupables de cette infraction qui sont condamnées à une peine d'emprisonnement. La deuxième composante est la durée moyenne des peines d'emprisonnement, en jours, pour le type d'infraction en question. Voici certaines infractions répertoriées courantes dont le poids attribué par l'IGC est inférieur à 100 : conduite avec facultés affaiblies, voies de fait, agression armée ou voies de fait causant des lésions corporelles et production ou trafic de cannabis. Le poids le plus élevé de l'IGC est attribué au meurtre au premier et au second degré, suivi par l'homicide involontaire coupable, l'importation ou l'exportation d'héroïne et la tentative de meurtre. Le meurtre au premier degré, par exemple, se voit attribuer un poids de 1 700. La conduite avec facultés affaiblies causant la mort, le vol qualifié et l'agression sexuelle armée ou l'agression sexuelle causant des lésions corporelles se voient attribuer un poids dans les 500, selon l'IGC. Le trafic d'héroïne, l'agression sexuelle de niveau 1 et l'introduction par effraction se voient attribuer un poids situé près de la médiane de 237, toujours selon l'IGC. La gravité de la récidive a été comparée à celle de l'infraction répertoriée pour les délinquants qui ont été réincarcérés à la suite d'une nouvelle infraction commise pendant qu'ils étaient sous responsabilité fédérale et sous surveillance dans la collectivité.

### **Mesures/matériel**

Un tableur, fourni à chaque préposé au codage des dossiers du CIPC, comportait déjà les renseignements suivants sur les délinquants : numéro de la Section des empreintes digitales (SED), nom, date de début de la peine initiale de ressort fédéral, date d'expiration du mandat et date du décès, de l'expulsion ou de l'extradition. Les préposés au codage ont rempli les colonnes pour indiquer si l'infraction répertoriée pour la peine initiale figurait dans le dossier

du CIPC, si une infraction a été commise après la date d'expiration du mandat (DEM), la peine la plus importante imposée pour toutes les nouvelles infractions consignées dans le dossier du CIPC, le nombre d'accusations pour chaque type d'infraction, la date de condamnation pour la première infraction de chaque type et la date du décès, de l'expulsion ou de l'extradition, si elle était inscrite dans le dossier du CIPC. Les types de peines, en ordre d'importance, comprenaient les suivants : emprisonnement, condamnation avec sursis, sursis de sentence, probation, amende, ordonnance d'interdiction ou autre. Les types d'infractions englobaient les homicides, les infractions sexuelles, les vols qualifiés, les voies de fait, les autres infractions avec violence, les infractions liées à la drogue, les infractions contre les biens, les autres infractions sans violence et les manquements aux conditions d'une OSLD. Le guide de codage se trouve à l'annexe A.

Les désignations de groupes ethniques sont tirées des catégories choisies par les délinquants à l'admission. Les délinquants peuvent faire un choix à partir de plusieurs catégories. Comme les Blancs, les Métis, les Premières Nations, les Noirs et les Asiatiques du Sud-Est étaient les groupes ayant la plus forte représentation, nous avons pu analyser leurs résultats. Cette norme est compatible avec les recommandations relatives aux recensements contenues dans les « Principes et recommandations concernant les recensements de la population et des logements », Deuxième révision (2008), des Nations Unies et a été utilisée par Statistique Canada dans son dernier recensement.

## Résultats

### **Taux de récidive et taux de récidive avec violence (combinaison des réincarcérations à la suite d'une infraction consignées dans le SGD et des dossiers de nouvelles condamnations du CIPC)**

Les tableaux 3 et 4 présentent les taux de récidive et de récidive avec violence pour les groupes de délinquants de deux cohortes en général et compte tenu également de l'intervalle d'exposition au risque, en fonction des résultats pour les périodes de suivi fixes. Ces périodes ont commencé à la date de la libération des délinquants d'un établissement fédéral.

Nous nous sommes particulièrement intéressés aux taux de nouvelle condamnation pour les périodes de suivi fixes de deux ans, au taux le plus souvent cité dans la littérature (Yukhnenko et coll., 2019) et à l'estimation fournie dans l'étude précédente sur la récidive chez les délinquants sous responsabilité fédérale (Bonta et coll., 2003)<sup>6</sup>. La figure 1 montre les taux de récidive pendant une période de suivi de deux ans pour toutes les nouvelles infractions et les nouvelles infractions avec violence commises par tous les groupes de délinquants mis en liberté des cohortes de 2007-2008 et de 2011-2012. Le taux de récidive sur deux ans pour tous les délinquants dans la cohorte de 2011-2012 était de 23 %; le taux pour les hommes était de 24 % et celui pour les femmes était de 12 %. Les taux de récidive pour les délinquants autochtones étaient supérieurs – 38 % pour les hommes et 20 % pour les femmes. On observe une réduction constante des taux de récidive chez les délinquants et les délinquantes des deux cohortes. Les taux augmentent lorsque les périodes de suivi sont plus longues. Pour la cohorte de 2011-2012, presque 38 % des délinquants sous responsabilité fédérale ont récidivé dans les cinq ans suivant leur libération et presque 60 % des délinquants autochtones de sexe masculin ont récidivé pendant cette période.

---

<sup>6</sup> Les résultats présentés dans le tableau 3 englobent la catégorie « autre infraction sans violence », selon le codage des dossiers du CIPC. Cela comprend des accusations de conduite avec facultés affaiblies, des accusations liées à la conduite, des accusations relatives aux armes à feu et des infractions concernant l'administration de la justice. Nous avons procédé à une analyse approfondie pour examiner les taux de récidive lorsque la catégorie « autre infraction sans violence », selon le codage des dossiers du CIPC, était exclue. Le fait de ne pas tenir compte des délinquants dont la seule nouvelle infraction se trouvait dans cette catégorie diminuerait le taux global pour les deux exercices, lequel passerait de 50 % à 46 %. Voir l'annexe A pour obtenir une liste des infractions les plus courantes dans cette catégorie et leur fréquence.

Le taux de nouvelle condamnation pour une infraction avec violence commise dans les deux ans suivant la libération pour tous les délinquants sous responsabilité fédérale de la dernière cohorte était de 12 %. Les taux pour les délinquants et délinquantes autochtones étaient plus élevés que ceux des délinquants non autochtones, soit 22 % et 11 % respectivement. Le taux de récidive avec violence a augmenté chaque année de la période de suivi, le taux de récidive avec violence sur cinq ans se situant tout juste sous la barre des 20 %. Nous constatons toutefois une baisse des taux de récidive avec violence pour les délinquants mis en liberté en 2011-2012 comparativement à ceux mis en liberté en 2007-2008.

Tableau 3

Taux de récidive de tout type (combinaison des dossiers du CIPC et des réincarcérations dans un établissement fédéral à la suite d'une infraction)

	Toute nouvelle infraction															
	Toute récidive (N = 8 893)			1 an (N = 8 844)			2 ans (N = 8 767)			3 ans (N = 8 705)			5 ans (N = 8 267)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	1 955	4 425	49,8	609	1 516	17,1	140	2 447	27,9	279	3 083	35,4	388	3 570	43,2	544
2007-2008	1 804	2 561	55,4	582	921	20,1	135	1 406	32,1	271	1 814	40,1	369	2 126	47,7	481
2011-2012	2 004	1 864	43,6	653	595	14,0	148	987	23,4	296	1 269	30,3	427	1 444	37,9	645
Délinquants de sexe masculin	1 896	4 223	50,8	597	1 464	17,7	140	2 356	28,8	278	2 954	36,3	386	3 412	44,2	537
2007-2008	1 682	2 435	56,5	571	886	20,7	135	1 401	33,0	270	1 728	41,0	365	2 022	48,7	470
2011-2012	1 963	1 788	44,7	643	578	14,5	148	955	24,2	296	1 226	31,3	427	1 390	39,0	636
Délinquants non autochtones de sexe masculin	2 115	3 041	45,9	632	988	15,0	149	1 644	25,2	294	2 077	32,0	402	2 442	39,5	566
2007-2008	2 351	1 810	52,0	601	621	18,0	145	1 006	29,4	283	1 246	36,7	381	1 482	44,3	501
2011-2012	2 103	1 231	39,1	613	367	11,7	157	638	20,5	317	831	26,9	443	960	33,8	668
Délinquants autochtones de sexe masculin	921	1 182	69,8	521	476	28,2	106	712	42,8	235	877	53,1	343	970	63,3	473
2007-2008	770	625	74,9	464	265	31,9	100	395	47,9	227	482	58,7	317	540	66,8	387
2011-2012	1 099	557	64,8	571	211	24,7	119	317	37,7	249	395	47,6	369	430	59,4	592
Délinquantes	2 237	202	35,0	828	52	9,0	158	91	15,9	304	129	22,6	520	158	28,7	689
2007-2008	3 441	126	41,0	789	35	11,4	172	59	19,3	289	86	28,1	545	104	34,2	658
2011-2012	2 172	76	28,2	912	17	6,3	156	32	12,0	353	43	16,2	427	54	22,0	639
Délinquantes non autochtones	2 299	114	27,5	921	24	5,8	106	48	11,6	350	66	16,0	545	87	21,8	713
2007-2008	3 586	73	33,3	925	17	7,8	96	30	13,8	273	43	19,7	561	57	26,4	703
2011-2012	2 209	41	20,9	878	7	3,6	156	18	9,2	397	23	11,9	520	30	16,4	718
Délinquantes autochtones	1 625	88	54,3	732	28	17,3	198	43	27,0	278	63	39,6	451	71	47,0	667
2007-2008	1 121	53	60,2	706	18	20,5	223	29	33,0	304	43	48,9	518	47	53,4	572
2011-2012	1 854	35	47,3	946	10	13,5	128	14	19,7	205	20	28,2	417	24	38,1	754

NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et le premier des événements suivants : la réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction, le début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt, une condamnation pour une infraction consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou la collecte de données effectuée le 22 décembre 2017. Pour les délinquants ayant fait l'objet d'une révocation sans infraction, la période entre la réincarcération et la DEM a été soustraite de la période de suivi. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la première récidive (réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction, début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt ou condamnation consignée dans le CIPC). La période entre une révocation sans infraction et la DEM a été soustraite de la période de suivi.

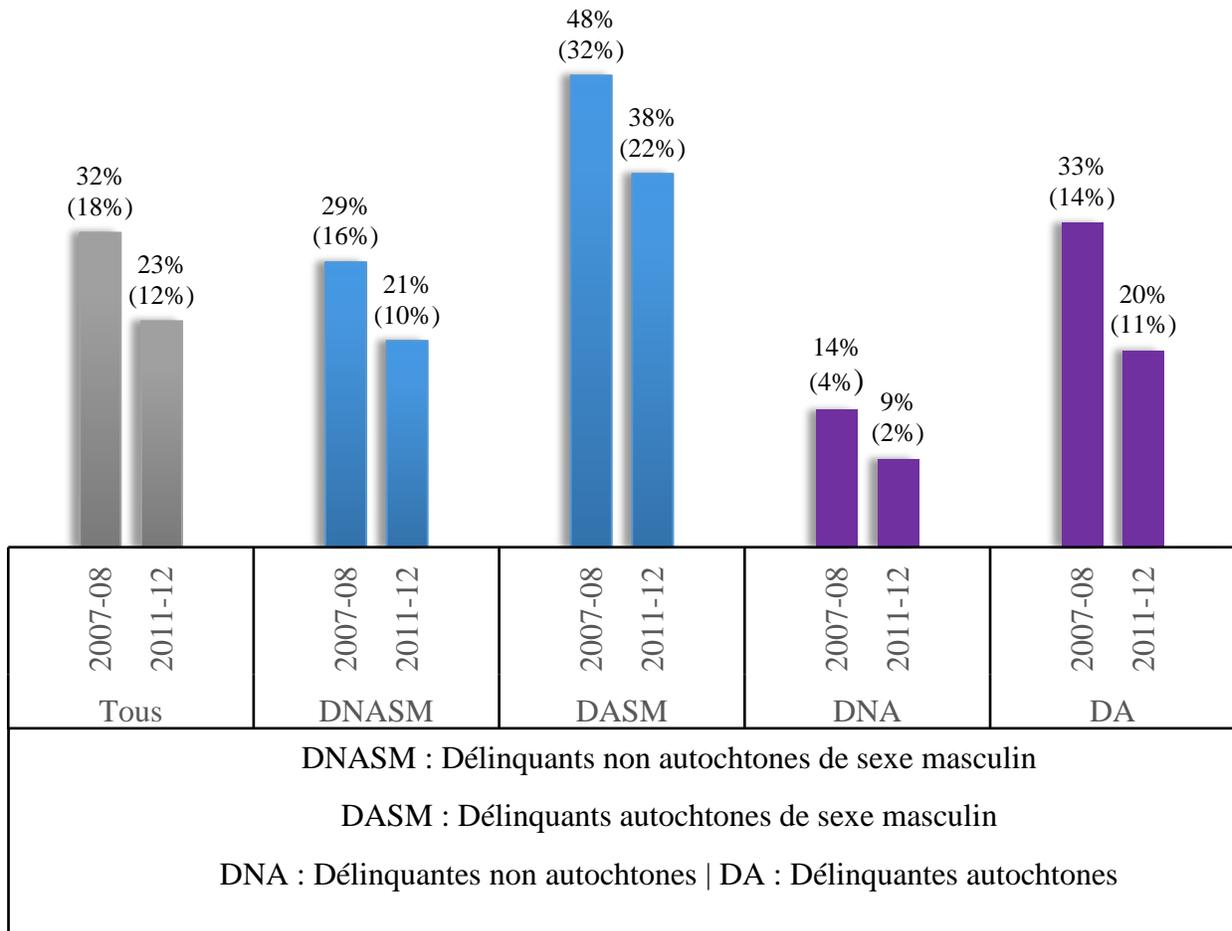
Tableau 4

*Taux de récidive avec violence (combinaison des dossiers du CIPC et des réincarcérations dans un établissement fédéral à la suite d'une infraction)*

	Toute récidive avec violence (N = 8 893)			1 an (N = 8 844)			2 ans (N = 8 767)			3 ans (N = 8 705)			5 ans (N = 8 267)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	2 068	2 418	27,2	630	697	7,9	206	1 340	15,3	358	1 749	20,1	463	2 033	24,6	589
2007-2008	2 261	1 495	32,4	620	435	9,5	205	830	18,3	355	1 076	23,8	454	1 288	28,9	566
2011-2012	2 023	923	21,6	642	262	6,2	208	510	12,1	368	673	16,1	476	745	19,6	644
Délinquants de sexe masculin	2 007	2 342	28,2	621	680	8,2	206	1 307	16,0	358	1 694	20,8	460	1 971	25,5	584
2007-2008	2 107	1 445	33,5	609	423	9,9	202	809	19,1	355	1 042	24,7	452	1 248	30,0	563
2011-2012	1 988	897	22,4	631	257	6,5	207	498	12,6	367	652	16,6	478	723	20,3	636
Délinquants non autochtones de sexe masculin	2 136	1 570	23,7	654	425	6,5	206	852	13,1	370	1 095	16,9	471	1 312	21,2	602
2007-2008	2 737	1 001	28,8	653	274	7,9	202	543	15,9	366	695	20,5	465	853	25,5	581
2011-2012	2 103	569	18,1	654	151	4,8	210	309	9,9	378	400	13,0	476	459	16,2	656
Délinquants autochtones de sexe masculin	1 070	772	45,6	571	255	15,1	205	455	27,3	333	599	36,3	443	659	43,0	529
2007-2008	926	444	53,2	654	149	17,9	207	266	32,3	332	347	42,3	429	395	48,9	489
2011-2012	1 233	328	38,2	583	106	12,4	203	189	22,3	336	252	30,4	467	264	36,5	603
Délinquantes	2 272	76	13,2	828	17	3,0	232	33	5,8	342	55	9,6	687	62	11,3	723
2007-2008	3 472	50	16,3	904	12	3,9	236	21	6,9	320	34	11,1	676	40	13,2	732
2011-2012	2 172	26	9,6	789	5	1,9	213	12	4,5	394	21	7,9	687	22	8,9	677
Délinquantes non autochtones	2 307	32	7,7	943	6	1,5	135	13	3,2	380	20	4,9	667	24	6,0	737
2007-2008	3 587	22	10,1	1025	5	2,3	90	9	4,1	320	13	6,0	561	15	6,9	718
2011-2012	2 209	10	5,1	792	†	†	†	†	†	†	7	3,6	713	9	4,9	756
Délinquantes autochtones	1 868	44	27,2	806	11	6,8	240	20	12,6	334	35	22,0	706	38	25,2	721
2007-2008	2 016	28	31,8	829	7	8,0	278	12	13,6	323	21	23,9	714	25	28,4	736
2011-2012	1 854	16	21,6	745	†	†	†	8	11,3	366	14	19,7	667	13	20,6	667

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et le premier des événements suivants : la réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction avec violence, le début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt, une condamnation pour une infraction consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou la collecte de données effectuée le 22 décembre 2017. Pour les délinquants ayant fait l'objet d'une révocation sans infraction ou à la suite d'une infraction sans violence, la période entre la réincarcération et la DEM a été soustraite de la période de suivi. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la première récidive avec violence (réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction avec violence, début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt ou condamnation consignée dans le CIPC). La période entre une révocation sans infraction ou à la suite d'une infraction sans violence et la DEM a été soustraite de la période de suivi.

Figure 1. Taux de toute nouvelle récidive deux ans après la mise en liberté (taux de récidive avec violence deux ans après la mise en liberté entre parenthèses)<sup>7</sup>



<sup>7</sup> Les taux sont une combinaison des données des dossiers du CIPC et des aux réincarcérations dans un établissement fédéral.

## **Taux de réincarcération dans un établissement fédéral**

Les taux de réincarcération dans un établissement fédéral, en particulier les taux de réincarcération suivant une nouvelle infraction, pendant la période où un organisme est responsable de la surveillance des délinquants, constituent un indicateur clé de l'efficacité d'un organisme à promouvoir la sécurité publique. Idéalement, la révocation d'une mise en liberté sous condition, sans nouvelle infraction, peut être considérée comme une stratégie de répression de la récidive potentielle. Les délinquants peuvent faire l'objet d'une révocation sans avoir commis d'infraction, en fonction de l'observation des agents de libération conditionnelle selon laquelle le risque s'accroît ou en raison d'un manquement aux conditions de la mise en liberté.

## **Taux de réincarcération dans un établissement fédéral avant l'expiration du mandat (taux de révocation)**

Le tableau 5 présente les taux de révocation, ce qui comprend la révocation pour une nouvelle infraction et la révocation pour une nouvelle infraction avec violence, répartis selon le sexe et le statut d'Autochtone pour chaque année de mise en liberté. En fonction de ces résultats, la figure 2 illustre l'amélioration graduelle des taux de révocation chaque année. Hormis quelques exceptions, l'amélioration des résultats est manifeste dans tous les groupes de délinquants. Les taux pour les délinquantes sont plus imprévisibles en raison de leur faible taux de récidive et de leur faible nombre. Les taux de récidive avec violence des délinquants visés par un mandat étaient faibles – moins de 3 % pour les hommes et moins de 1 % pour les femmes – et les taux d'infractions sexuelles de ces délinquants se situaient bien en deçà de 1 % pour tous les groupes. Afin de confirmer que la diminution des taux au fil du temps n'était pas attribuable aux divers intervalles d'exposition au risque, nous avons effectué une analyse en fonction d'une période de suivi fixe de six mois. Le tableau B1 à l'annexe B présente les résultats obtenus compte tenu uniquement des révocations et des révocations à la suite d'une infraction qui sont survenues dans les six mois suivant la libération; seuls les délinquants dont la période entre la libération et la DEM, l'expulsion ou le décès était d'au moins six mois ont été inclus. Les résultats ont confirmé une tendance semblable à celle observée dans le tableau 5. En particulier, les taux de révocation, tous motifs confondus, se sont grandement améliorés pour la dernière cohorte de délinquantes (passant de 21 % pour la cohorte de 2007-2008 à 11 % pour la dernière

cohorte de 2011-2012), tout comme les taux de révocation à la suite d'une infraction pour les délinquantes (passant de 7 % à 3 %).

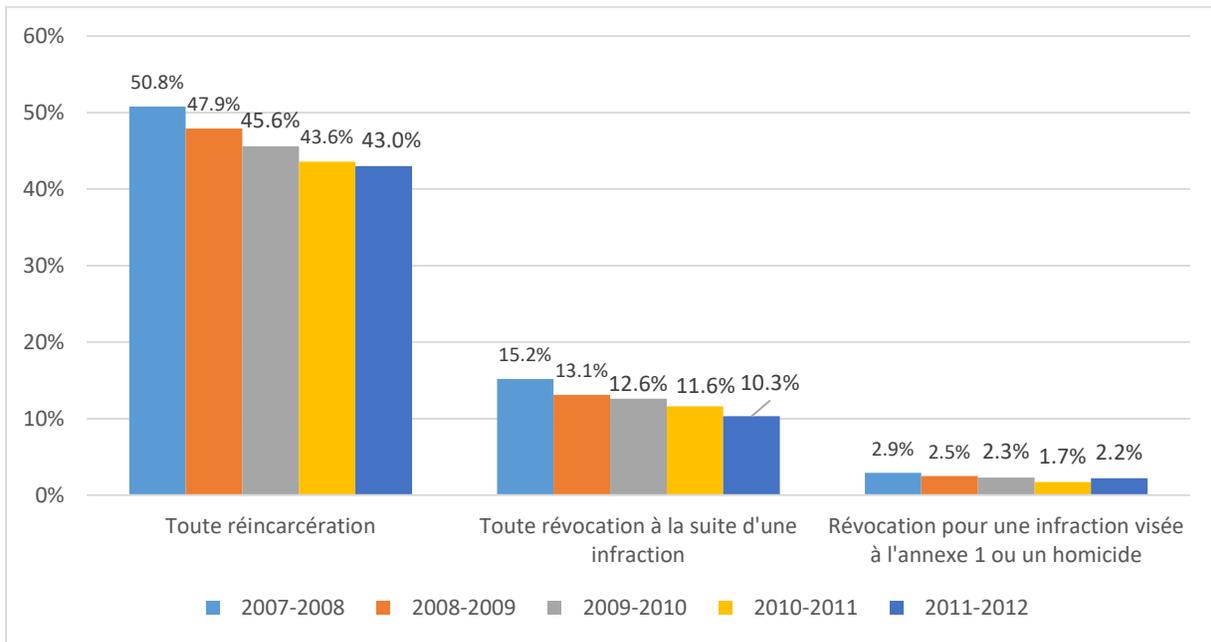
Tableau 5

Taux de révocation selon l'exercice pendant lequel la libération a eu lieu (N = 21 915)

	Toute réincarcération dans un établissement fédéral			Toute révocation à la suite d'une infraction			Révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Révocation pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NM Jr	n	%	NMJ P	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	311	10 136	46,3	176	2 763	12,6	100	507	2,3	99	32	0,2	170
2007-2008	290	2 267	50,8	161	678	15,2	85	131	2,9	88	9	0,2	228
2008-2009	305	2 202	47,9	174	601	13,1	105	113	2,5	111	†	†	†
2009-2010	317	2 049	45,6	178	567	12,6	107	102	2,3	114	5	0,1	167
2010-2011	347	1 839	43,6	189	491	11,6	112	70	1,7	99	6	0,1	242
2011-2012	325	1 779	43,0	181	426	10,3	103	91	2,2	118	8	0,2	180
Délinquants de sexe masculin	306	9 567	46,8	175	2 620	12,8	99	495	2,4	100	32	0,2	170
2007-2008	285	2 141	51,4	160	648	15,6	83	127	3,1	88	9	0,2	228
2008-2009	301	2 073	48,3	173	570	13,3	106	110	2,6	113	†	†	†
2009-2010	308	1 922	46,0	176	538	12,9	103	101	2,4	112	5	0,1	167
2010-2011	342	1 731	43,8	189	454	11,5	113	67	1,7	98	6	0,2	242
2011-2012	315	1 700	43,9	179	410	10,6	101	90	2,3	119	8	0,2	180
Délinquants non autochtones de sexe masculin	340	7 128	42,8	183	1 892	11,4	112	359	2,2	104	21	0,1	187
2007-2008	310	1 596	47,4	169	472	14,0	104	93	2,8	89	7	0,2	285
2008-2009	320	1 599	45,0	179	441	12,4	107	87	2,5	99	†	†	†
2009-2010	346	1 430	42,1	186	391	11,5	108	74	2,2	114	†	†	†
2010-2011	366	1 298	39,9	201	315	9,7	138	44	1,4	100	5	0,2	146
2011-2012	347	1 205	39,2	187	273	8,9	126	61	2,0	129	†	†	†
Délinquants autochtones de sexe masculin	244	2 439	64,0	151	728	19,1	73	136	3,6	91	11	0,3	139
2007-2008	213	545	68,5	139	176	22,1	58	34	4,3	87	†	†	†
2008-2009	235	474	64,2	154	129	17,5	97	23	3,1	147	†	†	†
2009-2010	244	492	62,8	156	147	18,8	80	27	3,5	110	†	†	†
2010-2011	244	433	61,8	156	139	19,8	72	23	3,3	80	†	†	†
2011-2012	244	495	62,5	153	137	17,3	62	29	3,7	62	†	†	†
Délinquantes	428	569	39,2	197	143	9,8	131	12	0,8	76	†	†	†
2007-2008	389	126	41,5	181	30	9,9	109	†	†	†	†	†	†
2008-2009	406	129	41,8	197	31	10,0	77	†	†	†	†	†	†
2009-2010	463	127	40,6	203	29	9,3	196	†	†	†	†	†	†
2010-2011	411	108	41,2	191	37	14,1	108	†	†	†	†	†	†
2011-2012	444	79	29,8	200	16	6,0	175	†	†	†	†	†	†
Délinquantes non autochtones	500	350	32,9	204	84	7,9	152	5	0,5	90	†	†	†
2007-2008	545	75	34,6	185	16	7,4	93	†	†	†	†	†	†
2008-2009	466	88	37,9	205	22	9,5	121	†	†	†	†	†	†
2009-2010	514	86	36,3	202	21	8,9	189	†	†	†	†	†	†
2010-2011	510	59	32,1	258	18	9,8	86	†	†	†	†	†	†
2011-2012	487	42	21,8	216	7	3,6	211	†	†	†	†	†	†
Délinquantes autochtones	274	219	56,2	191	59	15,1	106	7	1,8	64	†	†	†
2007-2008	247	51	58,6	172	14	16,1	185	†	†	†	†	†	†
2008-2009	290	41	53,3	190	9	11,7	39	†	†	†	†	†	†
2009-2010	310	41	54,0	212	8	10,5	216	†	†	†	†	†	†
2010-2011	256	49	62,8	160	19	24,4	108	†	†	†	†	†	†
2011-2012	292	37	51,4	199	9	12,5	95	†	†	†	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation, l'expiration du mandat, le décès, l'expulsion ou le 25 février 2018. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation.

Figure 2. Taux de révocation selon l'exercice pendant lequel la libération a eu lieu pour tous les délinquants sous responsabilité fédérale



### Taux de réincarcération dans un établissement fédéral après l'expiration du mandat (nouveaux mandats de dépôt)

Les délinquants qui ont été réincarcérés dans un établissement fédéral après l'expiration de leur mandat avaient récidivé une fois leur mandat expiré et avaient commis une infraction pour laquelle ils ont été condamnés à une peine de deux ans ou plus. Le tableau 6 montre la même baisse des taux de récidive et de réincarcération dans un établissement fédéral pour chaque cohorte, à l'exception des infractions sexuelles, dont le taux est resté inférieur à 1 % pour toutes les années et pour tous les groupes, sauf celui des délinquants autochtones de sexe masculin.

Si l'on applique des périodes de suivi fixes pour tenir compte des périodes de suivi variables entre les groupes, le tableau 7 montre que le taux de récidive augmente en fonction de la durée de la période de suivi. Le taux moyen de réincarcération dans un établissement fédéral à la suite d'une infraction commise dans les cinq ans pour les cohortes combinées est de 18 %; le taux pour les délinquantes s'établit à 10 %. Le taux de réincarcération dans un établissement fédéral à la suite d'une infraction pour les délinquants autochtones de sexe masculin est grandement supérieur au cours de cette période (27 %). Toutefois, nous observons pour tous les

groupes de délinquants une baisse graduelle des taux de réincarcération jusqu'à la cohorte de 2011-2012, où une légère hausse a été enregistrée dans la plupart des groupes<sup>8</sup>.

### **Taux de récidive après la DEM, selon les dossiers du CIPC**

Le tableau 8 présente les taux de récidive après la DEM, selon les dossiers du CIPC. Ces nouvelles infractions pourraient avoir entraîné une peine de ressort provincial/territorial ou fédéral. Encore une fois, nous constatons une augmentation graduelle de la récidive lorsque la période de suivi est longue. L'augmentation la plus marquée en fonction de la période de suivi la plus longue touche les délinquantes autochtones dans la cohorte de 2011-2012, la proportion passant de 10 % dans l'année suivant la libération à 44 % dans les cinq années suivant la libération. Les taux de récidive ont diminué pour toutes les périodes de suivi fixes des groupes de la dernière cohorte, ce qui fournit des données probantes supplémentaires étayant l'amélioration graduelle des résultats correctionnels au fil du temps. La figure 3 illustre davantage cette tendance. Nous avons mené une analyse des types de nouvelles infractions avec violence commises par les délinquants après la DEM figurant dans les dossiers du CIPC. La catégorie d'infraction la plus courante pour les infractions avec violence était les voies de fait (58 % des crimes violents dans les dossiers du CIPC). Dans cette catégorie, plus de la moitié des infractions concernaient des voies de fait simples de niveau 1. Les autres catégories de nouvelles infractions avec violence comprenaient l'homicide (0,6 %), l'agression sexuelle (3 %), le vol qualifié (6 %) et d'autres infractions avec violence (38 %), dont la catégorie principale comportait le harcèlement criminel et les menaces.

---

<sup>8</sup> Cette hausse au terme de la période de suivi de cinq ans pourrait découler du fait qu'une plus grande proportion de délinquants ayant obtenu une LO ou ayant atteint la DEM, c'est-à-dire les délinquants présentant un risque élevé, ont pu faire l'objet d'un suivi pendant les cinq années au complet.

Tableau 6

Taux de récidive après l'expiration du mandat ayant entraîné un nouveau mandat de dépôt  
(réincarcération dans un établissement fédéral) (N = 22 038)

	Tout nouveau MD			Nouveau MD pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Nouveau MD pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	2 259	4 386	19,9	784	2 052	9,3	783	147	0,7	1 155
2007-2008	3 121	1 061	23,7	789	518	11,6	837	27	0,6	1 507
2008-2009	2 797	1 035	22,5	831	483	10,5	831	35	0,8	1 589
2009-2010	2 439	922	20,4	773	421	9,3	746	29	0,6	1 155
2010-2011	2 111	713	16,7	788	325	7,6	808	25	0,6	881
2011-2012	1 793	655	15,7	735	305	7,3	750	31	0,7	886
Délinquants de sexe masculin	2 247	4 231	20,6	784	1 987	9,7	779	145	0,7	1 155
2007-2008	3 113	1 032	24,7	786	507	12,1	826	27	0,7	1 507
2008-2009	2 796	1 002	23,3	836	468	10,9	842	34	0,8	1 591
2009-2010	2 441	891	21,1	775	407	9,7	745	29	0,7	1 155
2010-2011	2 114	673	16,8	794	308	7,7	811	25	0,6	881
2011-2012	1 793	633	16,2	722	297	7,6	746	30	0,8	876
Délinquants non autochtones de sexe masculin	2 266	3 061	18,4	794	1 352	8,1	765	94	0,6	1 259
2007-2008	3 122	741	22,0	789	348	10,3	778	21	0,6	2 025
2008-2009	2 792	765	21,7	872	354	10,0	833	24	0,7	1 714
2009-2010	2 438	625	18,5	766	257	7,6	716	17	0,5	749
2010-2011	2 102	494	15,2	802	210	6,5	802	16	0,5	893
2011-2012	1 794	436	14,2	736	183	6,0	744	16	0,5	844
Délinquants autochtones de sexe masculin	2 182	1 170	29,4	764	635	16,0	811	51	1,3	971
2007-2008	3 059	291	36,1	779	159	19,7	889	6	0,7	840
2008-2009	2 827	237	32,2	773	114	15,0	891	10	1,3	1 358
2009-2010	2 453	266	32,1	802	150	18,1	801	12	1,5	1 171
2010-2011	2 164	179	24,1	763	98	13,2	849	9	1,2	873
2011-2012	1 791	197	23,5	715	114	13,6	748	14	1,7	929
Délinquantes	2 358	155	10,7	797	65	4,5	842	†	†	†
2007-2008	3 188	29	9,6	1 037	11	3,7	1 054	†	†	†
2008-2009	2 798	33	10,7	876	15	4,9	690	†	†	†
2009-2010	2 421	31	9,9	696	14	4,5	845	†	†	†
2010-2011	2 100	40	15,2	716	17	6,5	684	†	†	†
2011-2012	1 781	22	8,3	935	8	3,0	1 244	†	†	†
Délinquantes non autochtones	2 338	98	9,3	748	33	3,1	715	†	†	†
2007-2008	3 134	16	7,4	1 082	5	2,3	1 054	†	†	†
2008-2009	2 760	24	10,3	773	9	3,9	748	†	†	†
2009-2010	2 411	19	8,1	438	7	3,0	438	†	†	†
2010-2011	2 080	24	13,0	633	9	4,9	684	†	†	†
2011-2012	1 739	15	7,8	883	†	†	†	†	†	†
Délinquantes autochtones	2 418	57	14,6	868	32	8,2	957	†	†	†
2007-2008	3 269	13	15,1	674	6	7,0	1 051	†	†	†
2008-2009	2 887	9	11,7	698	6	7,8	523	†	†	†
2009-2010	2 467	12	15,8	1 166	7	9,2	1 262	†	†	†
2010-2011	2 132	16	20,3	810	8	10,1	688	†	†	†
2011-2012	1 883	7	9,6	1 167	5	6,9	1 664	†	†	†

MD = mandat de dépôt. † = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD, le décès, l'expulsion ou la collecte de données du 25 février 2018, NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD.

Tableau 7

*Taux de récidive selon les nouveaux mandats de dépôt (réincarcérations dans un établissement fédéral)*

	Un an (N = 21 977)			Deux ans (N = 21 824)			Trois ans (N = 21 526)			Cinq ans (N = 18 827)		
	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	1 090	5,0	197	2 041	9,4	349	2 753	12,8	482	3 401	18,1	672
2007-2008	273	6,1	186	493	11,1	337	663	14,9	471	839	19,2	644
2008-2009	262	5,7	205	468	10,2	335	604	13,3	432	825	18,8	650
2009-2010	220	4,9	198	433	9,7	361	581	13,1	475	741	17,8	667
2010-2011	168	4,0	206	327	7,8	361	478	11,6	522	573	16,2	733
2011-2012	167	4,0	178	320	7,8	354	427	10,8	515	423	18,0	704
Délinquants de sexe masculin	1 052	5,1	198	1 973	9,7	347	2 654	13,2	482	3 274	18,6	669
2007-2008	269	6,4	182	482	11,6	332	645	15,6	458	814	19,9	639
2008-2009	252	5,9	205	452	10,6	336	582	13,8	430	795	19,4	648
2009-2010	212	5,0	196	417	10,0	361	560	13,5	482	715	18,5	667
2010-2011	156	3,9	208	308	7,8	362	452	11,7	524	541	16,3	741
2011-2012	163	4,2	180	314	8,2	357	415	11,2	510	409	18,5	702
Délinquants non autochtones de sexe masculin	762	4,6	198	1 414	8,6	340	1 908	11,8	486	2 338	16,6	664
2007-2008	196	5,8	189	344	10,3	325	460	13,8	469	581	17,7	633
2008-2009	195	5,5	203	337	9,6	332	439	12,6	432	599	17,8	648
2009-2010	145	4,3	195	296	8,8	371	400	12,0	489	495	16,0	664
2010-2011	109	3,4	213	223	6,9	376	324	10,3	526	385	14,5	751
2011-2012	117	3,8	181	214	7,1	314	285	9,8	506	278	16,5	704
Délinquants autochtones de sexe masculin	290	7,3	197	559	14,2	360	746	19,1	467	936	26,7	685
2007-2008	73	9,1	164	138	17,2	350	185	23,1	455	233	29,5	654
2008-2009	57	7,5	231	115	15,2	377	143	19,0	411	196	26,5	644
2009-2010	67	8,1	198	121	14,7	343	160	19,6	446	220	28,1	696
2010-2011	47	6,3	201	85	11,5	350	128	17,6	523	156	23,4	710
2011-2012	46	5,5	170	100	12,2	425	130	16,2	517	131	25,1	678
Délinquantes	38	2,6	181	68	4,7	356	99	7,0	495	127	10,3	737
2007-2008	†	†	†	11	3,7	393	18	6,0	633	25	8,4	790
2008-2009	10	3,2	170	16	5,2	255	22	7,3	461	30	10,1	694
2009-2010	8	2,6	325	16	5,2	367	21	6,8	375	26	9,1	633
2010-2011	12	4,6	129	19	7,3	357	26	10,1	471	32	14,5	633
2011-2012	†	†	†	6	2,3	177	12	4,8	628	14	10,2	1 007
Délinquantes non autochtones	26	2,5	192	46	4,4	355	67	6,5	453	79	8,9	692
2007-2008	†	†	†	†	†	†	8	3,7	745	13	6,2	882
2008-2009	7	3,0	176	11	4,8	250	16	7,1	461	22	9,9	687
2009-2010	7	3,0	322	13	5,6	361	16	6,8	373	17	8,0	438
2010-2011	8	4,4	150	13	7,1	357	18	9,9	459	19	12,4	495
2011-2012	†	†	†	5	2,7	249	9	5,0	518	8	9,1	1 035
Délinquantes autochtones	12	3,1	175	22	5,7	365	32	8,4	570	48	13,6	834
2007-2008	†	†	†	7	8,1	507	10	11,6	577	12	14,0	633
2008-2009	†	†	†	5	6,5	355	6	7,9	523	8	10,7	694
2009-2010	†	†	†	†	†	†	5	6,6	543	9	12,0	1 015
2010-2011	†	†	†	6	7,8	405	8	10,5	527	13	19,1	820
2011-2012	†	†	†	†	†	†	†	†	†	6	12,2	1 007

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD selon une période d'un an, de deux ans, de trois ans ou de cinq ans.

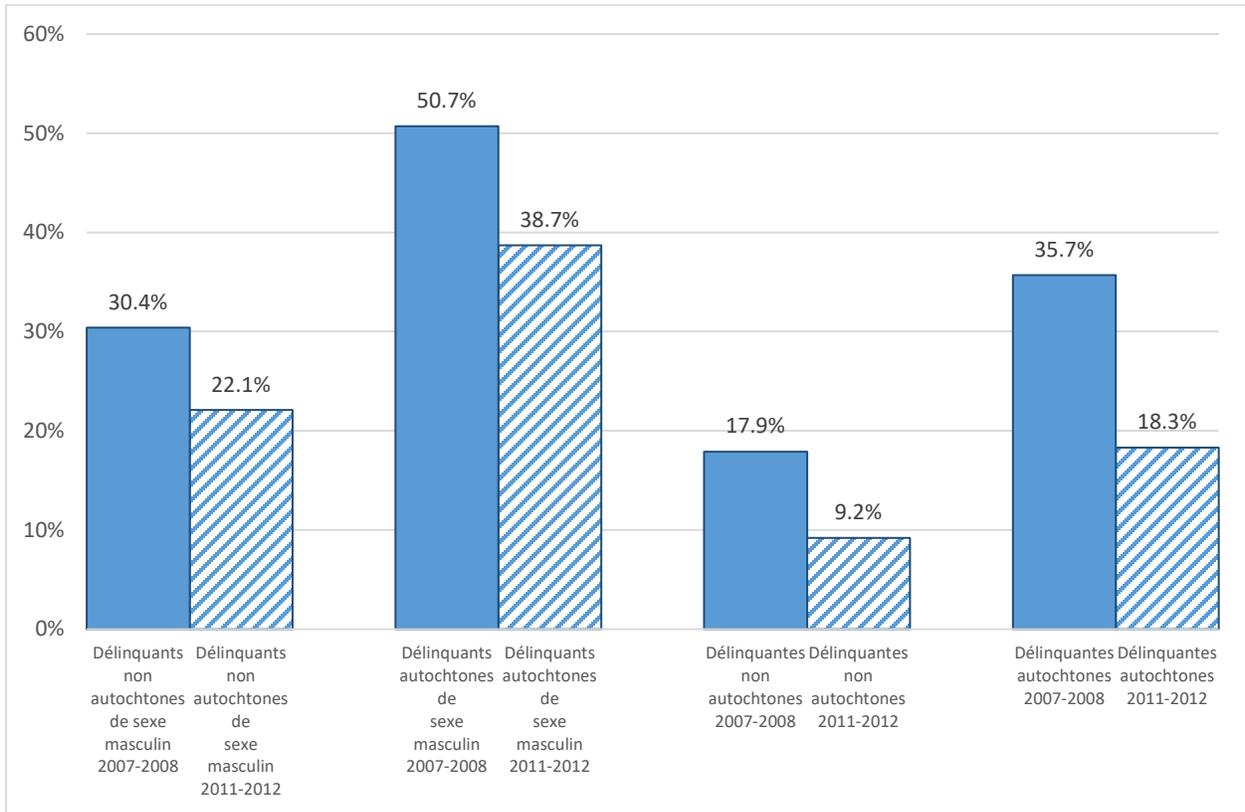
Tableau 8

## Taux de récidive après la DEM, selon les dossiers du CIPC

	Toute récidive après la DEM (N = 8 439)						1 an (N = 8 418)			2 ans (N = 8 352)			3 ans (N = 8 171)			5 ans (N = 6 213)		
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>		
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	1 552	3 879	46,0	502	1 506	17,9	172	2 450	29,3	287	2 959	36,2	364	2 955	47,6	432		
2007-2008	1 994	2 287	52,9	493	912	21,1	172	1 445	33,6	279	1 746	40,8	347	1 995	47,3	419		
2011-2012	1 494	1 592	38,7	512	594	14,5	176	1 005	24,8	299	1 213	31,2	394	960	48,1	475		
Délinquants de sexe masculin	1 528	3 704	47,0	495	1 457	18,5	171	2 353	30,2	285	2 825	37,0	358	2 823	48,6	428		
2007-2008	1 866	2 175	54,0	489	879	21,8	169	1 378	34,4	273	1 658	21,6	342	1 900	48,4	411		
2011-2012	1 482	1 529	39,6	507	578	15,0	176	975	25,7	299	1 167	32,0	391	923	49,3	470		
Délinquants non autochtones de sexe masculin	1 636	2 627	41,9	518	993	15,9	174	1 638	26,4	292	1 972	32,6	369	2 000	43,7	449		
2007-2008	2 308	1 591	49,1	519	608	18,8	173	980	30,4	282	1 187	37,0	356	1 377	43,6	434		
2011-2012	1 533	1 036	34,3	518	385	12,8	178	658	22,1	307	785	27,5	391	623	43,8	485		
Délinquants autochtones de sexe masculin	900	1 077	66,3	439	464	28,7	164	715	44,6	264	853	54,1	328	823	67,1	373		
2007-2008	707	584	74,2	403	271	34,5	157	398	50,7	256	471	60,2	301	523	67,7	345		
2011-2012	1 074	493	58,9	485	193	23,3	175	317	38,7	289	382	48,1	374	300	66,2	425		
Délinquantes	1 828	175	31,8	639	49	8,9	197	97	17,7	360	134	25,1	478	132	32,3	504		
2007-2008	2 794	112	38,5	563	33	11,3	204	67	23,0	381	88	30,3	476	95	33,0	491		
2011-2012	1 606	63	24,2	734	16	6,2	175	30	11,7	320	46	18,8	488	37	30,6	733		
Délinquantes non autochtones	1 859	98	24,8	625	27	6,9	197	54	13,8	365	74	19,3	466	72	25,4	486		
2007-2008	2 849	64	30,9	567	18	8,7	191	37	17,9	381	50	24,3	486	53	26,0	491		
2011-2012	1 617	34	18,1	698	9	4,8	249	17	9,2	314	24	13,5	465	19	23,8	466		
Délinquantes autochtones	1 515	77	49,4	652	22	14,1	196	43	27,7	360	60	39,7	504	60	48,0	541		
2007-2008	1 915	48	57,1	541	15	17,9	208	30	35,7	390	38	45,2	468	42	50,0	494		
2011-2012	1 434	29	40,3	790	7	9,7	163	13	18,3	325	22	32,8	712	18	43,9	792		

NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le premier des événements suivants : une condamnation consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou le 22 décembre 2017, NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et une condamnation consignée dans le CIPC.

Figure 3. Taux de récidive après la DEM, selon les dossiers du CIPC pour deux cohortes de délinquants mis en liberté : période de suivi fixe de deux ans



### Taux de récidive par infraction répertoriée

Bien que les délinquants mènent habituellement des activités criminelles diversifiées, il existe des tendances établies dans les taux de récidive chez les délinquants condamnés pour certaines catégories d'infractions. Les tableaux 9 et 10 présentent les taux de récidive générale et de récidive avec violence pour les délinquants qui ont été mis en liberté dans le cadre d'une peine de ressort fédéral, pour diverses catégories de crimes. Les tableaux B2-B5 à l'annexe B contiennent les résultats découlant de l'analyse de la récidive par catégorie d'infraction avant et après l'expiration du mandat.

Dans tous les groupes et pour toutes les mesures de la récidive (c.-à-d. les taux de réincarcération dans un établissement fédéral, tous motifs confondus et à la suite d'une infraction, les taux de réincarcération dans un établissement fédéral en vertu d'un nouveau mandat de dépôt et les taux de réincarcération après la DEM, selon le CIPC), les plus hauts taux

de récidive touchaient les délinquants qui avaient purgé une peine pour vol qualifié ou des infractions contre les biens. Le taux de récidive le plus faible a été enregistré par les délinquants qui avaient purgé une peine pour une infraction sexuelle. Les taux les plus élevés de récidive avec violence concernaient continuellement les délinquants de sexe masculin dont l'infraction répertoriée était un vol qualifié et des voies de fait. Le taux de récidive était plus élevé chez les hommes autochtones que chez les hommes non autochtones pour chaque type d'infraction répertoriée et pour chaque période, à l'exception des homicides, pour lesquels le taux était supérieur pour les hommes non autochtones au cours des périodes de suivi d'un an et de deux ans. Le taux de récidive sur cinq ans pour les délinquants autochtones de sexe masculin mis en liberté qui avaient commis un vol qualifié ou une infraction contre les biens se situe à environ 76 %. Les taux de récidive pour les délinquantes autochtones qui avaient commis un vol qualifié ou une infraction contre les biens sont également élevés, à plus de 60 %.

Tableau 9

Taux de récidive par infraction répertoriée (selon les dossiers du SGD et du CIPC)

	Toute récidive (N = 8 881)			1 an (N = 8 832)			2 ans (N = 8 767)			3 ans (N = 8 705)			5 ans (N = 8 267)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les types d'infractions	1 957	4 417	49,7	610	1 511	17,1	140	2 440	27,9	279	3 075	35,4	388	3 562	43,2	545
Homicide	2 208	147	30,5	746	42	8,7	166	72	15,1	286	90	19,2	455	103	23,6	631
Infraction sexuelle	2 243	323	30,9	753	87	8,4	187	154	14,9	319	208	20,4	444	251	25,4	624
Vol qualifié	1 073	1 015	64,2	560	377	24,0	114	603	39,0	273	738	48,4	383	799	57,1	524
Voies de fait	1 267	728	62,2	599	264	22,7	146	404	35,0	258	505	44,1	356	584	54,2	529
Autre infraction avec violence	1 991	214	47,7	792	54	12,1	190	99	22,4	342	136	30,8	452	185	43,4	721
Infraction liée à la drogue	2 241	671	34,8	838	174	9,0	146	294	15,3	320	402	21,0	447	517	28,0	703
Infraction contre les biens	834	891	68,6	477	366	28,2	134	577	45,1	264	703	55,1	350	773	63,6	464
Autre infraction sans violence	2 108	428	46,1	580	147	16,1	132	237	26,2	294	293	32,6	379	350	40,4	531
Délinquants de sexe masculin	1 898	4 215	50,8	599	1 459	17,7	140	2 349	28,7	278	2 946	36,3	386	3 404	44,2	538
Homicide	2 208	135	30,9	757	39	8,9	168	65	15,1	270	82	19,3	455	96	24,2	642
Infraction sexuelle	2 243	320	31,0	751	86	8,4	189	153	15,0	319	207	20,5	449	249	25,5	624
Vol qualifié	1 021	947	64,8	526	363	25,1	114	576	40,3	268	697	49,5	373	746	57,9	503
Voies de fait	1 235	702	63,4	598	255	23,2	142	390	35,8	258	489	45,2	360	564	55,6	530
Autre infraction avec violence	1 928	208	48,9	779	54	12,8	190	97	23,2	333	132	21,5	443	180	44,7	720
Infraction liée à la drogue	2 230	630	35,9	841	165	9,4	152	277	15,9	319	378	21,7	443	486	29,0	704
Infraction contre les biens	797	860	70,6	477	354	29,1	132	560	46,6	268	679	56,8	350	746	65,4	463
Autre infraction sans violence	2 094	413	47,7	571	143	16,7	132	231	27,4	298	282	33,7	377	337	41,9	516
Délinquants non autochtones de sexe masculin	2 115	3 037	45,9	632	985	15,0	149	1 641	25,2	294	2 073	32,0	402	2 438	39,5	566
Homicide	2 271	88	27,0	980	22	6,8	166	36	11,2	303	48	15,0	461	60	19,7	743
Infraction sexuelle	2 284	180	23,2	863	38	4,9	194	79	10,3	373	106	14,0	540	133	18,2	697
Vol qualifié	1 263	691	60,4	562	247	21,8	142	407	36,3	286	495	44,8	389	542	53,1	525
Voies de fait	1 680	419	56,2	660	138	18,6	157	219	29,9	257	278	38,2	392	331	48,3	591
Autre infraction avec violence	2 111	157	43,6	775	42	11,8	195	73	20,6	308	100	28,3	433	136	39,7	706
Infraction liée à la drogue	2 248	527	33,4	863	129	8,2	159	226	14,4	334	314	20,1	465	407	27,0	752
Infraction contre les biens	853	676	68,2	488	268	27,1	138	432	44,1	283	525	53,8	366	583	62,4	470
Autre infraction sans violence	2 141	299	42,9	567	101	14,7	119	169	24,9	302	207	30,6	387	246	37,8	509
Délinquants autochtones de sexe masculin	923	1 178	69,8	521	474	28,2	106	708	42,7	234	873	53,0	343	966	63,3	473
Homicide	1 412	47	42,3	589	17	15,3	173	29	26,6	244	34	32,1	423	36	39,1	595
Infraction sexuelle	1 833	140	54,0	662	48	18,7	182	74	28,9	260	101	39,5	393	116	47,2	498
Vol qualifié	615	256	80,8	429	116	36,6	72	169	54,9	187	202	66,5	322	204	75,8	439

Tableau 9 suite.

	Toute récidive			1 an			2 ans			3 ans			5 ans			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>												
Voies de fait	764	283	78,2	488	117	32,7	120	171	47,9	258	211	59,4	329	233	70,8	437
Autre infraction avec violence	1 099	51	78,5	801	12	18,5	174	24	36,9	381	32	49,2	477	44	73,3	729
Infraction liée à la drogue	1 854	103	57,5	732	36	20,1	66	51	28,5	209	64	36,0	332	79	46,5	526
Infraction contre les biens	581	184	81,4	416	86	38,1	93	128	57,7	186	154	70,0	249	163	78,7	396
Autre infraction sans violence	1 147	114	67,5	604	42	25,0	174	62	37,8	288	75	46,3	349	91	59,1	531
Délinquantes	2 237	202	35,0	828	52	9,0	158	91	15,9	304	129	22,6	520	158	28,7	689
Homicide	2 216	12	26,7	647	†	†	†	7	15,9	451	8	18,2	512	7	17,5	572
Infraction sexuelle	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	1 649	68	57,1	937	14	11,8	155	27	22,9	325	41	34,8	646	53	48,2	763
Voies de fait	2 276	26	41,3	687	9	14,3	179	14	22,2	286	16	25,4	331	20	31,8	384
Autre infraction avec violence	2 275	6	25,0	1 022	-	-	-	†	†	†	†	†	†	5	21,7	1 008
Infraction liée à la drogue	2 356	41	23,7	801	9	5,2	106	17	9,9	411	24	14,0	572	31	18,5	703
Infraction contre les biens	2 213	31	38,3	687	12	14,8	185	17	21,5	213	24	30,4	374	27	36,0	687
Autre infraction sans violence	2 221	15	24,2	878	†	†	†	6	9,7	235	11	17,7	658	13	21,3	849
Délinquantes non autochtones	2 299	114	27,5	921	24	5,8	106	48	11,6	350	66	16,0	545	87	21,8	713
Homicide	2 351	5	22,7	2 333	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction sexuelle	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	1 982	37	50,0	1 036	†	†	†	14	18,9	594	20	27,0	646	27	39,7	763
Voies de fait	2 390	11	29,0	441	†	†	†	6	15,8	286	6	15,8	286	9	23,7	383
Autre infraction avec violence	2 323	5	22,7	1 035	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction liée à la drogue	2 416	27	19,0	1 021	†	†	†	9	6,3	412	14	9,9	633	14	10,0	633
Infraction contre les biens	2 237	20	30,8	705	8	12,3	75	11	17,2	181	14	21,9	200	17	28,3	722
Autre infraction sans violence	2 246	7	15,9	658	†	†	†	†	†	†	6	13,6	474	6	14,0	474
Délinquantes autochtones	1 625	88	54,3	732	28	17,3	198	43	27,0	278	63	39,6	451	71	47,0	667
Homicide	2 151	7	30,4	572	†	†	†	5	21,7	451	6	26,1	512	5	26,3	572
Infraction sexuelle	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	1 105	31	68,9	827	10	22,2	219	13	29,6	240	21	47,7	667	26	61,9	763
Voies de fait	2 053	15	60,0	706	5	20,0	172	8	32,0	278	8	32,0	278	11	44,0	385
Autre infraction avec violence	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction liée à la drogue	2 158	14	45,2	588	6	19,4	123	8	26,7	169	10	33,3	358	11	39,3	518
Infraction contre les biens	817	11	68,8	572	†	†	†	6	40,0	321	10	66,7	500	10	66,7	500
Autre infraction sans violence	2 123	8	44,4	950	†	†	†	†	†	†	5	27,8	849	7	38,9	931

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et le premier des événements suivants : la réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction, le début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt, une condamnation pour une infraction consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou la collecte de données effectuée le 22 décembre 2017. Pour les délinquants ayant fait l'objet d'une révocation sans infraction, la période entre la réincarcération et la DEM a été soustraite de la période de suivi. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la première récidive (réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction, début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt ou condamnation consignée dans le CIPC). La période entre une révocation sans infraction et la DEM a été soustraite de la période de suivi.

Tableau 10

Taux de récidive avec violence par infraction répertoriée (selon les dossiers du SGD et du CIPC)

	Toute récidive avec violence (N = 8 881)			1 an (N = 8 844)			2 ans (N = 8 767)			3 ans (N = 8 705)			5 ans (N = 8 267)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les types d'infractions	2 070	2 412	27,2	631	693	7,9	206	1 335	15,3	359	1 743	20,1	463	2 027	24,6	590
Homicide	2 224	81	16,8	688	22	4,6	204	42	8,8	321	54	11,5	457	62	14,2	635
Infraction sexuelle	2 248	185	17,7	748	41	4,0	224	90	8,7	392	124	12,1	537	157	15,9	683
Vol qualifié	1 281	685	43,3	578	225	14,4	152	402	26,0	337	505	33,1	444	542	38,7	562
Voies de fait	1 467	483	41,3	604	151	13,0	205	271	23,5	336	349	30,5	437	398	36,9	577
Autre infraction avec violence	2 052	131	29,2	772	30	6,7	235	60	13,5	370	89	20,1	510	116	27,2	740
Infraction liée à la drogue	2 262	235	12,2	830	41	2,1	253	104	5,4	430	147	7,7	565	196	10,6	711
Infraction contre les biens	1 095	386	29,7	536	121	9,3	233	245	19,1	366	318	24,9	465	357	29,4	512
Autre infraction sans violence	2 122	226	24,4	625	62	6,8	205	121	13,4	373	157	17,4	448	199	23,0	584
Délinquants de sexe masculin	2 008	2 336	28,1	622	676	8,2	206	1 302	15,9	360	1 688	20,8	461	1 965	25,5	585
Homicide	2 220	75	17,2	668	21	4,8	185	40	9,3	321	50	11,7	455	58	14,6	625
Infraction sexuelle	2 248	184	17,8	744	41	4,0	224	90	8,8	392	124	12,3	537	157	16,1	683
Vol qualifié	1 231	648	44,4	566	216	14,9	152	387	27,1	345	480	34,1	442	513	39,8	558
Voies de fait	1 388	470	42,5	604	146	13,3	203	262	24,0	335	337	31,2	437	385	37,9	579
Autre infraction avec violence	1 991	128	30,1	771	30	7,1	235	59	14,1	364	86	20,5	503	113	28,0	738
Infraction liée à la drogue	2 248	230	13,1	830	41	2,3	253	102	5,8	428	145	8,3	565	193	11,5	709
Infraction contre les biens	1 021	378	31,0	532	119	9,8	236	241	20,1	366	311	26,0	465	349	30,6	512
Autre infraction sans violence	2 101	223	25,8	622	62	7,3	205	121	14,4	373	155	18,5	445	197	24,5	583
Délinquants non autochtones de sexe masculin	2 136	1 567	23,7	654	423	6,4	206	850	13,0	371	1 092	16,9	472	1 309	21,2	602
Homicide	2 286	42	12,9	761	11	3,4	158	19	5,9	304	25	7,8	453	31	10,2	688
Infraction sexuelle	2 284	93	12,0	768	19	2,5	239	45	5,9	393	55	7,3	544	75	10,3	683
Vol qualifié	1 540	452	39,5	594	142	12,5	152	263	23,5	350	326	29,5	449	356	34,9	565
Voies de fait	1 809	258	34,6	693	67	9,0	196	134	18,3	367	171	23,5	460	207	30,2	645
Autre infraction avec violence	2 120	97	26,9	742	25	7,0	239	47	13,3	363	65	18,4	453	86	25,1	678
Infraction liée à la drogue	2 271	180	11,4	921	25	1,6	251	72	4,6	444	108	6,9	589	148	9,8	771
Infraction contre les biens	1 140	282	28,4	540	91	9,2	242	182	18,6	365	230	23,6	464	261	27,9	512
Autre infraction sans violence	2 156	163	23,4	626	43	6,3	190	88	13,0	377	112	16,6	447	145	22,3	611
Délinquants autochtones de sexe masculin	1 072	769	45,6	571	253	15,1	205	452	27,2	334	596	36,2	443	656	43,0	530
Homicide	1 488	33	29,7	600	10	9,0	204	21	19,3	378	25	23,6	456	27	29,4	589
Infraction sexuelle	1 897	91	35,1	734	22	8,6	222	45	17,6	373	69	27,0	529	82	33,3	694
Vol qualifié	741	196	61,8	518	74	23,3	145	124	40,3	311	154	50,7	440	157	58,4	513

Tableau 10 suite.

	Toute récidive avec violence						1 an			2 ans			3 ans			5 ans		
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>		
Voies de fait	904	212	58,6	508	79	22,1	214	128	35,9	315	166	46,8	381	178	54,1	458		
Autre infraction avec violence	1 163	31	47,7	813	5	7,7	171	12	18,5	432	21	32,3	707	27	45,0	813		
Infraction liée à la drogue	1 876	50	27,9	574	16	8,9	270	30	16,8	349	37	20,8	431	45	26,5	498		
Infraction contre les biens	754	96	42,5	515	28	12,4	201	59	26,6	382	81	36,8	465	88	42,5	501		
Autre infraction sans violence	1 190	60	35,5	580	19	11,3	232	33	20,1	349	43	26,5	417	52	33,8	532		
Délinquantes	2 272	76	13,2	828	17	3,0	232	33	5,8	342	55	9,6	687	62	11,3	723		
Homicide	2 333	6	13,3	1 048	1	2,2	232	2	4,6	475	4	9,1	862	4	10,0	862		
Infraction sexuelle	2 267	1	10,0	2 187	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†		
Vol qualifié	1 702	37	31,1	868	9	7,6	240	15	12,7	3,04	25	21,2	667	29	26,4	736		
Voies de fait	2 304	13	20,6	441	5	7,9	252	9	14,3	342	12	19,1	418	13	20,6	441		
Autre infraction avec violence	2 275	3	12,5	1 008	†	†	†	1	4,2	407	3	13,0	1 008	3	13,0	1 008		
Infraction liée à la drogue	2 396	5	2,9	1 307	†	†	†	2	1,2	623	2	1,2	623	3	1,8	727		
Infraction contre les biens	2 235	8	9,9	758	2	2,5	151	4	5,1	320	7	8,9	687	8	10,7	758		
Autre infraction sans violence	2 246	3	4,8	969	-	-	-	-	-	-	2	3,2	924	2	3,3	924		
Délinquantes non autochtones	2 307	32	7,7	943	6	1,5	135	13	3,2	380	20	4,9	667	24	6,0	737		
Homicide	2 378	2	9,1	1 774	†	†	†	1	4,8	718	1	4,8	718	1	4,8	718		
Infraction sexuelle	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†		
Vol qualifié	2 056	15	20,3	1 059	2	2,7	53	6	8,1	471	8	10,8	604	9	13,2	713		
Voies de fait	2 390	6	15,8	381	3	7,9	252	4	10,5	286	5	13,2	320	6	15,8	381		
Autre infraction avec violence	2 323	2	9,1	1 022	†	†	†	†	†	†	2	9,5	1 022	2	9,5	1 022		
Infraction liée à la drogue	2 422	2	1,4	1 832	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†		
Infraction contre les biens	2 340	4	6,2	758	1	1,5	89	2	3,1	388	3	4,7	687	4	6,7	758		
Autre infraction sans violence	2 265	1	2,3	878	†	†	†	†	†	†	1	2,3	878	1	2,3	878		
Délinquantes autochtones	1 868	44	27,2	806	11	6,8	240	20	12,6	334	35	22,0	706	38	25,2	721		
Homicide	2 151	4	17,4	1 048	1	4,4	232	1	4,4	232	3	13,0	1 006	3	15,8	1 006		
Infraction sexuelle	2 315	1	50,0	2 187	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†		
Vol qualifié	1 155	22	48,9	809	7	15,6	278	9	20,5	278	17	38,6	714	20	47,6	763		
Voies de fait	2 066	7	28,0	667	2	8,0	203	5	20,0	395	5	20,0	395	7	28	667		
Autre infraction avec violence	1 199	1	50,0	407	†	†	†	1	50,0	407	1	50,0	407	1	50,0	407		
Infraction liée à la drogue	2 171	3	9,7	727	†	†	†	2	6,7	623	2	6,7	623	2	7,1	623		
Infraction contre les biens	817	4	25,0	637	1	6,3	213	2	13,3	320	4	26,7	637	4	26,7	637		
Autre infraction sans violence	2 169	2	11,1	1 880	†	†	†	†	†	†	1	5,6	969	1	5,6	969		

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et le premier des événements suivants : la réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction avec violence, le début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt, une condamnation pour une infraction consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou la collecte de données effectuée le 22 décembre 2017. Pour les délinquants ayant fait l'objet d'une révocation sans infraction ou à la suite d'une infraction sans violence, la période entre la réincarcération et la DEM a été soustraite de la période de suivi. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la première récidive avec violence (réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction avec violence, début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt ou condamnation consignée dans le CIPC). La période entre une révocation sans infraction ou à la suite d'une infraction sans violence et la DEM a été soustraite de la période de suivi.

## Résultats selon l'Indice de gravité de la criminalité

Le poids attribué selon l'Indice de gravité de la criminalité (IGC) était accessible pour les infractions répertoriées de 22 646 des 22 685 délinquants mis en liberté pendant les exercices 2007-2008 à 2011-2012. Le poids moyen attribué selon l'IGC était de 467, et le poids médian était de 237, avec un écart-type de 898. Le tableau 11 compare le poids moyen attribué selon l'IGC à l'infraction répertoriée et à la nouvelle infraction pour les délinquants qui étaient sous responsabilité fédérale au moment de la perpétration de la nouvelle infraction. Comme le montre le tableau, 61 % des délinquants qui ont récidivé pendant qu'ils étaient visés par un mandat ont obtenu une cote de l'IGC inférieure à celle attribuée à l'infraction répertoriée initiale.

Tableau 11

*Poids moyen attribué selon l'Indice de gravité de la criminalité à l'infraction répertoriée et à la nouvelle infraction, par groupe de délinquants*

	Infraction répertoriée			Infraction ayant entraîné une nouvelle condamnation		Cote de l'IGC inférieure au moment de la révocation
	n	M	ET	M	ET	%
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	2 688	403	704	190	462	61,3
Tous les délinquants de sexe masculin	2 554	405	717	190	450	61,0
Tous les délinquants non autochtones de sexe masculin	1 851	399	723	202	514	58,1
Tous les délinquants autochtones de sexe masculin	703	420	701	156	201	68,7
Toutes les délinquantes	134	368	393	189	651	65,7
Toutes les délinquantes non autochtones	81	330	369	138	110	61,7
Toutes les délinquantes autochtones	53	427	425	268	1 028	71,7

## Récidive par région de mise en liberté

Les tableaux qui suivent (tableaux 12 à 16) montrent diverses mesures des taux de récidive pour chacune des cinq régions au cours des exercices 2007-2008 à 2011-2012. Les taux de récidive générale (tableau 12) de l'ensemble de la population après la mise en liberté pour toutes les périodes étaient habituellement supérieurs dans la région des Prairies et inférieurs dans

la région du Québec. Les taux pour les délinquants autochtones de sexe masculin étaient semblables entre les régions, mais, pour les périodes de suivi de deux, trois et cinq ans, les taux de récidive les plus importants concernaient les délinquants autochtones de la région de l'Ontario. Les taux globaux de récidive avec violence les plus élevés ont été enregistrés dans la région des Prairies et les taux les plus faibles ont été constatés dans les régions du Québec et de l'Atlantique (tableau 12). Cependant, chez les délinquants non autochtones, le taux de récidive avec violence le plus élevé a été observé dans la région de l'Ontario et, chez les délinquantes non autochtones, le taux de récidive le plus élevé était dans la région de l'Atlantique.

Tableau 12

## Taux de récidive par région (selon les dossiers du SGD et du CIPC)

	Toute récidive (N = 8 893)			1 an (N = 8 844)			2 ans (N = 8 767)			3 ans (N = 8 705)			5 ans (N = 8 267)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	1 955	4 425	49,8	609	1 516	17,1	140	2 447	27,9	279	3 083	35,4	388	3 570	43,2	544
Atlantique	2 042	472	47,6	616	159	16,1	142	266	27,2	299	327	33,8	383	368	40,6	521
Québec	2 172	794	42,1	707	256	13,7	148	394	21,2	274	513	27,8	396	623	35,1	604
Ontario	2 031	1 127	48,5	640	325	14,0	160	622	27,1	345	795	34,8	458	959	43,3	595
Prairies	1 470	1 515	58,2	543	589	22,8	121	876	34,2	237	1 079	42,5	344	1 206	50,9	473
Pacifique	1 956	517	47,6	579	187	17,3	150	289	27,0	271	369	34,8	370	414	41,3	513
Délinquants de sexe masculin	1 896	4 223	50,8	597	1 464	17,7	140	2 356	28,8	278	2 954	36,3	386	3 412	44,2	537
Atlantique	1 992	441	48,8	617	150	16,7	142	245	27,5	282	305	34,6	381	346	41,7	524
Québec	2 163	774	42,6	700	248	13,7	148	386	21,6	277	504	28,3	409	606	35,5	603
Ontario	1 929	1 083	50,0	627	318	14,8	159	603	28,2	341	764	35,9	453	923	44,8	588
Prairies	1 391	1 430	59,1	526	565	23,5	122	838	35,2	240	1 024	43,4	337	1 137	51,9	464
Pacifique	1 859	495	49,1	566	183	18,3	150	284	28,6	273	357	36,3	368	400	43,2	503
Délinquants non autochtones de sexe masculin	2 115	3 041	45,9	632	988	15,0	149	1 644	25,2	294	2 077	32,0	402	2 442	39,5	566
Atlantique	2 094	391	47,2	636	128	15,6	147	215	26,3	296	271	33,5	390	308	40,4	535
Québec	2 178	695	41,4	735	224	13,4	148	338	20,4	265	449	27,3	393	538	34,1	602
Ontario	2 097	901	46,9	644	260	13,6	162	490	25,8	341	620	32,8	452	765	41,8	590
Prairies	1 962	712	50,0	578	255	18,1	137	405	28,9	282	492	35,5	366	555	42,6	509
Pacifique	2 101	342	44,3	566	121	15,8	151	196	25,8	286	245	32,6	381	276	38,8	536
Délinquants autochtones de sexe masculin	921	1 182	69,8	521	476	28,2	106	712	42,8	235	877	53,1	343	970	63,3	473
Atlantique	1 151	50	65,8	455	22	29,3	77,5	30	41,1	212	34	47,2	262	38	56,7	394
Québec	1 294	79	56,8	617	24	17,4	106	48	35,3	382	55	40,7	487	68	52,3	612
Ontario	786	182	73,7	591	58	23,6	155	113	46,9	361	144	59,8	466	158	69,3	584
Prairies	867	718	72,2	465	310	31,3	99	433	44,2	207	532	54,8	297	582	65,3	424
Pacifique	1 094	153	64,8	533	62	26,3	120	88	37,5	233	112	48,3	300	124	57,4	413
Délinquantes	2 237	202	35,0	828	52	9,0	158	91	15,9	304	129	22,6	520	158	28,7	689
Atlantique	2 201	31	35,2	529	9	10,2	179	21	24,1	383	22	25,3	398	22	28,2	453
Québec	2 363	20	29,4	1 195	8	11,8	173	8	11,9	173	9	13,6	189	17	25,8	878
Ontario	2 297	44	27,9	797	7	4,4	240	19	12,0	515	31	19,6	703	36	23,2	720
Prairies	2 151	85	46,0	849	24	13,0	106	38	20,9	213	55	30,2	518	69	39,2	690
Pacifique	2 274	22	28,2	1 053	†	†	†	5	6,4	181	12	15,4	817	14	18,7	906

Tableau 12 suite.

	Toute récidive (N = 8 893)			1 an (N = 8 844)			2 ans (N = 8 767)			3 ans (N = 8 705)			5 ans (N = 8 267)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Délinquantes non autochtones	2 299	114	27,5	921	24	5,8	106	48	11,6	350	66	16,0	545	87	21,8	713
Atlantique	2 201	25	32,9	529	6	7,9	146	18	24,0	427	19	25,3	441	18	26,9	492
Québec	2 367	18	30,0	1 219	6	10,0	173	6	10,2	173	7	12,1	189	15	25,9	1 180
Ontario	2 299	29	22,5	917	†	†	†	10	7,8	635	19	14,7	713	24	18,9	816
Prairies	2 272	30	31,6	997	6	6,3	72	10	10,5	144	16	16,8	587	23	24,7	878
Pacifique	2 307	12	21,8	1 181	†	†	†	†	†	†	5	9,1	181	7	13,0	1 008
Délinquantes autochtones	1 625	88	54,3	732	28	17,3	198	43	27,0	278	63	39,6	451	71	47,0	667
Atlantique	2 233	6	50,0	724	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Québec	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Ontario	1 991	15	51,7	706	†	†	†	9	31,0	385	12	41,4	500	12	42,9	500
Prairies	1 176	55	61,1	690	18	20,0	166	28	32,2	225	39	44,8	451	46	55,4	674
Pacifique	1 997	10	43,5	974	†	†	†	†	†	†	7	30,4	880	7	33,3	880

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et le premier des événements suivants : la réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction, le début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt, une condamnation pour une infraction consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou la collecte de données effectuée le 22 décembre 2017. Pour les délinquants ayant fait l'objet d'une révocation sans infraction, la période entre la réincarcération et la DEM a été soustraite de la période de suivi. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la première récidive (réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction, début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt ou condamnation consignée dans le CIPC). La période entre une révocation sans infraction et la DEM a été soustraite de la période de suivi.

Tableau 13

Taux de récidive avec violence par région (selon les dossiers du SGD et du CIPC)

	Toute infraction avec violence (N = 8 893)			Suivi d'un an (N = 8 844)			Suivi de deux ans (N = 8 767)			Suivi de trois ans (N = 8 705)			Suivi de cinq ans (N = 8 267)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	2 068	2 418	27,2	630	697	7,9	206	1 340	15,3	358	1 749	20,1	463	2 033	24,6	589
Atlantique	2 119	228	23,0	617	64	6,5	171	132	13,5	370	170	17,5	443	187	20,6	557
Québec	2 182	447	23,7	712	125	6,7	197	221	11,9	332	297	16,1	486	370	20,9	664
Ontario	2 098	644	27,7	640	160	6,9	237	363	15,8	400	467	20,4	493	563	25,4	595
Prairies	1 671	809	31,1	586	254	9,8	201	463	18,1	334	600	23,6	439	672	28,4	554
Pacifique	2 010	290	26,7	594	94	8,7	210	161	15,0	334	215	20,3	466	241	24,1	577
Délinquants de sexe masculin	2 007	2 342	28,2	621	680	8,2	206	1 307	16,0	358	1 694	20,8	460	1 971	25,5	584
Atlantique	2 110	216	23,9	639	57	6,4	169	121	13,6	373	158	17,9	458	176	21,2	566
Québec	2 178	438	24,1	707	123	6,8	197	219	12,2	340	294	16,5	487	364	21,3	658
Ontario	2 038	629	29,0	631	157	7,3	234	356	16,6	399	456	21,4	491	551	26,8	593
Prairies	1 611	780	32,3	574	250	10,4	201	451	19,0	332	577	24,5	434	645	29,4	537
Pacifique	1 923	279	27,7	579	93	9,3	206	160	16,1	335	209	21,2	457	235	25,4	568
Délinquants non autochtones de sexe masculin	2 136	1 570	23,7	654	425	6,5	206	852	13,1	370	1 095	16,9	471	1 312	21,2	602
Atlantique	2 126	181	21,9	673	46	5,6	166	100	12,2	386	132	16,3	476	149	19,6	567
Québec	2 191	382	22,8	734	107	6,4	205	187	11,3	329	251	15,3	480	314	19,9	664
Ontario	2 118	509	26,5	647	124	6,5	228	281	14,8	400	359	19,0	488	445	24,3	601
Prairies	2 101	317	22,3	649	87	6,2	210	175	12,5	373	217	15,6	445	252	19,4	602
Pacifique	2 109	181	23,5	566	61	8,0	192	109	14,4	348	136	18,1	461	152	21,4	570
Délinquants autochtones de sexe masculin	1 070	772	45,6	571	255	15,1	205	455	27,3	333	599	36,3	443	659	43,0	529
Atlantique	1 231	35	46,1	579	11	14,7	205	21	28,8	369	26	36,1	422	27	40,3	496
Québec	1 301	56	40,3	632	16	11,6	106	32	23,5	387	43	31,9	588	50	38,5	632
Ontario	874	120	48,6	591	33	13,4	239	75	31,1	393	97	40,3	514	106	46,5	573
Prairies	1 032	463	46,5	529	163	16,5	188	276	28,2	312	360	37,1	423	393	44,1	491
Pacifique	1 221	98	41,5	634	32	13,6	225	51	21,7	302	73	31,5	412	83	38,4	532
Délinquantes	2 272	76	13,2	828	17	3,0	232	33	5,8	342	55	9,6	687	62	11,3	723
Atlantique	2 201	12	13,6	331	7	8,0	179	11	12,6	320	12	13,8	331	11	14,1	342
Québec	2 374	9	13,2	1 307	†	†	†	†	†	†	†	†	†	6	9,1	1 044
Ontario	2 299	15	9,5	790	†	†	†	7	4,4	427	11	7,0	713	12	7,7	720
Prairies	2 192	29	15,7	827	†	†	†	12	6,6	463	23	12,6	718	27	15,3	822
Pacifique	2 285	11	14,1	1 089	†	†	†	†	†	†	6	7,7	944	6	8,0	944

Tableau 13 suite.

	Toute infraction avec violence (N = 8 893)			1 an (N = 8 844)			2 ans (N = 8 767)			3 ans (N = 8 705)			5 ans (N = 8 267)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Délinquantes non autochtones	2 307	32	7,7	943	6	1,5	135	13	3,2	380	20	4,9	667	24	6,0	737
Atlantique	2 201	9	11,8	380	†	†	†	8	10,7	350	9	12,0	380	8	11,9	411
Québec	2 388	8	13,3	1 348	†	†	†	†	†	†	†	†	†	5	8,6	1 210
Ontario	2 340	7	5,4	1 035	†	†	†	†	†	†	5	3,9	828	6	4,7	932
Prairies	†	†	†	†	-	-	-	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Pacifique	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	†	†	†	†	†	†
Délinquantes autochtones	1 868	44	27,2	806	11	6,8	240	20	12,6	334	35	22,0	706	38	25,2	721
Atlantique	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Québec	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Ontario	1 991	8	27,6	717	†	†	†	5	17,2	427	6	20,7	567	6	21,4	567
Prairies	1 583	25	27,8	827	†	†	†	10	11,5	401	20	23,0	725	24	28,9	825
Pacifique	1 997	7	30,4	1 016	†	†	†	†	†	†	5	21,7	880	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et le premier des événements suivants : la réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction avec violence, le début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt, une condamnation pour une infraction consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou la collecte de données effectuée le 22 décembre 2017. Pour les délinquants ayant fait l'objet d'une révocation sans infraction ou à la suite d'une infraction sans violence, la période entre la réincarcération et la DEM a été soustraite de la période de suivi. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la première récidive avec violence (réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction avec violence, début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt ou condamnation consignée dans le CIPC). La période entre une révocation sans infraction ou à la suite d'une infraction sans violence et la DEM a été soustraite de la période de suivi.

### **Taux de révocation avant l'expiration du mandat**

Les résultats relatifs à la réincarcération avant la DEM ont montré des différences notables dans les taux régionaux de réincarcération, de révocation à la suite d'une infraction et de révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide. Les chiffres étaient trop faibles pour pouvoir effectuer une comparaison significative des révocations pour des infractions sexuelles visées à l'annexe 1. La région où l'on a observé le nombre médian le plus faible de jours avant la réincarcération (272) et le taux de réincarcération le plus élevé (54 %) et de révocation à la suite d'une infraction (17 %) était celle des Prairies; le Québec présentait le nombre médian le plus élevé de jours avant la réincarcération (366), le plus faible taux de réincarcération tous motifs confondus (40 %) et l'un des plus faibles taux de révocation à la suite d'une infraction (10 %; l'Ontario affichait un taux légèrement inférieur). Les délinquants autochtones de sexe masculin de la région des Prairies avaient le taux global de réincarcération avant la date d'expiration du mandat le plus élevé, à 67 %. Le taux de récidive avec violence dans toutes les régions était inférieur à 4 %; les taux de récidive avec violence alors que les délinquants étaient sous responsabilité fédérale étaient les plus élevés dans la région du Pacifique (4 %) et les plus bas dans la région de l'Ontario (2 %).

Tableau 14

Taux de révocation par région de mise en liberté\* : avant l'expiration du mandat (N = 21 911)

	Toute réincarcération			Toute révocation à la suite d'une infraction			Révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Révocation pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants	311	10 136	46,3	176	2 763	12,6	100	507	2,3	99	32	0,2	170
Atlantique	326	1 216	48,0	169	323	12,8	105	50	2,0	99	†	†	†
Québec	366	1 948	39,9	194	477	9,8	118	124	2,5	99	11	0,2	173
Ontario	317	2 426	42,2	177	555	9,6	105	84	1,5	87	9	0,2	285
Prairies	272	3 327	54,2	163	1 059	17,2	95	157	2,6	112	7	0,1	167
Pacifique	313	1 219	46,9	188	349	13,4	88	92	3,5	72	†	†	†
Délinquants de sexe masculin	306	9 567	46,8	175	2 620	12,8	99	496	2,4	100	33	0,2	170
Atlantique	318	1 121	48,2	169	300	12,9	109	49	2,1	100	†	†	†
Québec	366	1 878	40,2	193	466	10,0	117	123	2,6	99	11	0,2	173
Ontario	307	2 311	43,3	176	537	10,1	106	83	1,6	87	9	0,2	285
Prairies	266	3 098	54,5	161	985	17,3	93	152	2,7	112	7	0,1	167
Pacifique	307	1 159	47,6	186	332	13,6	81	89	3,7	71	†	†	†
Délinquants non autochtones de sexe masculin	340	7 128	42,8	183	1 892	11,4	112	360	2,2	104	22	0,1	187
Atlantique	331	1 005	47,3	170	263	12,4	116	40	1,9	100	†	†	†
Québec	367	1 712	39,1	195	431	9,8	122	110	2,5	116	9	0,2	212
Ontario	327	1 946	40,9	180	436	9,2	112	66	1,4	89	6	0,1	216
Prairies	317	1 657	46,7	177	534	15,0	112	79	2,2	117	†	†	†
Pacifique	338	808	43,9	188	228	12,4	90	64	3,5	72	†	†	†
Délinquants autochtones de sexe masculin	244	2 439	64,0	151	728	19,1	73	136	3,6	91	11	0,3	139
Atlantique	257	116	58,0	154	37	19,0	62	8	4,0	102	†	†	†
Québec	254	166	56,3	170	35	11,9	74	13	4,4	74	†	†	†
Ontario	244	365	62,6	154	101	17,3	79	17	2,9	47	†	†	†
Prairies	221	1 441	67,4	142	451	21,1	73	73	3,4	110	†	†	†
Pacifique	247	351	59,0	175	104	17,5	73	25	4,2	69	†	†	†
Délinquantes	428	569	39,2	197	143	9,8	131	12	0,8	76	†	†	†
Atlantique	390	95	45,9	173	23	11,1	64	†	†	†	†	†	†
Québec	492	70	34,0	215	11	5,3	156	†	†	†	†	†	†
Ontario	523	115	27,5	200	18	4,3	98	†	†	†	†	†	†
Prairies	332	229	50,1	196	74	16,2	161	5	1,1	87	†	†	†
Pacifique	398	60	36,6	229	17	10,4	226	†	†	†	†	†	†
Délinquantes non autochtones	500	350	32,9	204	84	7,9	152	5	0,5	90	†	†	†
Atlantique	421	81	44,5	155	21	11,5	47	†	†	†	†	†	†
Québec	498	60	32,1	215	10	5,4	173	†	†	†	†	†	†
Ontario	546	85	24,0	203	14	4,0	130	†	†	†	†	†	†
Prairies	463	91	40,8	216	28	12,6	171	†	†	†	†	†	†
Pacifique	511	33	28,2	253	11	9,4	253	†	†	†	†	†	†

Tableau 14 suite.

	Toute réincarcération			Toute révocation à la suite d'une infraction			Révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Révocation pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Délinquantes autochtones	274	219	56,2	191	59	15,1	106	7	1,8	64	†	†	†
Atlantique	259	14	56,0	210	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Québec	417	10	52,6	187	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Ontario	267	30	46,2	160	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Prairies	272	138	59,0	191	46	19,7	141	†	†	†	†	†	†
Pacifique	269	27	57,5	220	6	12,8	62	†	†	†	†	†	†

\* Veuillez noter que les infractions commises après la libération peuvent ne pas avoir eu lieu dans la même région que celle où se trouve l'établissement duquel les délinquants ont été mis en liberté † = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation, l'expiration du mandat, le décès, l'expulsion ou le 25 février 2018. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation.

### Réincarcération dans un établissement fédéral après l'expiration du mandat (nouveaux mandats de dépôt) par région de mise en liberté

Le tableau 15 présente les taux de réincarcération dans un établissement fédéral par région, selon des périodes de suivi fixes. La région du Pacifique affiche les plus hauts taux de réincarcération en raison d'une nouvelle peine de ressort fédéral pour toutes les années de suivi, et l'Ontario obtient les taux les plus bas. La région du Pacifique a enregistré les taux les plus élevés de réincarcération dans un établissement fédéral en vertu d'un nouveau mandat de dépôt. Chez les délinquantes, les régions de l'Atlantique et du Pacifique présentent des taux de récidive comparables pour les périodes de suivi de deux, trois et cinq ans. Les délinquants autochtones de sexe masculin de la région des Prairies affichaient les taux de réincarcération en vertu d'un nouveau mandat de dépôt les plus faibles, comparativement aux délinquants autochtones de sexe masculin des autres régions. Les taux régionaux de récidive après la DEM figurent dans le tableau 16.

Tableau 15

Nouveaux mandats de dépôt au cours de périodes de suivi fixes, par région de mise en liberté

	Un an (N = 21 977)			Deux ans (N = 21 824)			Trois ans (N = 21 526)			Cinq ans (N = 18 827)		
	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	1 090	5,0	197	2 041	9,4	349	2 753	12,8	482	3 401	18,1	672
Atlantique	153	6,0	213	285	11,3	346	373	15,0	460	444	20,3	605
Québec	208	4,3	185	423	8,8	380	573	12,0	532	721	17,6	705
Ontario	227	3,9	191	440	7,6	357	593	10,4	482	761	15,1	700
Prairies	300	4,8	198	556	9,0	349	779	12,7	473	944	17,8	705
Pacifique	202	7,9	192	337	13,4	291	435	17,7	438	531	24,4	582
Délinquants de sexe masculin	1 052	5,1	198	1 973	9,7	347	2 654	13,2	482	3 274	18,6	669
Atlantique	146	6,3	213	268	11,6	340	350	15,3	458	416	20,7	604
Québec	205	4,4	185	419	9,1	381	565	12,4	530	706	18,0	700
Ontario	221	4,1	191	430	8,0	358	574	10,9	482	736	15,7	695
Prairies	288	5,0	199	532	9,3	349	749	13,2	474	907	18,5	705
Pacifique	192	8,1	192	324	13,8	291	416	18,1	439	509	25,0	585
Délinquants non autochtones de sexe masculin	762	4,6	198	1 414	8,6	340	1 908	11,8	486	2 338	16,6	664
Atlantique	130	6,2	214	232	11,0	334	305	14,7	458	363	19,9	605
Québec	178	4,1	192	356	8,2	380	481	11,3	532	605	16,6	706
Ontario	178	3,7	197	347	7,3	359	459	9,8	482	582	14,0	687
Prairies	153	4,3	191	264	7,5	317	382	11,1	473	451	15,3	704
Pacifique	123	6,9	182	215	12,2	308	281	16,3	450	337	22,4	597
Délinquants autochtones de sexe masculin	290	7,3	197	559	14,2	360	746	19,1	467	936	26,7	685
Atlantique	16	7,6	198	36	17,1	380	45	21,6	457	53	27,8	603
Québec	27	8,7	157	63	20,5	391	84	27,5	520	101	36,6	681
Ontario	43	7,1	169	83	13,7	352	115	19,1	493	154	27,7	729
Prairies	135	6,0	210	268	12,0	369	367	16,6	474	456	23,4	706
Pacifique	69	11,7	195	109	18,6	269	135	23,4	365	172	32,6	558
Délinquantes	38	2,6	181	68	4,7	356	99	7,0	495	127	10,3	737
Atlantique	7	3,4	328	17	8,3	393	23	11,3	495	28	16,0	695
Québec	†	†	†	†	†	†	8	4,0	716	15	8,4	1 106
Ontario	6	1,5	198	10	2,4	240	19	4,7	591	25	7,3	777
Prairies	12	2,6	155	24	5,2	352	30	6,6	384	37	9,2	690
Pacifique	10	6,1	218	13	8,1	322	19	12,1	438	22	15,7	541
Délinquantes non autochtones	26	2,5	192	46	4,4	355	67	6,5	453	79	8,9	692
Atlantique	7	3,9	328	15	8,3	367	20	11,1	458	24	15,8	649
Québec	†	†	†	†	†	†	8	4,4	716	13	8,0	1 088
Ontario	5	1,4	209	7	2,0	230	13	3,8	470	17	5,9	748
Prairies	†	†	†	10	4,5	373	12	5,4	383	10	5,3	452
Pacifique	7	6,0	250	10	8,7	291	14	12,4	400	15	15,5	438

Tableau 15 suite.

	Un an (N = 21 977)			Deux ans (N = 21 824)			Trois ans (N = 21 526)			Cinq ans (N = 18 827)		
	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Délinquantes autochtones	12	3,1	175	22	5,7	365	32	8,4	570	48	13,6	834
Atlantique	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Québec	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Ontario	†	†	†	†	†	†	6	9,5	684	8	13,8	813
Prairies	8	3,4	155	14	5,9	331	18	7,7	459	27	12,7	820
Pacifique	†	†	†	†	†	†	5	11,4	507	7	16,3	799

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD selon une période d'un an, de deux ans, de trois ans ou de cinq ans.

Tableau 16

Taux de récidive après la DEM, selon les dossiers du CIPC et par région de mise en liberté

	Toute infraction consignée dans le CIPC (N = 8 439)			1 an (N = 8 418)			2 ans (N = 8 352)			3 ans (N = 8 171)			5 ans (N = 6 213)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	1 552	3 879	46,0	502	1 506	17,9	172	2 450	29,3	287	2 959	36,2	364	2 955	47,6	432
Atlantique	1 710	375	39,5	466	148	15,6	195	247	26,2	303	288	31,1	363	286	40,3	420
Québec	1 689	659	37,2	576	217	12,3	175	384	21,9	314	489	28,6	442	491	39,1	519
Ontario	1 556	1 028	46,4	481	413	18,7	170	672	30,6	287	807	37,3	357	842	49,5	421
Prairies	1 364	1 352	53,7	489	539	21,5	177	846	34,0	277	1015	41,8	348	977	53,4	411
Pacifique	1 505	465	47,3	494	189	19,3	150	301	31,0	268	360	38,2	357	359	50,1	417
Délinquants de sexe masculin	1 528	3 704	47,0	495	1 457	18,5	171	2 353	30,2	285	2 825	37,0	358	2 823	48,6	428
Atlantique	1 716	348	40,3	486	133	15,4	199	227	26,4	304	265	31,5	377	266	40,7	429
Québec	1 682	643	37,6	575	213	12,5	174	376	22,3	314	477	28,9	442	478	39,6	519
Ontario	1 526	989	47,9	479	401	19,4	170	647	31,5	283	776	38,4	356	810	50,9	415
Prairies	1 309	1 281	54,9	473	523	22,5	174	810	35,2	272	958	42,6	339	924	54,8	396
Pacifique	1 446	443	48,5	469	187	20,6	150	293	32,5	259	349	39,8	344	345	51,7	393
Délinquants non autochtones de sexe masculin	1 636	2 627	41,9	518	993	15,9	174	1 638	26,4	292	1 971	32,5	368	2 000	43,7	449
Atlantique	1 736	306	38,7	486	114	14,4	187	201	25,5	304	233	30,3	387	236	39,6	434
Québec	1 699	571	36,2	579	188	12,0	173	331	21,2	313	416	27,4	443	417	37,8	522
Ontario	1 604	822	44,8	505	324	17,7	170	523	28,8	282	633	35,4	357	667	47,6	433
Prairies	1 562	621	45,4	508	238	17,4	188	380	28,2	298	446	34,0	350	438	45,1	422
Pacifique	1 549	307	44,2	458	129	18,6	154	203	29,6	259	243	36,5	339	242	47,9	416
Délinquants autochtones de sexe masculin	900	1 077	66,3	439	464	28,7	164	715	44,6	264	853	54,1	328	823	67,1	373
Atlantique	1 278	42	57,5	472	19	26,4	241	26	36,1	308	32	44,4	337	30	52,6	358
Québec	1 140	72	54,6	490	25	19,1	219	45	34,9	315	61	47,3	429	61	58,7	487
Ontario	661	167	71,4	402	77	32,9	169	124	53,0	288	143	61,6	328	143	75,7	364
Prairies	876	660	68,3	438	285	29,6	157	430	45,1	256	512	54,8	311	486	68,2	370
Pacifique	1 042	136	62,1	492	58	26,7	149	90	41,7	262	105	50,0	357	103	63,2	359
Délinquantes	1 828	175	31,8	639	49	8,9	197	97	17,7	360	134	25,1	478	132	32,3	504
Atlantique	1 681	27	31,4	324	15	17,4	176	20	23,5	262	23	27,7	275	20	35,1	274
Québec	1 908	16	25,0	718	†	†	†	8	12,7	373	12	19,7	556	13	26,5	655
Ontario	1 850	39	26,2	534	12	8,1	206	25	16,9	381	31	21,5	465	32	29,1	491
Prairies	1 770	71	38,8	727	16	8,7	212	36	19,7	440	57	31,5	563	53	36,8	563
Pacifique	1 881	22	31,9	976	†	†	†	8	11,8	519	11	16,7	638	14	28,6	760

Tableau 16 suite.

	Toute infraction consignée dans le CIPC (N = 8 439)			1 an (N = 8 418)			2 ans (N = 8 352)			3 ans (N = 8 171)			5 ans (N = 6 213)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Délinquantes non autochtones	1 859	98	24,8	625	27	6,9	197	54	13,8	365	74	19,3	466	72	25,4	486
Atlantique	1 674	21	28,0	324	12	16,0	216	17	23,0	275	19	26,4	314	16	34,0	295
Québec	1 908	14	25,0	831	†	†	†	6	10,7	377	10	18,5	647	11	25,6	880
Ontario	1 916	26	21,3	517	7	5,8	267	16	13,2	388	21	17,8	465	21	23,6	483
Prairies	1 897	25	26,3	749	†	†	†	11	11,6	466	18	19,0	638	17	23,6	612
Pacifique	1 906	12	25,5	1 117	†	†	†	†	†	†	6	13,3	584	7	21,2	762
Délinquantes autochtones	1 515	77	49,4	652	22	14,1	196	43	27,7	360	60	39,7	504	60	48,0	541
Atlantique	1 835	6	54,6	511	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Québec	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Ontario	1 279	13	48,2	566	5	18,5	139	9	33,3	325	10	38,5	403	11	52,4	566
Prairies	1 409	46	52,3	680	12	13,6	220	25	28,4	419	39	45,4	518	36	50,0	541
Pacifique	1 780	10	45,5	832	†	†	†	†	†	†	5	23,8	652	7	43,8	757

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le premier des événements suivants : une condamnation consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou le 22 décembre 2017, NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et une condamnation consignée dans le CIPC.

## **Résultats relatifs à la récidive selon l'âge au moment de la mise en liberté**

Les prochaines analyses ont démontré l'effet de l'âge sur les taux de récidive, selon diverses périodes de suivi après la libération. Les résultats dans les tableaux 17 et 18 montrent les taux de récidive et de récidive avec violence, d'après les dossiers combinés du SGD et du CIPC. Les délinquants canadiens sous responsabilité fédérale âgés de moins de 25 ans présentaient les taux de récidive et de récidive avec violence les plus élevés. Nous pouvons voir l'effet de l'âge sur la récidive et la récidive avec violence à la fois pour les délinquants autochtones et non autochtones, les résultats montrant une amélioration graduelle avec l'âge. La baisse du taux de récidive s'accroît après l'âge de 50 ans et même plus tôt pour les délinquantes; après 45 ans, très peu de délinquantes – autochtones ou non autochtones – ont récidivé, et ce, même au cours de la période de suivi de cinq ans. Le nombre de délinquantes dans certains groupes d'âge est trop faible pour fournir des estimations fiables; par conséquent, les résultats devraient être interprétés avec prudence. On observe des tendances semblables concernant la diminution de la perpétration d'infractions avec l'âge lorsque les résultats obtenus avant et après l'expiration du mandat sont analysés séparément (voir les tableaux B6 à B9 à l'annexe B).

Tableau 17

## Taux de récidive par groupe d'âge (dossiers du SGD et du CIPC combinés)

	Toute récidive			1 an (N = 8 844)			2 ans (N = 8 767)			3 ans (N = 8 705)			5 ans (N = 8 267)			
	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	1 955	44 25	49,8	609	1 516	17,1	140	2 447	27,9	279	3 083	35,4	388	3 570	43,2	544
Moins de 25 ans	1 146	906	62,8	497	381	26,6	128	557	39,1	227	677	47,8	316	748	56,5	469
De 25 ans à moins de 30 ans	1 444	998	60,7	621	324	19,8	116	552	33,9	291	691	42,7	414	805	52,3	561
De 30 ans à moins de 35 ans	1 569	768	56,1	635	253	18,6	150	413	30,7	291	535	40,0	409	627	49,4	566
De 35 ans à moins de 40 ans	2 010	607	50,0	573	220	18,2	155	348	29,0	280	428	35,9	369	487	42,7	508
De 40 ans à moins de 45 ans	2 102	551	47,3	670	174	15,0	140	278	24,2	283	361	31,6	392	437	40,3	587
De 45 ans à moins de 50 ans	2 178	354	38,9	662	101	11,2	153	190	21,3	352	242	27,3	464	277	33,2	614
De 50 ans à moins de 55 ans	2 335	157	29,6	752	42	8,0	158	74	14,2	331	100	19,3	472	128	25,4	658
55 ans et plus	2 303	84	13,6	909	21	3,4	126	35	5,8	271	49	8,3	462	61	10,7	836
Délinquants de sexe masculin	1 896	4 223	50,8	597	1 464	17,7	140	2 356	28,8	278	2 954	36,3	386	3 412	44,2	537
Moins de 25 ans	1 105	867	63,8	489	369	27,3	127	538	40,1	232	647	48,6	310	714	57,4	463
De 25 ans à moins de 30 ans	1 315	947	61,9	601	312	20,5	116	529	34,9	286	663	44,1	414	770	53,9	554
De 30 ans à moins de 35 ans	1 538	722	56,7	603	243	19,2	150	395	31,6	295	505	40,5	399	588	49,9	544
De 35 ans à moins de 40 ans	1 938	582	52,0	569	213	19,0	157	334	30,1	279	412	37,4	368	469	44,5	508
De 40 ans à moins de 45 ans	2 063	527	48,2	668	165	15,2	140	267	24,8	290	345	32,3	393	417	41,2	587
De 45 ans à moins de 50 ans	2 157	346	40,9	656	101	12,0	153	188	22,6	348	239	29,0	463	271	35,0	600
De 50 ans à moins de 55 ans	2 234	149	30,2	762	40	8,2	147	70	14,4	315	95	19,8	448	123	26,3	662
55 ans et plus	2 298	83	13,8	938	21	3,5	126	35	6,0	271	48	8,4	434	60	10,9	846
Délinquants non autochtones de sexe masculin	2 115	3 041	45,9	632	988	15,0	149	1 644	25,2	294	2 077	32,0	402	2 442	39,5	566
Moins de 25 ans	1 526	558	57,2	560	212	21,8	136	328	33,9	270	402	41,8	347	455	50,0	505
De 25 ans à moins de 30 ans	1 722	646	56,3	629	201	17,6	136	347	30,6	294	441	39,1	416	518	48,3	567
De 30 ans à moins de 35 ans	1 812	535	52,2	544	180	17,7	157	296	29,4	307	377	37,5	402	442	46,1	541
De 35 ans à moins de 40 ans	2 121	433	48,7	604	148	16,7	158	239	27,1	288	297	33,8	376	344	40,8	535
De 40 ans à moins de 45 ans	2 124	404	45,6	650	129	14,6	151	209	23,9	293	263	30,2	388	320	38,7	570
De 45 ans à moins de 50 ans	2 218	273	38,3	708	67	9,5	167	139	19,9	378	183	26,5	537	213	32,5	645
De 50 ans à moins de 55 ans	2 248	118	27,1	773	30	7,0	138	53	12,4	310	71	16,8	435	97	23,4	671
55 ans et plus	2 293	74	13,5	846	21	3,9	126	33	6,2	235	43	8,2	380	53	10,6	757
Délinquants autochtones de sexe masculin	921	1 182	69,8	521	476	28,2	106	712	42,8	235	877	53,1	343	970	63,3	473
Moins de 25 ans	527	309	80,9	345	157	41,5	106	210	56,3	177	245	66,2	253	259	77,3	334
De 25 ans à moins de 30 ans	763	301	78,6	577	111	29,1	94	182	47,9	255	222	58,9	406	252	70,8	523
De 30 ans à moins de 35 ans	967	187	75,4	670	63	25,4	108	99	40,6	229	128	53,1	382	146	66,1	608
De 35 ans à moins de 40 ans	923	149	64,8	455	65	28,3	146	95	42,0	244	115	51,6	349	125	59,8	408
De 40 ans à moins de 45 ans	1 457	123	59,7	742	36	17,6	71	58	29,0	275	82	41,4	461	97	51,9	606

Tableau 17 suite.

	Toute récidive			1 an (N = 8 844)			2 ans (N = 8 767)			3 ans (N = 8 705)			5 ans (N = 8 267)			
	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
De 45 ans à moins de 50 ans	1 370	73	54,1	390	34	25,4	134	49	36,8	234	56	42,1	281	58	48,7	386
De 50 ans à moins de 55 ans	1 595	31	54,4	662	10	17,5	215	17	29,8	319	24	42,1	472	26	48,2	613
55 ans et plus	2 323	9	17,3	1 091	-	-	-	†	†	†	5	9,6	943	7	13,7	951
<b>Délinquantes</b>	<b>2 237</b>	<b>202</b>	<b>35,0</b>	<b>828</b>	<b>52</b>	<b>9,0</b>	<b>158</b>	<b>91</b>	<b>15,9</b>	<b>304</b>	<b>129</b>	<b>22,6</b>	<b>520</b>	<b>158</b>	<b>28,7</b>	<b>689</b>
Moins de 25 ans	2 102	39	46,4	763	12	14,3	166	19	22,6	211	30	35,7	564	34	42,5	670
De 25 ans à moins de 30 ans	2 207	51	44,4	978	12	10,4	236	23	20,0	325	28	24,4	426	35	31,8	681
De 30 ans à moins de 35 ans	1 951	46	48,4	864	10	10,5	142	18	19,4	238	30	32,3	640	39	42,9	787
De 35 ans à moins de 40 ans	2 285	25	26,9	658	7	7,5	90	14	15,1	353	16	17,2	423	18	20,7	647
De 40 ans à moins de 45 ans	2 299	24	32,9	861	9	12,3	140	11	15,1	156	16	22,2	267	20	28,6	667
De 45 ans à moins de 50 ans	2 443	8	12,7	1 179	-	-	-	†	†	†	†	†	†	6	10,0	1 047
De 50 ans à moins de 55 ans	2 244	8	21,6	638	†	†	†	†	†	†	5	13,9	572	5	13,9	572
55 ans et plus	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
<b>Délinquantes non autochtones</b>	<b>2 299</b>	<b>114</b>	<b>27,5</b>	<b>921</b>	<b>24</b>	<b>5,8</b>	<b>106</b>	<b>48</b>	<b>11,6</b>	<b>350</b>	<b>66</b>	<b>16,0</b>	<b>545</b>	<b>87</b>	<b>21,8</b>	<b>713</b>
Moins de 25 ans	2 158	19	37,3	763	†	†	†	9	17,7	515	15	29,4	652	18	37,5	770
De 25 ans à moins de 30 ans	2 298	26	31,7	1 352	†	†	†	7	8,5	411	10	12,2	501	15	18,8	978
De 30 ans à moins de 35 ans	2 201	26	40,0	994	6	9,2	63	10	15,4	180	15	23,1	627	22	34,4	902
De 35 ans à moins de 40 ans	2 277	19	26,8	648	6	8,5	72	12	16,9	377	12	16,9	377	13	19,7	646
De 40 ans à moins de 45 ans	2 377	15	27,8	804	5	9,3	156	7	13,0	181	9	17,0	256	12	23,1	456
De 45 ans à moins de 50 ans	†	†	†	†	-	-	-	†	†	†	†	†	†	†	†	†
De 50 ans à moins de 55 ans	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
55 ans et plus	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	†	†	†	†	†	†
<b>Délinquantes autochtones</b>	<b>1 625</b>	<b>88</b>	<b>54,3</b>	<b>732</b>	<b>28</b>	<b>17,3</b>	<b>198</b>	<b>43</b>	<b>27,0</b>	<b>278</b>	<b>63</b>	<b>39,6</b>	<b>451</b>	<b>71</b>	<b>47,0</b>	<b>667</b>
Moins de 25 ans	1 582	20	60,6	613	9	27,3	172	10	30,3	184,5	15	45,5	213	16	50,0	278
De 25 ans à moins de 30 ans	827	25	75,8	681	9	27,3	232	16	48,5	323	18	54,6	366	20	66,7	667
De 30 ans à moins de 35 ans	921	20	66,7	789	†	†	†	8	28,6	334	15	53,6	727	17	63,0	736
De 35 ans à moins de 40 ans	2 309	6	27,3	921	†	†	†	†	†	†	†	†	†	5	23,8	880
De 40 ans à moins de 45 ans	1 991	9	47,4	939	†	†	†	†	†	†	7	36,8	278	8	44,4	954
De 45 ans à moins de 50 ans	†	†	†	†	-	-	-	†	†	†	†	†	†	†	†	†
De 50 ans à moins de 55 ans	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
55 ans et plus	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et le premier des événements suivants : la réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction, le début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt, une condamnation pour une infraction consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou la collecte de données effectuée le 22 décembre 2017. Pour les délinquants ayant fait l'objet d'une révocation sans infraction, la période entre la réincarcération et la DEM a été soustraite de la période de suivi. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la première récidive (réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction, début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt ou condamnation consignée dans le CIPC). La période entre une révocation sans infraction et la DEM a été soustraite de la période de suivi.

Tableau 18

Taux de récidive avec violence selon l'âge au moment de la mise en liberté (dossiers du SGD et du CIPC combinés)

	Toute récidive avec violence (N = 8 893)						1 an (N = 8 844)			2 ans (N = 8 767)			3 ans (N = 8 705)			5 ans (N = 8 267)		
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>		
Tous les délinquants	2 068	2 418	27,2	630	697	7,9	206	1 340	15,3	358	1 749	20,1	463	2 033	24,6	589		
Moins de 25 ans	1 377	551	38,2	521	202	14,1	212	344	24,1	319	420	29,7	386	458	34,6	495		
De 25 ans à moins de 30 ans	1 615	602	36,6	668	150	9,2	221	320	19,6	388	434	26,8	504	507	32,9	601		
De 30 ans à moins de 35 ans	1 741	420	30,7	616	123	9,0	210	232	17,3	360	308	23,0	457	358	28,2	565		
De 35 ans à moins de 40 ans	2 103	327	27,0	594	101	8,3	185	183	15,2	344	237	19,9	456	275	24,1	568		
De 40 ans à moins de 45 ans	2 133	262	22,5	728	61	5,3	174	130	11,3	391	181	15,9	535	226	20,8	680		
De 45 ans à moins de 50 ans	2 192	168	18,5	689	41	4,6	193	90	10,1	398	118	13,3	547	140	16,8	665		
De 50 ans à moins de 55 ans	2 241	57	10,8	677	12	2,3	213	27	5,2	433	33	6,4	476	43	8,5	617		
55 ans et plus	2 304	31	5,0	943	7	1,1	166	14	2,3	360	18	3,1	454	26	4,6	708		
Tous les délinquants de sexe masculin (N = 8 267)	2 007	2 342	28,2	621	680	8,2	206	1 307	16,0	358	1 694	20,8	460	1 971	25,5	584		
Moins de 25 ans	1 339	536	39,5	517	198	14,7	212	336	25,1	318	406	30,5	380	445	35,7	493		
De 25 ans à moins de 30 ans	1 558	575	37,6	659	142	9,3	217	304	20,1	388	413	27,4	503	483	33,8	599		
De 30 ans à moins de 35 ans	1 715	404	31,7	584	121	9,5	214	227	18,1	359	298	23,9	454	345	29,3	562		
De 35 ans à moins de 40 ans	2 044	321	28,7	587	100	8,9	185	181	16,3	344	234	21,3	456	272	25,8	556		
De 40 ans à moins de 45 ans	2 118	256	23,4	720	59	5,4	174	128	11,9	391	176	16,5	534	220	21,7	677		
De 45 ans à moins de 50 ans	2 163	165	19,5	669	41	4,9	193	90	10,8	398	118	14,3	547	139	17,9	664		
De 50 ans à moins de 55 ans	2 236	55	11,2	662	12	2,5	213	27	5,6	433	32	6,7	472	42	9,0	614		
55 ans et plus	2 303	30	5,0	998	7	1,2	166	14	2,4	360	17	3,0	406	25	4,5	588		
Délinquants non autochtones de sexe masculin (N = 6 581)	2 136	1 570	23,7	654	425	6,5	206	852	13,1	370	1 095	16,9	471	1 312	21,2	602		
Moins de 25 ans	1 845	315	32,3	611	99	10,2	216	183	18,9	336	221	23,0	428	255	28,0	567		
De 25 ans à moins de 30 ans	1 857	357	31,1	725	81	7,1	215	179	15,8	387	246	21,8	502	294	27,4	624		
De 30 ans à moins de 35 ans	1 967	282	27,5	566	86	8,4	219	163	16,2	363	211	21,0	455	250	26,1	561		
De 35 ans à moins de 40 ans	2 152	224	25,2	605	65	7,3	198	127	14,4	361	156	17,8	450	188	22,3	578		
De 40 ans à moins de 45 ans	2 143	196	22,1	667	51	5,8	166	103	11,8	381	135	15,5	473	165	19,9	637		
De 45 ans à moins de 50 ans	2 227	127	17,8	720	27	3,8	192	65	9,3	463	87	12,6	567	105	16,0	690		
De 50 ans à moins de 55 ans	2 256	43	9,9	748	9	2,1	187	19	4,4	433	24	5,7	487	33	8,0	617		
55 ans et plus	2 296	26	4,7	891	7	1,3	166	13	2,4	334	15	2,9	386	22	4,4	587		
Délinquants autochtones de sexe masculin (N = 1 686)	1 070	772	45,6	571	255	15,1	205	455	27,3	333	599	36,3	443	659	43,0	529		
Moins de 25 ans	651	221	57,9	405	99	26,2	207	153	41,0	302	185	50,0	345	190	56,7	388		
De 25 ans à moins de 30 ans	942	218	56,9	602	61	16,0	221	125	32,9	397	167	44,3	505	189	53,1	582		
De 30 ans à moins de 35 ans	1 092	122	49,2	684	35	14,1	156	64	26,2	338	87	36,1	451	95	43,0	565		
De 35 ans à moins de 40 ans	1 128	97	42,2	508	35	15,2	181	54	23,9	288	78	35,0	459	84	40,2	508		

Tableau 18 suite.

	Toute récidive avec violence						1 an		2 ans		3 ans		5 ans			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
De 40 ans à moins de 45 ans	1 608	60	29,1	882	8	3,9	215	25	12,5	446	41	20,7	642	55	29,4	874
De 45 ans à moins de 50 ans	1 507	38	28,2	478	14	10,5	221	25	18,8	354	31	23,3	382	34	28,6	427
De 50 ans à moins de 55 ans	1 845	12	21,1	613	†	†	†	8	14,0	432	8	14,0	432	9	16,7	609
55 ans et plus	†	†	†	†	-	-	-	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Toutes les délinquantes (N = 577)	2 272	76	13,2	828	17	3,0	232	33	5,8	342	55	9,6	687	62	11,3	723
Moins de 25 ans	2 163	15	17,9	718	†	†	†	8	9,5	361	14	16,7	703	13	16,3	687
De 25 ans à moins de 30 ans	2 207	27	23,5	706	8	7,0	246	16	13,9	366	21	18,3	561	24	21,8	667
De 30 ans à moins de 35 ans	2 117	16	16,8	929	†	†	†	5	5,4	4,27	10	10,8	732	13	14,3	790
De 35 ans à moins de 40 ans	2 332	6	6,5	992	†	†	†	†	†	†	3	3,2	646	†	†	†
De 40 ans à moins de 45 ans	2 333	6	8,2	863	†	†	†	†	†	†	5	6,9	756	6	8,6	863
De 45 ans à moins de 50 ans	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	-	-	-	†	†	†
De 50 ans à moins de 55 ans	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	1	2,8	878	†	†	†
55 ans et plus	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	1	6,3	828	†	†	†
Délinquantes non autochtones (N = 415)	2 307	32	7,7	943	6	1,5	135	13	3,2	380	20	4,9	667	24	6,0	737
Moins de 25 ans	2 195	5	9,8	718	-	-	-	†	†	†	5	9,8	718	5	10,4	718
De 25 ans à moins de 30 ans	2 298	11	13,4	713	†	†	†	6	7,3	381	8	9,8	501	9	11,3	561
De 30 ans à moins de 35 ans	2 209	6	9,2	1 289	†	†	†	†	†	†	2	3,1	97	†	†	†
De 35 ans à moins de 40 ans	2 338	5	7,0	1 104	†	†	†	†	†	†	2	2,8	368	†	†	†
De 40 ans à moins de 45 ans	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	1	1,9	756	†	†	†
De 45 ans à moins de 50 ans	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	-	-	-	†	†	†
De 50 ans à moins de 55 ans	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	1	3,6	878	†	†	†
55 ans et plus	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	1	6,3	828	†	†	†
Délinquantes autochtones (N = 162)	1 868	44	27,2	806	11	6,8	240	20	12,6	334	35	22,0	706	38	25,2	721
Moins de 25 ans	2 158	10	30,3	609	†	†	†	5	15,2	278	9	27,3	395	8	25,0	369
De 25 ans à moins de 30 ans	1 105	16	48,5	687	5	15,2	240	10	30,3	366	13	39,4	667	15	50,0	667
De 30 ans à moins de 35 ans	1 096	10	33,3	819	-	-	-	†	†	†	8	28,6	763	9	33,3	790
De 35 ans à moins de 40 ans	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	1	4,6	880	†	†	†
De 40 ans à moins de 45 ans	1 991	5	26,3	969	†	†	†	†	†	†	†	†	†	5	27,8	969
De 45 ans à moins de 50 ans	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 50 ans à moins de 55 ans	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
55 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et le premier des événements suivants : la réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction avec violence, le début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt, une condamnation pour une infraction consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou la collecte de données effectuée le 22 décembre 2017. Pour les délinquants ayant fait l'objet d'une révocation sans infraction ou à la suite d'une infraction sans violence, la période entre la réincarcération et la DEM a été soustraite de la période de suivi. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la première récidive avec violence (réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction avec violence, début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt ou condamnation consignée dans le CIPC). La période entre une révocation sans infraction ou à la suite d'une infraction sans violence et la DEM a été soustraite de la période de suivi.

## Résultats par groupe ethnique autodéclaré

Lorsque la taille du groupe était suffisante, les taux de récidive ont été comparés entre les plus grands groupes ethniques autodéclarés au SCC. Les taux étaient trop bas pour les délinquantes dans certaines catégories. Les tableaux 19 et 20 montrent la variabilité des taux de récidive et de récidive avec violence de ces groupes. Les délinquants de l'Asie du Sud-Est affichent les taux de récidive les plus faibles, et les délinquants autochtones affichent les taux les plus élevés. Les taux de récidive des délinquants noirs se situent entre ceux des délinquants blancs et des délinquants de l'Asie du Sud-Est. Une tendance semblable s'observe en ce qui concerne les taux de récidive avec violence par groupe. Chez les délinquants autochtones de sexe masculin, les taux de récidive et de récidive avec violence sont légèrement plus élevés pour les délinquants issus des Premières Nations que pour les délinquants métis. Chez les délinquantes autochtones, cette tendance est inversée. Le taux de récidive avec violence sur cinq ans pour les hommes des Premières Nations s'établit à plus de 45 %. Les résultats par groupe ethnique, selon les données du SGD avant et après l'expiration du mandat et selon les dossiers du CIPC après l'expiration du mandat, ont montré la même tendance en fonction de l'identité ethnique. Ces résultats figurent dans les tableaux B10-13 à l'annexe B.

Comme la relation entre l'âge et la criminalité est forte, nous avons mené une analyse de régression pour déterminer si l'âge relativement jeune des délinquants autochtones expliquerait leurs taux de récidive élevés (voir les tableaux B14 et B15 à l'annexe B). Les résultats ont révélé que l'âge au moment de la mise en liberté expliquait partiellement, mais faiblement, l'association entre le statut d'Autochtone et les révocations à la suite d'une infraction. Compte tenu de l'âge, les délinquants autochtones de sexe masculin ont continué d'être presque deux fois plus susceptibles de faire l'objet d'une révocation à la suite d'une infraction, comparativement aux délinquants non autochtones de sexe masculin, et les délinquantes autochtones étaient aussi de 1,5 à 3 fois plus susceptibles de faire l'objet d'une révocation pour une infraction que les délinquantes non autochtones. Par conséquent, il est possible de conclure que le jeune âge au moment de la mise en liberté des délinquants autochtones (âge médian de 32 ans pour les délinquants autochtones de sexe masculin, de 36 ans pour les délinquants non autochtones de sexe masculin, de 31 ans pour les délinquantes autochtones et de 36 ans pour les délinquantes non autochtones) a contribué minimalement aux taux plus élevés de révocation à la suite d'une infraction observés chez les délinquants autochtones.

Tableau 19

Taux de récidive après la libération, par groupe ethnique (dossiers du SGD et du CIPC combinés)

	Toute récidive (N = 8 324)			1 an (N = 8 278)			2 ans (N = 8 202)			3 ans (N = 8 141)			5 ans (N = 7 724)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	1 871	4 264	51,2	604	1 473	17,8	140	2 365	28,8	278	2 978	36,6	386	3 444	44,6	543
Non-Autochtones	2 129	3 155	44,8	643	1 012	14,5	149	1 692	24,4	295	2 143	31,1	407	2 529	38,4	566
Blancs	2 097	2 679	47,6	621	900	16,1	148	1 473	26,6	290	1 845	33,5	394	2 138	40,8	557
Noirs	2 156	281	41,0	856	63	9,2	152	127	18,7	368	173	25,4	453	238	36,0	741
Asiatiques du Sud-Est	2 299	34	22,7	932	6	4,0	164	10	6,7	331	20	13,4	742	27	19,0	786
Autochtones	958	1 270	69,5	530	504	27,3	110	755	41,4	238	940	51,9	347	1 041	61,9	481
Premières Nations	928	898	70,0	533	353	27,7	119	531	42,1	244	666	53,3	354	728	63,0	479
Métis	1 006	329	67,1	521	136	27,8	106	197	40,9	214	240	50,1	297	274	61,2	491
Inuits	1 610	43	52,4	475	15	18,3	118	27	32,9	307	34	41,5	400	39	48,8	442
Délinquants de sexe masculin	1 807	4 070	52,3	594	1 423	18,4	139	2 279	29,7	278	2 857	37,6	383	3 294	45,7	536
Non-Autochtones	2 115	3 041	45,9	632	988	15,0	149	1 644	25,2	294	2 077	32,0	402	2 442	39,5	5
Blancs	2 034	2 577	48,6	603	878	16,7	148	1 430	27,4	289	1 788	34,6	391	2 061	41,9	544
Noirs	2 135	277	43,0	841	63	9,8	152	127	19,8	368	172	26,8	453	236	37,9	728
Asiatiques du Sud-Est	2 991	34	23,6	932	6	4,2	164	10	7,0	331	20	14,0	742	27	19,9	786
Autochtones	921	1 182	69,8	521	476	28,2	106	712	42,8	235	877	53,1	343	970	63,3	473
Premières Nations	889	839	71,8	529	332	28,6	104	500	43,5	244	623	54,8	350	680	64,7	473
Métis	927	302	67,7	497	130	29,2	105	187	42,7	209	222	51,0	279	253	62,5	481
Inuits	1 610	41	52,6	489	14	18,0	125	25	32,1	307	32	41,0	411	37	48,7	475
Délinquantes	2 229	194	36,1	848	50	9,3	158	86	16,1	297	121	22,7	515	150	29,3	697
Non-Autochtones	2 299	114	27,5	921	24	5,8	106	48	11,6	350	66	16,0	545	87	21,8	713
Blanches	2 297	102	30,9	952	22	6,7	106	43	13,1	320	57	17,4	515	77	23,4	713
Noires	†	†	†	†	-	-	-	-	-	-	†	†	†	†	†	†
Asiatiques du Sud-Est	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autochtones	1 625	88	54,3	732	28	17,3	198	43	27,0	278	63	39,6	451	71	47,0	667
Premières Nations	1 600	59	51,8	706	21	18,4	213	31	27,9	240	43	38,7	451	48	46,2	674
Métisses	1 748	27	61,4	939	6	13,6	123	10	22,7	321	18	40,9	593	21	48,8	736
Inuites	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et le premier des événements suivants : la réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction, le début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt, une condamnation pour une infraction consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou la collecte de données effectuée le 22 décembre 2017. Pour les délinquants ayant fait l'objet d'une révocation sans infraction, la période entre la réincarcération et la DEM a été soustraite de la période de suivi. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la première récidive (réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction, début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt ou condamnation consignée dans le CIPC). La période entre une révocation sans infraction et la DEM a été soustraite de la période de suivi.

Tableau 20

Taux de récidive avec violence après la libération, par groupe ethnique (dossiers du SGD et du CIPC combinés)

	Toute récidive avec violence (N = 8 893)			1 an (N = 8 278)			2 ans (N = 8 202)			3 ans (N = 8 141)			5 ans (N = 7 724)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale (N = 8 278)	1 989	2 347	28,2	628	683	8,3	206	1 302	15,9	355	1 704	20,9	463	1 975	25,6	590
Non-Autochtones	2 150	1 602	22,8	659	431	6,2	206	865	12,5	370	1 115	16,2	474	1 336	20,3	605
Blancs	2 122	1 380	24,5	649	388	6,9	205	753	13,6	363	970	17,6	475	1 143	21,8	604
Noirs	2 160	141	20,6	735	28	4,1	204	70	10,3	394	93	13,7	453	125	18,9	691
Asiatiques du Sud-Est	2 311	10	6,7	771	†	†	†	†	†	†	7	4,7	725	10	7,0	771
Autochtones	1 119	816	44,0	580	266	14,4	207	475	26,0	333	634	35,0	446	697	41,4	532
Premières Nations	1 072	588	45,8	580	194	15,2	217	341	27,1	329	471	37,7	449	506	43,8	530
Métis	1 166	190	38,8	572	63	12,9	162	113	23,4	342	134	28,0	439	157	35,0	537
Inuits	1 788	38	46,3	621	9	11,0	131	21	25,6	393	29	35,4	442	34	42,5	581
Tous les délinquants de sexe masculin (N = 7 740)	1 933	2 272	29,2	620	666	8,6	205	1 269	16,6	355	1 650	21,7	460	1 914	26,5	585
Non-Autochtones	2 136	1 570	23,7	654	425	6,5	206	852	13,1	370	1 095	16,9	471	1 312	21,2	602
Blancs	2 105	1 350	25,5	647	382	7,3	206	740	14,2	362	951	18,4	474	1 120	22,8	602
Noirs	2 142	140	21,7	728	28	4,4	204	70	10,9	394	93	14,5	453	125	20,1	691
Asiatiques du Sud-Est	2 311	10	6,9	771	†	†	†	†	†	†	7	4,9	725	10	7,4	771
Autochtones	1 070	772	45,6	571	255	15,1	205	455	27,3	333	599	36,3	443	659	43,0	529
Premières Nations	1 034	556	47,6	574	184	15,8	213	325	28,3	331	445	39,1	446	478	45,5	529
Métis	1 131	180	40,4	535	63	14,1	162	111	25,3	339	127	29,2	397	149	36,8	516
Inuits	1 788	36	46,2	661	8	10,3	155	19	24,4	393	27	34,6	475	32	42,1	621
Délinquantes (N = 538)	2 252	75	13,9	827	17	3,2	232	33	6,2	342	54	10,2	677	61	11,9	718
Non-Autochtones	2 307	32	7,7	943	6	1,5	135	13	3,2	380	20	4,9	667	24	6,0	737
Blanches	2 299	30	9,1	853	6	1,8	135	13	4,0	380	19	5,8	646	23	7,3	718
Noires	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Asiatiques du Sud-Est	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Autochtones	1 868	44	27,2	806	11	6,8	240	20	12,6	334	35	22,0	706	38	25,2	721
Premières Nations	1 769	32	28,1	759	10	8,8	259	16	14,4	315	26	23,4	687	28	26,9	710
Métisses	2 022	10	22,7	972	-	-	-	†	†	†	7	15,9	880	8	18,6	904
Inuites	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et le premier des événements suivants : la réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction avec violence, le début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt, une condamnation pour une infraction consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou la collecte de données effectuée le 22 décembre 2017. Pour les délinquants ayant fait l'objet d'une révocation sans infraction ou à la suite d'une infraction sans violence, la période entre la réincarcération et la DEM a été soustraite de la période de suivi. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la première récidive avec violence (réincarcération en raison d'une révocation à la suite d'une infraction avec violence, début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt ou condamnation consignée dans le CIPC). La période entre une révocation sans infraction ou à la suite d'une infraction sans violence et la DEM a été soustraite de la période de suivi.

## Résultats par citoyenneté

Bien que la vaste majorité des délinquants sous responsabilité du SCC aient la citoyenneté canadienne ou une double citoyenneté, dans les cohortes de délinquants mis en liberté de 2007-2008 à 2011-2012, 953 délinquants n'ayant pas la citoyenneté canadienne ont bénéficié d'une mise en liberté sous surveillance dans la collectivité pendant au moins 30 jours. Le tableau 21 montre les taux de récidive des délinquants ayant la citoyenneté canadienne, comparativement à ceux des non-Canadiens. Compte tenu du faible nombre de délinquants n'ayant pas la citoyenneté canadienne, les résultats ne sont pas répartis selon le sexe (120 des 129 délinquants non canadiens qui ont été réincarcérés étaient des hommes). Le tableau combine les résultats pour la période pendant laquelle les délinquants étaient sous responsabilité fédérale, ainsi que les taux de nouvelle condamnation après la DEM, en fonction des nouveaux mandats de dépôt et des dossiers du CIPC. Pendant qu'ils étaient sous surveillance fédérale, les non-citoyens ont affiché des taux de récidive de 4 %, soit des taux plus faibles que ceux des Canadiens. Les taux de récidive après l'expiration du mandat demeurent considérablement plus faibles chez les non-citoyens.

Tableau 21

Taux de révocation selon la citoyenneté canadienne, d'après les dossiers du CIPC et du SGD (N = 21 911)

	Tous les délinquants				Canadiens ou double citoyenneté				Non-Canadiens			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Toute réincarcération	311	10 136	46,3	176	306	10 007	47,8	175	484	129	13,5	184
Révocation à la suite d'une infraction		2 763	12,6	100		2 725	13,0	100		38	4,0	163
Révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide		507	2,3	99		504	2,4	99		†	†	†
Révocation pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1		32	0,2	170		32	.02	170		†	†	†
Toute infraction consignée dans le CIPC	1 552	3 879	46,0	502	1 519	3 830	47,4	500	1 911	49	13,4	790
(N = 8 439)												
Infraction consignée dans le CIPC – 1 an		1 506	17,9	172		1 490	18,5	172		16	4,4	192
(N = 8 418)												
Infraction consignée dans le CIPC – 2 ans		2 450	29,3	287		2 427	30,4	286		23	6,4	295
(N = 8 352)												
Infraction consignée dans le CIPC – 3 ans		2 958	36,2	364		2 927	37,4	364		31	8,9	361
(N = 8 171)												
Infraction consignée dans le CIPC – 5 ans		2 955	47,6	432		2 917	48,9	432		38	15,1	577
(N = 6 213)												

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation, l'expiration du mandat, le décès, l'expulsion ou le 25 février 2018. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation.

## Analyse

Les mesures de la récidive, dont la définition varie d'un endroit à l'autre, constituent un indicateur clé de l'efficacité d'un organisme correctionnel à promouvoir la sécurité publique. Connaître les taux de récidive des délinquants lorsque ceux-ci sont sous la responsabilité directe d'un organisme est essentiel à la planification et à l'évaluation des services de cet organisme, mais une mesure à long terme des taux de récidive après la libération fournit une indication de l'efficacité durable des sanctions et des programmes au fil du temps. Le public est particulièrement préoccupé par la récidive violente et sexuelle; des taux élevés à cet égard indiquent que les interventions et les sanctions ne réussissent pas à réduire la récidive grave.

L'étude actuelle a permis d'examiner les taux de récidive sur plusieurs périodes, en fonction de multiples champs d'enquête, y compris les suivants : taux de réincarcération dans un établissement fédéral, taux de réincarcération dans un établissement fédéral à la suite d'une infraction (nouveaux mandats de dépôt) et taux de réincarcération dans un établissement fédéral à la suite d'une nouvelle infraction avec violence ou de nature sexuelle. L'analyse a également permis d'examiner les taux de récidive en fonction des nouvelles condamnations consignées dans les dossiers du CIPC, lesquels, combinés aux taux de récidive selon les données du SGD, ont fourni la récidive globale ayant entraîné de nouvelles condamnations et une sanction du système de justice pénale. Ces résultats ont été présentés par sexe, groupe ethnique autodéclaré, âge, catégorie d'infraction répertoriée, catégorie de récidive et région de mise en liberté. Une analyse supplémentaire a porté sur les taux de nouvelle condamnation et de réincarcération dans un établissement fédéral des délinquants canadiens ou non canadiens et la comparaison de la gravité de la nouvelle infraction par rapport à celle de l'infraction répertoriée. L'étude constitue l'examen le plus complet des taux de récidive chez les délinquants canadiens sous responsabilité fédérale et la première étude de la sorte menée au cours des 16 dernières années.

**Taux globaux de récidive et de récidive avec violence.** Après une période de suivi de deux ans suivant la libération, les taux globaux de nouvelle condamnation pour tous les délinquants sous responsabilité fédérale dans la dernière cohorte de 2011-2012 étaient de 23 %; le taux pour les hommes était de 24 % et celui pour les femmes était de 12 %. Les taux de récidive pour les délinquants autochtones étaient supérieurs – 38 % pour les hommes et 20 % pour les femmes. Plus la période de suivi est longue, plus les taux de récidive sont élevés; plus de

38 % des délinquants sous responsabilité fédérale ont récidivé dans les cinq ans suivant leur libération et, pour les délinquants autochtones de sexe masculin, ce taux a augmenté à plus de 60 %.

Dans l'étude précédente sur les taux de récidive des délinquants sous responsabilité fédérale mis en liberté en 1996-1997 (Bonta et coll., 2003), on a constaté des taux de récidive générale considérablement supérieurs et un taux de récidive avec violence légèrement supérieur, en fonction d'une période de suivi comparable et d'une définition semblable de « nouvelle condamnation ». Les auteurs ont déclaré un taux global de nouvelle condamnation pour la dernière cohorte (1996-1997) de 41 % et un taux de 53 % pour l'ensemble des délinquants autochtones. Le taux de récidive sur deux ans pour toutes les délinquantes de la cohorte était de 16 % (les auteurs n'ont pas réparti les taux pour les délinquantes en fonction du statut d'Autochtone). Le taux de nouvelle condamnation sur deux ans des délinquants sous responsabilité fédérale fourni dans cette étude se situe dans la fourchette inférieure des taux de récidive cités dans un examen systématique récent des études internationales sur la récidive criminelle. Avertissant les lecteurs que les diverses définitions et méthodes pouvaient avoir une incidence sur les estimations, les auteurs ont signalé que le taux de nouvelle condamnation sur deux ans allait de 20 % à 63 % (Yukhnenko et coll., 2019).

La crainte de la récidive avec violence a mené à l'adoption de politiques de « répression du crime » et a contribué, particulièrement aux États-Unis, à des taux élevés d'incarcération. Cependant, on constate règle générale un vaste écart entre la perception du public à l'égard du taux de récidive violente et sexuelle des délinquants et les taux réels (Jackson, 2011). Les taux de récidive avec violence sur deux ans dans l'étude de 2003 étaient grandement inférieurs aux taux de récidive générale, allant de 13 % à 14 % pour les trois cohortes dans l'ensemble de l'échantillon; pour les délinquantes, les taux allaient de 6,7 % à 7,4 % et le taux global de récidive avec violence des délinquants autochtones était d'environ 20 %. Dans l'étude actuelle, les taux de récidive avec violence étaient aussi inférieurs aux taux de récidive générale et avaient diminué depuis la période de l'étude de 2003. Pour la cohorte de délinquants mis en liberté en 2011-2012, dans les deux ans ayant suivi leur libération, le taux global de récidive avec violence était de 12 % : 13 % pour les hommes et 5 % pour les femmes. Selon une analyse des dossiers du CIPC, 58 % des nouvelles infractions avec violence étaient des voies de fait, dont plus de la moitié étaient des voies de fait simples de niveau 1.

Notre étude actuelle semble fournir une indication encourageante selon laquelle la récidive des délinquants sous responsabilité fédérale diminue au fil du temps. De manière générale, nous constatons dans l'étude actuelle que chaque cohorte de délinquants mis en liberté affiche des taux de récidive plus faibles que ceux de la cohorte précédente. De nombreux facteurs pourraient expliquer la réduction des taux de récidive, notamment des interventions efficaces qui ciblent les facteurs criminogènes et le fait d'assurer une surveillance et un soutien appropriés. Mais les caractéristiques démographiques d'une population ont également une incidence sur les taux de récidive. Par exemple, on peut s'attendre à ce qu'un grand nombre de délinquants au sein d'une population, en particulier la proportion de jeunes hommes, le groupe le plus susceptible de mener des activités criminelles, contribue à des taux de criminalité élevés. Les tendances au chapitre de la consommation de drogues illicites, comme on l'a vu dans les premières années de la crise du crack dans les années 1990, les politiques de « guerre contre la drogue », le ralentissement économique et la proportion de la population devant composer avec des désavantages sociaux importants sont autant d'éléments ayant une incidence à cet égard. Toutes les estimations de la récidive dans l'étude actuelle et l'étude précédente portant sur les délinquants sous responsabilité fédérale (Bonta et coll., 2003) étaient supérieures pour les délinquants autochtones. Cependant, ce groupe fait aussi partie du segment de la population fédérale qui est plus jeune (âge médian au moment de la mise en liberté de 32 ans, comparativement à 36 ans pour les délinquants non autochtones de sexe masculin, à 31 ans pour les délinquantes autochtones et à 36 ans pour les délinquantes non autochtones), qui a des taux plus élevés de troubles de toxicomanie (Beaudette et Stewart, 2016) et qui obtient des résultats beaucoup plus élevés aux diverses mesures des désavantages sociaux, comme la violence faite aux enfants, la pauvreté, le chômage et le fait d'être témoin de violence familiale (Stewart et coll., 2017). Les taux de récidive pour les autres groupes ethniques (Noirs et Asiatiques du Sud-Est) étaient plus faibles que ceux des Autochtones et des Blancs, bien que les différences s'atténuent entre les résultats des délinquants noirs et blancs en fonction de la période de suivi de cinq ans. Nous soulignons que les groupes ethniques, bien qu'ils aient été déclarés par les délinquants eux-mêmes, reflètent une grande hétérogénéité. Nous sommes toutefois d'avis qu'il est important d'établir les différences dans les taux de récidive de base en fonction des tendances, ce qui assurerait des interventions adaptées, du moins de manière générale.

**Taux de récidive par sexe.** Des études sur le comportement criminel ont souligné une bien plus faible participation des femmes aux activités criminelles (Statistique Canada, 2011). Au Canada, par exemple, Statistique Canada a estimé que moins du quart des crimes commis l'étaient par des délinquantes (Savage, 2019). Cet écart entre les hommes et les femmes se creuse encore plus pour ce qui est des infractions avec violence et des infractions graves (Mallicoat, 2019). Les recherches révèlent également des taux de récidive entraînant des démêlés avec le système de justice pénale plus faibles pour les femmes, comparativement aux hommes (Bonta et coll., 2003; Motiuk et Vuong, 2018). En fait, les taux de récidive de base inférieurs pour les délinquantes ont été cités comme un obstacle à la recherche sur les répercussions des interventions en raison de la diminution connexe de l'efficacité statistique. Dans le cadre de nos analyses, nous avons confirmé que les taux de récidive des femmes avant et après l'expiration du mandat étaient plus faibles que ceux des hommes et que les femmes étaient aussi moins susceptibles que les hommes de récidiver en commettant une infraction avec violence. Toutefois, la récidive chez les femmes au cours de la période de suivi de cinq ans a augmenté à 22 % de façon générale et à 38 % pour les délinquantes autochtones, soit un taux supérieur à celui des délinquants non autochtones de sexe masculin. Cela laisse entendre que la recherche sur les délinquantes pourrait nécessiter une période de suivi plus longue afin de déterminer les répercussions des politiques et des programmes de justice pénale ou que ces études devront reposer sur les réincarcérations pour mesurer les résultats, ce qui représente une solution de rechange moins adéquate.

**Taux de récidive selon l'âge.** La courbe de la criminalité selon l'âge est l'une des mesures les mieux établies dans la recherche criminologique et semble demeurer invariable selon la culture, le sexe et l'époque (Farrington, 1986; Hirschi et Gottfredson, 1983). D'après la littérature, la participation aux activités criminelles est à son plus fort chez les jeunes hommes âgés de 15 à 19 ans et diminue rapidement par la suite. Les résultats de la présente étude sur les délinquants purgeant une peine de ressort fédéral ont révélé une tendance similaire, quoique nous n'ayons suivi que des délinquants âgés de 18 ans et plus. Dans tout l'échantillon, les taux de récidive les plus élevés ont été observés chez les délinquants âgés de moins de 25 ans et les taux les plus faibles, chez les délinquants âgés de 55 et plus. Par exemple, le taux de récidive dans les deux ans suivant la libération pour les délinquants sous responsabilité fédérale âgés de moins de 25 ans était plus de six fois supérieur à celui des délinquants âgés de 55 et plus. Ce déclin de la

criminalité selon l'âge commence plus tôt pour les délinquantes. La tendance globale s'applique dans tous les groupes de délinquants examinés dans le cadre de l'étude. Comme le nombre de délinquants dans la cohorte a une incidence sur les taux de criminalité, nous nous attendrions à une augmentation de ces taux parmi les groupes de délinquants ayant un âge médian inférieur. C'est en fait ce que nous avons constaté pour les délinquants et délinquantes autochtones dans la population de délinquants sous responsabilité fédérale; les taux de récidive sont supérieurs dans ce groupe, où l'âge médian au moment de la mise en liberté est inférieur. Une analyse de régression a démontré que, même s'il y a une importante interaction entre l'âge et le statut d'Autochtone, le jeune âge n'explique pas totalement la différence dans les taux de récidive entre les délinquants autochtones et non autochtones.

**Taux de récidive par région.** L'analyse des taux de récidive par région de mise en liberté a montré une grande variabilité entre les régions. Au cours de la période pendant laquelle les délinquants étaient visés par un mandat, la région des Prairies a enregistré les taux les plus élevés de réincarcération dans un établissement fédéral à la suite d'une infraction, et les régions de l'Ontario et du Québec ont affiché les taux les plus bas. Après la DEM, la région du Pacifique a enregistré les taux les plus élevés de réincarcération dans un établissement fédéral en vertu d'un nouveau mandat de dépôt fédéral pour toutes les périodes de suivi (un, deux, trois et cinq ans). Selon les dossiers du CIPC, après l'expiration du mandat, les taux de récidive de tout type étaient les plus bas dans la région du Québec et les plus hauts dans la région des Prairies. Dans l'ensemble, d'après les résultats, la région des Prairies présente les taux de récidive les plus élevés, mais la région du Pacifique a les taux de récidive grave les plus élevés, mesurés en fonction des nouveaux mandats de dépôt. Il faudrait examiner les facteurs qui contribuent à ces résultats constants pour déterminer si la variabilité entre les régions au chapitre des politiques correctionnelles, des programmes et des pratiques de gestion des cas accentue ces différences ou si celles-ci s'expliquent mieux par la variabilité des données démographiques et de l'accessibilité aux mesures de soutien et aux programmes sociaux dans chaque région. Il importe de souligner que, selon Statistique Canada, en 2017, le taux de criminalité par 100 000 habitants en Colombie-Britannique était environ deux fois supérieur à celui de l'Ontario et du Québec (7 416 comparativement à 3 359 et 3 803, respectivement). Le taux de crimes violents en 2017 en Colombie-Britannique était aussi supérieur à celui du Québec et de l'Ontario (Statistique Canada, s.d.).

**Taux de récidive selon l'infraction répertoriée.** De manière générale, la recherche indique que les délinquants, en particulier les jeunes, mènent des activités criminelles diversifiées (Gottfredson et Hirschi, 1990) au cours de leur carrière criminelle. Néanmoins, il existe des tendances au chapitre de la récidive propres à une infraction répertoriée. Habituellement, la littérature fait part de taux de récidive plus faibles pour les personnes ayant commis des infractions sexuelles (Hanson et Bussiere, 1998) et de taux de récidive élevés chez les délinquants ayant commis des infractions acquisitives (Stewart et Usher, 2017). L'analyse des taux de récidive par infraction répertoriée menée dans le cadre de la présente étude a permis de conclure que les délinquants dont l'infraction répertoriée était une infraction contre les biens affichaient les taux de récidive les plus élevés, suivis des délinquants dont l'infraction répertoriée était un vol qualifié et des voies de fait. Ceux ayant commis un homicide, une infraction sexuelle et une infraction liée à la drogue présentaient les taux de récidive les plus bas. Même si la nouvelle infraction n'appartenait pas toujours à la même catégorie que l'infraction répertoriée, les délinquants étaient plus susceptibles de commettre un autre crime dans la même catégorie que leur infraction répertoriée, par rapport aux autres catégories d'infractions répertoriées. Par exemple, les délinquants sexuels étaient plus susceptibles que ceux ayant commis d'autres infractions répertoriées de commettre une nouvelle infraction sexuelle; les délinquants ayant commis une infraction répertoriée avec violence (sauf un homicide) étaient plus susceptibles de commettre une autre infraction avec violence que ceux dont l'infraction répertoriée était une infraction sans violence. Le vol qualifié correspondait à la catégorie d'infraction ayant les plus hauts taux de récidive avec violence pour les délinquants autochtones et non autochtones.

**Taux de réincarcération dans un établissement fédéral selon la citoyenneté.** Nous avons évalué les différences dans les taux de récidive entre les personnes ayant la citoyenneté canadienne et les non-Canadiens pendant la période où les deux groupes étaient sous surveillance fédérale et également par l'entremise des dossiers du CIPC. Les résultats devraient être interprétés avec prudence étant donné que les taux de récidive pour les non-citoyens pourraient avoir été supprimés en raison d'une déclaration non fiable des expulsions. Néanmoins, nous pouvons souligner que, pendant la période où les délinquants étaient sous responsabilité fédérale, 38 des 950 (4 %) non-citoyens dans la cohorte avaient récidivé, un taux beaucoup plus faible que celui des citoyens canadiens.

## Mesure de la récidive

Un certain nombre de décisions doivent être prises au moment de mener une recherche sur les estimations de la récidive. Les résultats présentés dans l'étude actuelle ont montré que les taux de récidive, mesurés d'après les données du SGD sur les réincarcérations dans un établissement fédéral, étaient beaucoup plus faibles que ceux fondés sur les dossiers combinés du SGD et du CIPC. En outre, les organismes de la justice pénale à l'échelle internationale ne s'entendent pas pour savoir si certains crimes, comme les infractions liées à la conduite et à l'administration de la justice, devraient être inclus dans les taux de récidive globaux. Nombre des nouvelles infractions consignées dans le CIPC correspondaient à des crimes non violents, généralement moins graves. L'élimination de ces infractions lorsqu'il s'agit de la seule infraction pour laquelle un délinquant a obtenu une nouvelle condamnation réduirait le taux de base global. La mesure de cette réduction varierait pour chaque période de suivi examinée. Les discussions ultérieures concernant la méthode de déclaration des taux de récidive devront tenir compte d'un calcul fondé sur des estimations lorsque ces infractions moins graves sont omises (p. ex. un taux rajusté) et d'un autre calcul lorsqu'elles sont incluses.

Nous avons constaté que l'ajout des données du CIPC contribuait considérablement aux estimations de la récidive. Pour toute la période à l'étude, le CIPC a permis d'ajouter une proportion de 23,0 % à l'estimation de la récidive fondée sur les données du SGD concernant les révocations à la suite d'une infraction. Nous avons également constaté que, pour les nouveaux mandats de dépôt, les données figuraient presque toutes (>99 %) dans le CIPC, confirmant la méthode de consignation de ces infractions dans le SGD et l'exactitude du codage des dossiers du CIPC.

Certains chercheurs ont observé que la majorité des nouvelles infractions étaient commises dans les deux ans suivant la libération (Putkonen et coll., 2003), et d'autres ont remis en question l'utilité des périodes de suivi plus longues (Gobeil et Robeson-Barrett, 2007). Cependant, les résultats de l'étude actuelle indiquent que les périodes de suivi plus longues entraînent généralement des taux de récidive supérieurs et que la nature des trajectoires peut varier selon le groupe de délinquants et le groupe d'âge. Une analyse longitudinale à long terme pourrait donc permettre d'obtenir des renseignements supplémentaires importants quant aux tendances en matière de récidive. Nous constatons, par exemple, que le taux de récidive des délinquants sous responsabilité fédérale est presque le double entre la période de suivi d'un an et

la période de cinq ans. Des tendances semblables s'observent lorsque nous analysons la récidive en fonction des données du SGD.

Les diverses analyses menées soulignent le besoin de clarifier exactement ce qui est mesuré lorsqu'une statistique sur la récidive est citée. Un chercheur a noté que les taux fournis par un organisme peuvent varier à un tel point qu'on pourrait l'accuser d'avoir simplement choisi un chiffre au hasard (Andersen et Skardhamar, 2014). Par exemple, au SCC, les taux de récidive globaux vont de 4 % (récidive après un an ayant mené à un nouveau mandat de dépôt) à presque 38 %, selon la période de suivi de cinq ans qui combine les dossiers du SGD et du CIPC. Les deux statistiques fournissent des renseignements utiles, mais les calculs effectués pour arriver à l'estimation doivent être transparents.

La récidive représente un critère rigoureux de l'efficacité d'un organisme. La mesure ne tient pas compte d'indicateurs plus subtils selon lesquels les délinquants peuvent réduire le nombre et la gravité de leurs activités criminelles. Par exemple, les délinquants peuvent vivre une période sans criminalité plus longue avant la récidive que celle qu'ils auraient pu avoir sans la surveillance et les programmes assurés par l'organisme; la tendance relative à la renonciation au crime (le résultat visé pour tous les délinquants) pourrait avoir été accélérée, raccourcissant la période pendant laquelle les délinquants mènent des activités criminelles et continuent de compromettre la sécurité publique. En outre, parmi les délinquants qui ont récidivé, leur nouveau crime pourrait être moins grave que leur infraction antérieure. C'est ce que nous avons en fait constaté lorsque nous avons analysé la gravité de la récidive pour les délinquants réincarcérés dans un établissement fédéral, comparativement à la gravité de leur infraction répertoriée. La majorité des délinquants (61 %) qui avaient récidivé alors qu'ils étaient visés par un mandat avaient obtenu une cote de l'IGC inférieure à celle attribuée à leur infraction répertoriée. Le déclin le plus marqué quant à la gravité des crimes a été observé chez les délinquants autochtones de sexe masculin.

### **Limites/Considérations**

L'exactitude des résultats fondés sur des données administratives repose sur la fiabilité de la source de ces données. Dans le cadre de la présente étude, nous croyons que la combinaison des données sur la récidive du SGD et des données du CIPC consignées après la DEM a permis d'obtenir les estimations les plus exactes, puisque les données du CIPC ne sont saisies de façon

fiable dans le système que jusqu'à six mois après une nouvelle condamnation. Mais les taux de nouvelle condamnation ne représentent que l'une des mesures de la récidive; ils ne reflètent pas la prévalence réelle de la criminalité, puisque la plupart des comportements criminels ne mènent pas à une arrestation ou à une sanction.

Les organismes n'incluent pas tous également les délits mineurs, les amendes, les infractions routières et d'autres crimes ayant peu de répercussions dans le calcul de la récidive générale. Dans la présente étude, ces infractions ont été incluses dans la catégorie « autre infraction sans violence » lorsqu'il s'agissait de la seule nouvelle infraction. Cette décision a fait gonfler les estimations globales. Les calculs ultérieurs pourraient tenir compte du taux global et du taux rajusté, qui élimine certains des crimes de la catégorie « autre infraction sans violence ».

Nous avons tenu compte de l'intervalle d'exposition au risque après la première mise en liberté, d'après les données sur les résultats du SGD, en éliminant toute période pendant laquelle les délinquants étaient incarcérés dans un établissement fédéral en raison d'une révocation sans infraction, mais nous ne pouvions pas savoir si les délinquants n'étaient plus exposés au risque en raison d'une hospitalisation ou d'un placement dans un établissement autre qu'un établissement faisant partie du système de justice pénale.

Il s'agissait d'une étude descriptive des taux de récidive actuels qui ne portait pas sur les motifs possibles des changements observés au fil du temps. D'autres recherches pourraient nous aider à comprendre les facteurs à l'origine des améliorations mesurées. Par exemple, les changements du profil de la population, les changements apportés aux lois et aux programmes de déjudiciarisation, l'amélioration des programmes sociaux, ainsi que des interventions et des politiques correctionnelles efficaces, peuvent tous avoir eu une incidence.

Enfin, le codage des dossiers du CIPC est une procédure excessivement exigeante en main-d'œuvre qui permet de tenir compte du manque d'études fournissant de telles données importantes. Le présent rapport constitue une des étapes en vue de respecter la recommandation du vérificateur général selon laquelle nous devons fournir les taux de récidive des délinquants sous responsabilité fédérale, mais, à long terme, il sera nécessaire de trouver une manière plus efficace d'intégrer les sanctions provinciales et territoriales à la production d'estimations continues des taux de récidive à l'échelle fédérale.

## **Conclusions**

Une mesure normalisée de la récidive fournit des données de référence pour mesurer l'efficacité d'un organisme à contribuer à la réduction de la criminalité au fil du temps. Une entente entre les organismes concernant les mesures clés de la récidive permettrait d'examiner les facteurs expliquant les différences au chapitre de la récidive qui découlent de la variabilité démographique et, surtout, des politiques et des interventions qui pourraient être adoptées de façon plus générale, favorisant des politiques en matière de justice correctionnelle fondées sur des données probantes. Auparavant, des observateurs ont souligné que, bien qu'il soit utile de déterminer les taux de récidive, ce qui permet de connaître le pourcentage de délinquants pour lesquels les interventions et les sanctions ont échoué, la collecte systématique de mesures normalisées de résultats positifs, comme les indicateurs de la réinsertion sociale (p. ex. retour au travail ou aux études, bénévolat, indicateurs de la santé, etc.), devrait également être considérée comme une mesure importante pour déterminer l'efficacité des politiques de justice pénale. Le SCC et Sécurité publique ont été chargés de collaborer avec Statistique Canada pour explorer des mesures plus vastes de la réinsertion sociale des délinquants (y compris les résultats liés à l'emploi, au revenu et à la santé) par l'entremise de l'environnement de couplage de données de Statistique Canada.

## Bibliographie

- Andersen, S.N. et Skardhamar, T. (2014). *Pick a number: Mapping recidivism measures and their consequences*. Oslo, Norvège : Statistics Norway.
- Australian Government Productivity Commission. (2018). *Report on Government Services 2018: Justice*. Consulté à l'adresse suivante : <https://www.pc.gov.au/research/ongoing/report-on-government-services/2018/justice>
- Babiyak, C., Campbell, A., Evra, R. et Franklin, S. (2013). *Mise à jour des poids de l'Indice de gravité de la criminalité déclarée par la police - améliorations apportées à la méthodologie*. Statistique Canada, n° de catalogue HSMD-2013-005E/F.
- Beaudette, J. et Stewart, L. (2016). Prevalence of mental health disorders among incoming federal offenders. *Canadian Journal of Psychiatry*, 1-9. doi : 10.1177/0706743716639929
- Bonta, J., Ruge, T. et Dauvergne, M. (2003). *Le taux de nouvelles condamnations des délinquants sous responsabilité fédérale 2003-02*. Ottawa, Ontario : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- Dunrose, M.R., Cooper, A.D. et Synder, H.N. (2014). *Recidivism of prisoners released in 30 States in 2005: Patterns from 2005 to 2010*. Département de la Justice des États-Unis : Bureau of Justice Statistics.
- Farrington, D.P. (1986). Age and crime, *Crime and Justice*, 7, p. 189-250.
- Fazel, S. et Wolf, A. (2015). A systematic review of criminal recidivism rates worldwide: Current difficulties and recommendations for best practice. *PLoS ONE*, 10(6) : e0130390. doi :10.1371/journal.pone.0130390
- Gobeil, R. et Robeson-Barrett, M. (2008). *Taux de récidive des délinquantes*. (Rapport de recherche R-192). Ottawa, Ontario : Service correctionnel du Canada.
- Gottfredson, M.R. et Hirschi, T. (1990). *A general theory of crime*. Stanford University Press.
- Harris, P.W., Lockwood, B. et Mengers, L. (2009). *Defining and measuring recidivism*. Livre blanc du CJCA. Accessible en ligne : <http://www.cjca.net>
- Hanson, R.K. et Bussiere, M.T. (1998). Predicting relapse: a meta-analysis of sexual offender recidivism studies. *Consulting and Clinical Psychology*, 66(2), p. 348-62.
- Hirschi T. et Gottfredson, M.R. (1983). Age and the explanation of crime. *American Journal of Sociology*, 89(3), p. 552-584.
- Jackson, J. (2011). Revisiting risk sensitivity in the fear of crime, *Journal of Research in Crime and Delinquency*, 48(4), p. 513-537.
- Mallicoat, S.L. (2019). *Women, gender and crime*. Sage Publications, Inc.

- Markman, J.A., Durose, M.R. et Rantala, R.R. (2016). *Recidivism of offenders placed on federal community supervision in 2005: Patterns from 2005 to 2010*. Washington, D.C. : Bureau of Justice Statistics.
- Ministère de la Justice. (2017). *Guide to proven reoffending statistics*. Londres, Angleterre : ministère de la Justice.
- Motiuk, L. et Vuong, B. (2018). *Élaboration et validation d'un Indice du risque criminel (IRC) pour les délinquants sous responsabilité fédérale au Canada* (rapport de recherche R-403). Ottawa, Ontario : Service correctionnel du Canada.
- Nadesu, A. (2008). *Reconviction patterns of released prisoners: A 48-months follow-up analysis*. Wellington, Nouvelle-Zélande : Policy, Strategy and Research, Department of Corrections.
- Bureau du vérificateur général (2018). *Rapport 6 — La surveillance dans la collectivité — Service correctionnel Canada*. Bureau du vérificateur général du Canada, Ottawa, ON. Consulté à l'adresse suivante : [http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/att\\_f\\_43231.html](http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/att_f_43231.html)
- Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels de l'Ontario (2018). *Les taux de récidive (nouvelle condamnation) en Ontario*. Consulté à l'adresse suivante : [https://www.mcscs.jus.gov.on.ca/french/Servicescorrectionnels/Lestauxder%C3%A9cidive\\_fr.html](https://www.mcscs.jus.gov.on.ca/french/Servicescorrectionnels/Lestauxder%C3%A9cidive_fr.html)
- Payne, J. (2007). *Recidivism in Australia: Findings and future research*. Canberra : Australian Institute of Criminology.
- Saris, P.B., Breyer, C.R., Friedrich, D.L., Barkow, R.E., Pryor, W.H. Jr., Morales, M. et Wilson Smoot, J.P. (2016). *Recidivism among federal offenders: A comprehensive overview*. Washington D.C. : United States Sentencing Commission
- Savage, L. (2019). Les contrevenantes au Canada, 2017. *Juristat*, n° de catalogue 85-002-X Centre canadien de la statistique juridique. Statistique Canada.
- Statistique Canada (s.d.). Statistiques des crimes fondés sur l'affaire, par infractions détaillées : 2017. Tableau : 35-10-0177-01. Accessible à l'adresse suivante : [https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb11/fr/tv.action?pid=3510017701&request\\_locale=fr](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb11/fr/tv.action?pid=3510017701&request_locale=fr)
- Statistique Canada (2011). *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*. (Statistique Canada, n° de catalogue 89-503-X). Ottawa, Ontario : Statistique Canada.
- Statistics Denmark (s.d.). *Documentation of statistics for recidivism 2011-2013*. Sejrødage, Danemark : Statistics Denmark. Consulté à l'adresse suivante : <https://www.dst.dk/en/Statistik/dokumentation/documentationofstatistics/recidivism>
- Stewart, L.A., Wardrop, K., Wilton, G., Thompson, J., Derkzen, D. et Motiuk, L.L. (2017). *Fiabilité et validité de l'Instrument de définition et d'analyse des facteurs dynamiques, révisé*. (Rapport de recherche R-395). Ottawa, Ontario : Service correctionnel du Canada.

- Stewart, L.A. et Usher, A.M. (2017). Effective interventions for acquisitive offenders: Reviewing the evidence base and identifying treatment targets. Dans J.L. Ireland (dir.), *The international handbook on forensic psychology in secure settings*. Taylor & Francis Books, Oxon : R.-U.
- Wartna, B.S.J., Blom, M. et Tollenaar, N. (2011). *The Dutch recidivism monitor, 4<sup>th</sup> revised edition*. La Haye, Pays-Bas : Centre de recherche et de documentation du ministère de la Sécurité et de la Justice.
- Wartna, B. et Nijssen, L. (2006). Documentatiecentrum WO-e. *National studies on recidivism: an inventory of large-scale recidivism research in 33 European Countries*. Amsterdam : ministère de la Justice, Centre de recherche et de documentation.
- Yukhnenko, D. Sridhar, S. et Fazel, S. (2019). A systematic review of criminal recidivism rates worldwide: 3-year update [version 1; referees: awaiting peer review]. *Wellcome Open Research* 2019, 4(28) (<https://doi.org/10.12688/wellcomeopenres.14970.1>)

## Annexe A

### Guide de codage pour l'étude sur la récidive

Données du SGD déjà inscrites

- NID :
- SED :
- Nom de famille :
- Prénom :
- Date de naissance :
- Date du début de la peine :
- Date de libération :
- Date de l'infraction répertoriée :
- Description de l'infraction répertoriée :
- Date du décès ou de l'expulsion (fin du codage des dossiers du CIPC) :
- Date de la première extraction des dossiers du CIPC :
- DEM (début du codage des dossiers du CIPC) :
- Document extrait du CIPC :
- Date du début de la peine en vertu d'un nouveau mandat de dépôt :

#### Confirmation de l'identité

Confirmez que le numéro SED et les noms inscrits dans le tableur de codage des dossiers du CIPC correspondent au numéro SED et aux noms qui y sont associés dans le dossier du CIPC. Les dossiers du CIPC comprendront tous les pseudonymes connus et toutes les variations du nom du délinquant. Le nom inscrit dans le tableur devrait correspondre à un de ces noms. De légères différences dans l'orthographe ou la forme (p. ex. Tim ou Timothy, Gerry ou Jerry ou Gerald, etc.) sont acceptables.

**Accessibilité des indicateurs de suivi dans le CIPC** (*cochez tous les indicateurs qui s'appliquent*)

Infraction répertoriée consignée dans le dossier du CIPC : \_\_\_\_ (*1 = oui, le type d'infraction répertoriée pour la première peine et la date correspondent aux renseignements du CIPC. Si la réponse est « oui », attribuez tout de même un code à la récidive. Si la date ou le type d'infraction ne correspond pas, décrivez en quelques mots la différence. Notez que l'infraction répertoriée pour une peine peut survenir longtemps après le début de la peine. Par conséquent, une peine de ressort fédéral accompagnée de la bonne date et une infraction équivalant à l'infraction répertoriée et étant ajoutée à la peine devraient être considérées comme une correspondance.*) Remarque : Cette information ne devrait jamais être manquante. S'il n'y a pas de dossier dans le CIPC correspondant au numéro SED, inscrivez-le.)

#### Renseignements sur la récidive

Récidiviste : (1 = oui, le délinquant a eu au moins une récidive après la DEM. O = aucune autre infraction consignée dans le CIPC.) Remarque : Cette information devrait être manquante seulement s'il n'y avait pas de dossier du CIPC associé au numéro SED.)

### **Guide de codage pour l'étude sur la récidive suite.**

Date de la première récidive après la DEM : Entrez la date de la première récidive après la DEM : \_\_\_\_\_ (JJ-MM-AAAA). Remarque : Il peut s'agir de tout type d'infraction, notamment des manquements, une omission de comparaître, une omission de se conformer, etc.

Nouvelle peine d'emprisonnement, condamnation avec sursis, choix entre une amende ou une peine d'emprisonnement, suspension, probation, amende, interdiction, autre : \_\_\_\_ (Entrez la peine la plus sévère : peine d'emprisonnement, condamnation avec sursis, option, suspension, probation, amende, interdiction, autre. Remarque : Les accusations ne sont pas toujours énumérées en fonction de leur gravité.) Voir <http://faitsdedroit.ca/criminal/sentences> pour obtenir une orientation.

**Type d'infraction** : Consignez le nombre de chefs d'accusation dans chaque catégorie d'infraction pour toutes les infractions commises après la DEM. Consignez la date de la première infraction dans une catégorie. Au moins une des dates dans les catégories d'infractions correspondra à la date de la première récidive après la DEM.

\_\_\_ chefs d'accusation pour le premier homicide (y compris le meurtre au premier et au second degré, l'homicide involontaire coupable, l'infanticide)

\_\_\_ date du premier homicide (jj-mm-aaaa)

\_\_\_ chefs d'accusation pour une infraction sexuelle (y compris l'administration d'une substance délétère aux fins de rapports sexuels illicites, la participation à une agression sexuelle (tout le paragraphe 271(1)), la pornographie infantile, l'outrage à la pudeur, l'incitation à des contacts, la sodomie, les relations sexuelles anales ou la bestialité, le contrôle des mouvements, la prostitution forcée, le leurre d'enfants, les actes de grossière indécence, les contacts sexuels, le voyeurisme, la violence sexuelle, l'agression sexuelle. N'incluez pas les infractions liées à la prostitution, comme la sollicitation, le fait de vivre des produits de la prostitution et la publicité de services sexuels, à moins qu'elles ne concernent la prostitution juvénile.

\_\_\_ date de la première infraction sexuelle (jj-mm-aaaa)

\_\_\_ chefs d'accusation pour un vol qualifié (y compris un vol à main armée)

\_\_\_ date du premier vol qualifié (jj-mm-aaaa)

\_\_\_ chefs d'accusation pour des voies de fait (y compris des voies de fait dans l'intention de commettre un vol qualifié, la tentative de meurtre, le fait d'aborder une personne avec une arme

à la vue, l'utilisation délibérée de la force, le désarmement d'un agent de la paix, le fait de vaincre la résistance par l'administration d'une drogue ou l'étranglement)

\_\_\_ date des premières voies de fait (jj-mm-aaaa)

\_\_\_ chefs d'accusation pour toute autre infraction avec violence (y compris *toute* infraction causant la mort ou des lésions corporelles ou mettant la vie en danger, notamment l'incendie criminel, la conduite avec facultés affaiblies, la fuite, la négligence criminelle, etc.; le complot ou la tentative de commettre une infraction avec violence [p. ex. un meurtre, un vol qualifié], la participation ou la complicité à cet égard ou le fait de conseiller à une personne de commettre une telle infraction, le fait de tuer ou de blesser des animaux, l'enlèvement (y compris d'une personne âgée de moins de 14 ans), la traite de personnes, le rapt, le harcèlement criminel, la prise de possession par la force, la séquestration, la prise d'otages, l'intimidation, les menaces de mort/blessures ou de violence, le fait de pointer une arme)

### **Guide de codage pour l'étude sur la récidive *suite*.**

*N'incluez pas les infractions liées aux armes et aux explosifs qui n'ont pas fait de victimes précises, comme le fait de décharger une arme à feu avec insouciance)*

\_\_\_ date de la première infraction avec violence (jj-mm-aaaa)

\_\_\_ chefs d'accusation pour toute infraction liée à la drogue (y compris la possession, le trafic, l'importation, la production. *N'incluez pas les infractions de conduite avec facultés affaiblies.*)

\_\_\_ date de la première infraction liée à la drogue (jj-mm-aaaa)

\_\_\_ chefs d'accusation pour toute infraction contre les biens (y compris le vol, la fraude, l'usurpation d'identité, la manipulation de biens volés, l'incendie criminel contre des biens, la possession de biens volés, la possession de cartes de crédit, la possession d'un document contrefait, l'utilisation d'un véhicule sans consentement, la présence illégale dans une maison d'habitation, l'intrusion, l'introduction par effraction, l'introduction par effraction dans l'intention de commettre un crime *à moins que l'introduction par effraction ne soit une infraction plus grave; par exemple, l'introduction par effraction dans l'intention de commettre des voies de fait appartient à la catégorie Voies de fait, et l'introduction par effraction dans l'intention de commettre un méfait va dans la catégorie Infraction contre les biens, étant donné que l'infraction de méfait est moins grave)*

\_\_\_ date de la première infraction contre les biens (jj-mm-aaaa)

\_\_\_ chefs d'accusation pour toute autre infraction sans violence (tentative de voyeurisme, modification du numéro d'identification d'un véhicule, corruption des mœurs, y compris l'administration d'une substance délétère, article 213 (interférence à la circulation [se rapportant à la prostitution] ou communication dans le but de rendre des services sexuels), contrebande,

accusations liées au tabac, acceptation vénale d'une récompense, actions indécentes, fait de décharger une arme à feu avec insouciance, trafic d'armes, contravention d'une ordonnance d'interdiction (p. ex. concernant une arme), infractions routières, conduite avec facultés affaiblies, omission de s'arrêter à la suite d'un accident, méfait, pari illégal, participation à une organisation criminelle, infractions relatives à l'administration de la justice, manquements aux règlements municipaux, illégalement en liberté, complot ou tentative de commettre un acte criminel non violent, participation ou complicité à cet égard ou fait de conseiller à une personne de commettre un tel acte, sollicitation de prostitution, manquements à l'exception des manquements aux conditions d'une condamnation avec sursis ET des manquements aux conditions d'une OSLD, négligence, déguisement dans un dessein criminel, omission de se conformer, entrave à la justice, possession d'outils de cambriolage, participation à une émeute, fait de soustraire, de consommer ou d'employer de l'électricité ou du gaz, possession de données de cartes de crédit, fait de faire fabriquer une pièce d'identité (article 56.1 du Code criminel), possession de monnaie contrefaite, communications/appels téléphoniques harcelants, outrage au tribunal)

\_\_\_ date de la première infraction sans violence (jj-mm-aaaa)

\_\_\_ manquement aux conditions d'une ordonnance de surveillance de longue durée (OSLD) – inscrit dans une colonne distincte

### **Autres résultats**

Décès ou expulsion, selon le CIPC. (Le délinquant est-il décédé ou a-t-il été expulsé pendant cette période? \_\_\_ (consignez le décès ou l'expulsion ou n'inscrivez rien)

Date du décès ou de l'expulsion, selon le CIPC : \_\_\_\_\_ (JJ-MM-AAAA).

*Remarque : Consignez la date du décès, et non la date de notification du décès. Par exemple, un délinquant pourrait mourir le 15-12-2008.*

### **Guide de codage pour l'étude sur la récidive suite.**

*« Le sujet visé par le dossier est décédé le 15-12-2008 », mais la notification du décès et la saisie dans le CIPC pourraient n'avoir lieu que le 17-11-2010.*

### **Remarques supplémentaires sur le codage**

- Consignez les données sur les infractions pour le premier ensemble d'infractions suivant l'expiration du mandat.
- L'extraction des dossiers du CIPC s'est faite sur plusieurs semaines, à compter du \*\*\*DATE\*\*\*. Ainsi, les condamnations survenues après cette date ne devraient pas être saisies dans le document de codage.

- À moins d'indication contraire, on présume que les peines sont concurrentes (par opposition aux peines consécutives).
- Les [définitions de la déclaration uniforme de la criminalité de Statistique Canada](#) sont utilisées lorsque la catégorisation d'une infraction est incertaine (p. ex. l'entrave à un agent de la paix constitue une infraction relative à l'administration de la justice). Si, après avoir vérifié la DUC, vous éprouvez toujours de la difficulté à placer une infraction dans une catégorie, consultez le fichier Excel de catégorisation des infractions qui a servi au projet portant sur les décès en établissement.
- Lorsque le CIPC ne contient pas l'infraction répertoriée, vous devriez tout de même attribuer un code à la récidive.
- Dans une minorité de cas, vous remarquerez peut-être que des infractions supplémentaires ont eu lieu pendant l'incarcération ou la surveillance dans la collectivité et que ces infractions ne figurent pas dans les données sur les résultats du SCC (p. ex. le délinquant dont le n° SED est 754839F a été déclaré coupable de méfait tout juste après avoir obtenu sa mise en liberté). Dans un tel cas, faites une recherche sur le délinquant et examinez de façon approfondie le SGD (p. ex. gestion de la peine, Rapport sur le profil criminel, etc.). Vous constaterez probablement que ces condamnations découlent d'infractions survenues AVANT l'infraction répertoriée. Le code correspondrait à « aucune récidive après la DEM » s'il n'y a pas de condamnations supplémentaires dans le dossier du CIPC.
- Dans certains dossiers du CIPC, vous remarquerez qu'un délinquant a été déclaré coupable d'un crime à l'étranger et transféré au Canada en vertu de la *Loi sur le transfèrement international des délinquants*; toutefois, il arrive souvent que la date associée au transfèrement remonte à un ou à deux ans avant la date de leur admission dans un établissement du SCC. Dans ce cas, vous auriez à effectuer une recherche sur le délinquant dans le SGD pour vous assurer que l'infraction constitue bel et bien l'infraction répertoriée (p. ex. gestion de la peine, Rapport sur le profil criminel, etc.). S'il s'agissait de l'infraction répertoriée, vous n'indiqueriez pas que les renseignements connexes sont manquants et attribueriez un code au dossier de façon normale.

**Infractions les plus courantes dans la catégorie « autre infraction sans violence » pour les délinquants dont la seule nouvelle infraction codée dans le CIPC appartenait à cette catégorie N = 785**

Catégories et exemples d'infractions	%
<b>Infractions relatives à l'administration de la justice</b>	48,5
Manquement à l'engagement, omission de comparaître, omission de se conformer aux conditions d'une promesse faite devant un agent, omission d'être présent au tribunal, manquement à une ordonnance de sursis, omission de se conformer à un engagement	
Illégalement en liberté	
Manquement aux conditions d'une ordonnance de surveillance de longue durée	
Omission de se conformer à une interdiction visant des enfants	
Désobéissance à une ordonnance du tribunal	
Résister à une arrestation; résister à un agent de la paix	
Fuite d'une personne alors qu'elle est poursuivie par un agent de la paix	
Entrave à un agent de la paix	
Évasion d'une garde légale	
Désobéissance à une ordonnance du tribunal	
Évasion d'une garde légale	
Parjure	
Entrave	
Faire une déclaration fausse ou trompeuse	
<b>Infractions liées à la conduite</b>	28,7
Conduite pendant une interdiction	
Omission de s'arrêter à la suite d'un accident	
Utilisation d'un véhicule sans consentement	
Conduite dangereuse d'un véhicule	
<b>Accusations de conduite avec facultés affaiblies</b>	24,1
Conduite pendant une interdiction; conduite avec > 80 mg d'alcool dans le sang	
Conduite avec facultés affaiblies	
Refus de fournir un échantillon	
Avoir la garde ou le contrôle d'un véhicule (avec plus de 80 mg d'alcool dans le sang); avoir la garde ou le contrôle d'un véhicule avec les facultés affaiblies; conduire un bateau avec plus de 80 mg d'alcool dans le sang	
<b>Autres infractions</b>	13,0
Méfait et méfait de moins de 5 000 \$; méfait de plus de 5 000 \$; méfait public; tentative de méfait	
Troubler la paix	
Appels téléphoniques harcelants	
Possession d'une substance réglementée en vue d'en faire le trafic	
Possession d'outils de cambriolage	
Tentative d'introduction par effraction dans un dessein criminel	
Intimidation d'une personne associée au système judiciaire ou d'un journaliste	
Tentative de commettre une infraction liée à une fraude de moins de 5 000 \$	
Communication à des fins de prostitution	
Complot	
Acceptation vénale d'une récompense pour le recouvrement d'effets	

Harcèlement criminel  
Déguisement dans un dessein criminel  
Exercer un contrôle  
Fausse alerte  
Communications harcelantes  
Actions indécentes  
Vivre des produits de la prostitution  
Possession d'instruments pour forcer un appareil à sous  
Possession de biens criminellement obtenus de moins de 5 000 \$  
Possession d'une substance réglementée  
Contravention d'une ordonnance d'interdiction  
Contrebande  
Participation à une émeute  
Intrusion de nuit

---

**Accusations liées aux armes à feu et aux armes**

9,8

Possession d'une arme à feu ou de munitions en contravention d'une ordonnance d'interdiction; port d'arme, port d'une arme dissimulée, possession d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte chargée  
Possession d'une arme à feu prohibée ou à autorisation restreinte avec des munitions  
Avoir en sa possession une arme à feu sachant que son numéro de série a été modifié  
Possession d'une arme à feu, d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte criminellement obtenue  
Entreposer une arme à feu ou une arme à feu à autorisation restreinte d'une manière contraire au règlement  
Entreposage négligent d'une arme à feu, d'une arme, d'un dispositif prohibé ou de munitions  
Décharger une arme à feu dans un dessein criminel  
Possession non autorisée d'une arme à feu dans un véhicule à moteur  
Décharger une arme à feu dans un dessein criminel

---

## Annexe B : Tableaux supplémentaires

Tableau B1

*Taux de révocation dans les six mois (N = 21 766)*

	Toute réincarcération dans un établissement fédéral			Révocation à la suite d'une infraction			Révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Révocation pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1		
	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	5 309	24,4	111	1 905	8,8	58	354	1,6	62	17	0,1	62
2007-2008	1 281	28,1	105	500	11,2	51	97	2,2	57	†	†	†
2008-2009	1 172	25,7	111	405	8,9	59	78	1,7	58	†	†	†
2009-2010	1 052	23,6	112	387	8,7	67	72	1,6	73	†	†	†
2010-2011	891	21,3	112	316	7,5	58	46	1,1	62	†	†	†
2011-2012	913	22,2	118	297	7,2	59	61	1,5	62	†	†	†
Délinquants de sexe masculin	5 052	24,9	111	1 820	9,0	58	345	1,7	62	17	0,1	62
2007-2008	1 217	29,4	104	480	11,6	51	94	2,3	57	†	†	†
2008-2009	1 114	26,2	111	385	9,1	59	75	1,8	60	†	†	†
2009-2010	998	24,0	109	375	9,0	68	72	1,7	73	†	†	†
2010-2011	840	21,4	112	291	7,4	57	44	1,1	62	†	†	†
2011-2012	883	23,0	118	289	7,5	59	60	1,6	62	†	†	†
Délinquants non autochtones de sexe masculin	3 568	21,6	113	1 243	7,5	61	249	1,5	65	10	0,1	27
2007-2008	861	25,7	106	329	9,8	54	66	2,0	51	†	†	†
2008-2009	826	23,5	113	289	8,2	58	61	1,7	56	†	†	†
2009-2010	706	20,9	112	258	7,6	72	51	1,5	74	†	†	†
2010-2011	585	18,1	118	185	5,7	70	29	0,9	77	†	†	†
2011-2012	590	19,3	125	182	6,0	68	42	1,4	81	†	†	†
Délinquants autochtones de sexe masculin	1 484	39,2	104	577	15,2	53	96	2,5	60	7	0,2	72
2007-2008	356	44,9	96	151	19,0	47	28	3,5	67	†	†	†
2008-2009	288	39,5	106	96	13,2	70	14	1,9	92	†	†	†
2009-2010	292	37,5	104	117	15,0	59	21	2,7	69	†	†	†
2010-2011	255	36,6	97	106	15,2	53	15	2,2	50	†	†	†
2011-2012	293	37,1	105	107	13,5	46	18	2,3	36	†	†	†
Délinquantes	257	17,8	113	85	5,9	58	9	0,6	58	†	†	†
2007-2008	64	21,2	113	20	6,6	56	†	†	†	†	†	†
2008-2009	58	18,9	107	20	6,5	37	†	†	†	†	†	†
2009-2010	54	17,4	125	12	3,9	62	†	†	†	†	†	†
2010-2011	51	19,5	104	25	9,6	58	†	†	†	†	†	†
2011-2012	30	11,4	139	8	3,0	70	†	†	†	†	†	†
Délinquantes non autochtones	152	14,4	116	49	4,6	47	†	†	†	†	†	†
2007-2008	37	17,2	106	13	6,1	47	†	†	†	†	†	†
2008-2009	39	16,9	112	12	5,2	52	†	†	†	†	†	†
2009-2010	37	15,7	136	9	3,8	142	†	†	†	†	†	†
2010-2011	23	12,6	85	13	7,1	42	†	†	†	†	†	†
2011-2012	16	8,3	158	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Délinquantes autochtones	105	27,1	113	36	9,3	61	5	1,3	58	†	†	†
2007-2008	27	31,0	118	7	8,1	64	†	†	†	†	†	†
2008-2009	19	25,0	88	8	10,5	37	†	†	†	†	†	†
2009-2010	17	23,0	113	†	†	†	†	†	†	†	†	†
2010-2011	28	35,9	110	12	15,4	64	†	†	†	†	†	†
2011-2012	14	19,4	123	6	8,3	67	†	†	†	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la date de réincarcération en raison d'une révocation dans les six mois suivant la libération.

Tableau B2

*Révocations par infraction répertoriée (N = 21 889)*

	Toute réincarcération			Toute révocation à la suite d'une infraction			Révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Révocation pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	311	10 132	46,3	176	2 760	12,6	100	504	2,3	99	31	0,1	173
Homicide	606	533	46,1	322	120	10,4	239	32	2,8	242	†	†	†
Infraction sexuelle	366	507	22,5	192	74	3,3	140	26	1,2	170	22	1,0	170
Vol qualifié	247	2 528	64,2	166	719	18,3	87	247	6,3	81	†	†	†
Voies de fait	246	1 430	53,1	158	394	14,6	89	103	3,8	117	†	†	†
Autre infraction avec violence	308	464	45,4	190	98	9,6	109	16	1,6	117	†	†	†
Infraction liée à la drogue	534	1 737	33,5	216	432	8,3	153	9	0,2	274	†	†	†
Infraction contre les biens	245	2 028	61,3	155	655	19,8	85	23	0,7	136	†	†	†
Autre infraction sans violence	317	905	38,9	167	268	11,5	85	48	2,1	77	†	†	†
Délinquants de sexe masculin	306	9 563	46,8	175	2 617	12,8	99	492	2,4	100	31	0,2	173
Homicide	609	488	46,2	323	111	10,5	240	31	2,9	244	†	†	†
Infraction sexuelle	366	502	22,5	192	74	3,3	140	26	1,2	170	22	1,0	170
Vol qualifié	247	2 389	64,7	166	686	18,6	87	239	6,5	80	†	†	†
Voies de fait	246	1 361	53,5	157	378	14,9	88	100	3,9	119	†	†	†
Autre infraction avec violence	308	445	45,9	194	94	9,7	112	16	1,7	117	†	†	†
Infraction liée à la drogue	519	1 594	34,0	215	396	8,4	154	9	0,2	274	†	†	†
Infraction contre les biens	244	1 916	62,2	154	620	20,2	83	23	0,8	136	†	†	†
Autre infraction sans violence	306	868	39,9	163	258	11,9	81	48	2,2	77	†	†	†
Délinquants non autochtones de sexe masculin	340	7 126	42,8	183	1 891	11,4	112	358	2,2	103	21	0,1	187
Homicide	704	306	39,2	352	75	9,6	318	21	2,7	240	†	†	†
Infraction sexuelle	381	316	18,1	196	35	2,0	146	18	1,0	180	15	0,9	187
Vol qualifié	264	1 791	60,9	175	478	16,3	103	177	6,0	85	†	†	†
Voies de fait	255	870	48,4	164	248	13,8	100	75	4,2	123	†	†	†
Autre infraction avec violence	329	346	41,7	194	74	8,9	125	13	1,6	124	†	†	†
Infraction liée à la drogue	545	1 375	32,3	228	320	7,5	179	7	0,2	274	†	†	†
Infraction contre les biens	246	1 480	58,9	159	475	18,9	89	14	0,6	100	†	†	†
Autre infraction sans violence	337	642	36,3	165	186	10,5	81	33	1,9	77	†	†	†

Tableau B2 suite.

	Toute réincarcération			Toute révocation à la suite d'une infraction			Révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Révocation pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Délinquants autochtones de sexe masculin	244	2 437	64,1	151	726	19,1	72	134	3,5	87	10	0,3	153
Homicide	396	182	66,2	244	36	13,1	174	10	3,6	311	†	†	†
Infraction sexuelle	304	186	38,5	187	39	8,1	139	8	1,7	153	7	1,5	139
Vol qualifié	178	598	79,3	137	208	27,6	59	62	8,2	66	†	†	†
Voies de fait	218	491	65,9	144	130	17,5	64	25	3,4	85	†	†	†
Autre infraction avec violence	244	99	70,2	188	20	14,2	70	†	†	†	†	†	†
Infraction liée à la drogue	256	219	50,7	148	76	17,6	87	†	†	†	†	†	†
Infraction contre les biens	174	436	76,6	133	145	25,5	69	9	1,6	173	†	†	†
Autre infraction sans violence	247	226	55,9	161	72	17,8	84	15	3,7	88	†	†	†
Délinquantes	428	569	39,2	197	143	9,8	131	12	0,8	76	†	†	†
Homicide	516	45	44,6	300	9	8,9	224	†	†	†	†	†	†
Infraction sexuelle	368	5	19,2	171	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	256	139	56,7	180	33	13,5	112	8	3,3	88,5	†	†	†
Voies de fait	255	69	46,0	176	16	10,7	166	†	†	†	†	†	†
Autre infraction avec violence	287	19	36,5	107	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction liée à la drogue	547	143	28,9	224	36	7,3	130	†	†	†	†	†	†
Infraction contre les biens	423	112	48,9	194	35	15,3	147	†	†	†	†	†	†
Autre infraction sans violence	487	37	23,9	232	10	6,5	172	†	†	†	†	†	†
Délinquantes non autochtones	500	350	32,9	204	84	7,9	152	5	0,5	90	†	†	†
Homicide	789	14	31,1	366	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction sexuelle	386	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	309	80	50,3	187	18	11,3	156	†	†	†	†	†	†
Voies de fait	260	34	40,0	185	7	8,2	176	†	†	†	†	†	†
Autre infraction avec violence	348	10	26,3	140	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction liée à la drogue	548	96	23,6	266	22	5,4	149	†	†	†	†	†	†
Infraction contre les biens	497	90	46,2	194	29	14,9	147	†	†	†	†	†	†
Autre infraction sans violence	539	23	20,2	232	5	4,4	162	†	†	†	†	†	†
Délinquantes autochtones	274	219	56,2	191	59	15,1	106	7	1,8	64	†	†	†
Homicide	382	31	55,4	269	6	10,7	228	†	†	†	†	†	†
Infraction sexuelle	336	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	221	59	68,6	162	15	17,4	63	†	†	†	†	†	†
Voies de fait	247	35	53,9	165	9	13,9	160	†	†	†	†	†	†

Tableau B2 *suite*.

	Toute réincarcération			Toute révocation à la suite d'une infraction			Révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Révocation pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Autre infraction avec violence	195	9	64,3	97	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction liée à la drogue	329	47	53,4	177	14	15,9	107	†	†	†	†	†	†
Infraction contre les biens	242	22	64,7	192	6	17,7	149	†	†	†	†	†	†
Autre infraction sans violence	339	14	34,2	241	5	12,2	306	†	†	†	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation, l'expiration du mandat, le décès, l'expulsion ou le 25 février 2018. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation.

Tableau B3

Taux de récidive et de réincarcération dans un établissement fédéral (nouveaux mandats de dépôt) par infraction répertoriée (N = 22 012)

	Tout nouveau MD			Nouveau MD pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Nouveau MD pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	2 259	4 375	19,9	784	2 046	9,3	781	145	0,7	1 155
Homicide	2 152	89	10,0	1 063	52	5,8	1 267	†	†	†
Infraction sexuelle	2 431	251	9,9	853	134	5,3	1 177	84	3,3	1 294
Vol qualifié	2 167	1 050	26,9	711	756	19,4	693	19	0,5	1 131
Voies de fait	2 388	673	23,4	864	406	14,1	886	14	0,5	945
Autre infraction avec violence	2 295	177	16,9	831	91	8,7	831	†	†	†
Infraction liée à la drogue	2 233	630	12,3	951	131	2,6	982	†	†	†
Infraction contre les biens	2 139	1 065	32,4	667	315	9,6	688	14	0,4	683
Autre infraction sans violence	2 264	440	18,8	779	161	6,9	713	6	0,3	725
Délinquants de sexe masculin	2 248	4 220	20,5	784	1 981	9,6	779	143	0,7	1 155
Homicide	2 141	84	10,5	1 051	47	5,9	1 245	†	†	†
Infraction sexuelle	2 431	249	9,9	852	133	5,3	1 168	83	3,3	1 255
Vol qualifié	2 152	1 010	27,6	710	730	20,0	689	18	0,5	1 143
Voies de fait	2 366	650	23,9	868	389	14,3	905	14	0,5	945
Autre infraction avec violence	2 280	171	17,2	831	87	8,7	831	†	†	†
Infraction liée à la drogue	2 217	595	12,8	955	130	2,8	964	†	†	†
Infraction contre les biens	2 131	1 031	33,7	667	307	10,0	688	14	0,5	683
Autre infraction sans violence	2 258	430	19,7	782	158	7,2	718	6	0,3	725
Non-Autochtones	2 266	3 056	18,4	794	1 350	8,1	763	93	0,6	1 246
Homicide	2 103	53	9,4	983	24	4,3	1 326	†	†	†
Infraction sexuelle	2 433	155	8,0	855	83	4,3	1 217	57	3,0	1 386
Vol qualifié	2 188	745	25,7	701	536	18,5	664	12	0,4	922
Voies de fait	2 399	398	21,2	910	213	11,3	914	8	0,4	1 402
Autre infraction avec violence	2 307	134	15,8	860	66	7,8	829	†	†	†
Infraction liée à la drogue	2 225	492	11,7	1 023	103	2,5	987	†	†	†
Infraction contre les biens	2 178	771	30,9	700	214	8,6	695	6	0,2	863
Autre infraction sans violence	2 284	308	17,3	789	111	6,2	635	†	†	†
Autochtones	2 182	1 164	29,4	766	631	15,9	811	50	1,3	1 023
Homicide	2 226	31	13,0	1 059	23	9,6	1 093	†	†	†
Infraction sexuelle	2 404	94	15,8	806	50	8,4	1 124	26	4,4	1 177
Vol qualifié	2 032	265	35,3	736	194	25,9	703	6	0,8	1 168
Voies de fait	2 305	252	30,3	831	176	21,1	868	6	0,7	945
Autre infraction avec violence	2 156	37	25,3	772	21	14,4	891	†	†	†
Infraction liée à la drogue	2 164	103	24,0	733	27	6,3	864	†	†	†
Infraction contre les biens	1 932	260	45,9	602	93	16,4	672	8	1,4	538
Autre infraction sans violence	2 153	122	29,9	752	47	11,5	889	†	†	†
Délinquantes	2 358	155	10,7	797	65	4,5	842	†	†	†
Homicide	2 301	5	5,6	1 338	5	5,6	1 338	†	†	†
Infraction sexuelle	2 334	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	2 410	40	16,3	774	26	10,6	949	†	†	†
Voies de fait	2 668	23	14,5	715	17	10,7	690	†	†	†
Autre infraction avec violence	2 352	6	11,8	643	†	†	†	†	†	†
Infraction liée à la drogue	2 349	35	7,1	913	†	†	†	†	†	†
Infraction contre les biens	2 224	34	14,9	681	8	3,5	647	†	†	†
Autre infraction sans violence	2 319	10	6,5	514	†	†	†	†	†	†
Délinquantes non autochtones	2 338	98	9,3	748	33	3,1	715	†	†	†
Homicide	2 371	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction sexuelle	2 318	†	†	†	†	†	†	†	†	†

Tableau B3 *suite*.

	Tout nouveau MD			Nouveau MD pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Nouveau MD pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Vol qualifié	2 446	23	14,5	748	14	8,8	874	†	†	†
Voies de fait	2 712	11	12,5	715	7	8,0	582	†	†	†
Autre infraction avec violence	2 678	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction liée à la drogue	2 314	26	6,4	794	†	†	†	†	†	†
Infraction contre les biens	2 220	26	13,4	756	6	3,1	647	†	†	†
Autre infraction sans violence	2 305	6	5,3	291	†	†	†	†	†	†
Délinquantes autochtones	2 418	57	14,6	868	32	8,2	957	†	†	†
Homicide	2 275	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction sexuelle	2 841	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	2 290	17	19,8	799	12	14,0	968	†	†	†
Voies de fait	2 493	12	16,9	857	10	14,1	853	†	†	†
Autre infraction avec violence	2 315	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction liée à la drogue	2 565	9	10,2	1 371	†	†	†	†	†	†
Infraction contre les biens	2 380	8	23,5	461	†	†	†	†	†	†
Autre infraction sans violence	2 405	†	†	†	†	†	†	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD, le décès, l'expulsion ou la collecte de données du 25 février 2018, NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD.

Tableau B4

## Taux de récidive selon les dossiers du CIPC (après la DEM) par infraction répertoriée

Infraction répertoriée	Toute récidive (n = 8 428)						1 an (n = 8 407)			2 ans (n = 8 341)			3 ans (n = 8 160)			5 ans (n = 6 204)		
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%
Tous les délinquants	1 555	3 871	45,9	502	1 503	17,9	172	2 445	29,3	287	2 951	36,2	364	2 947	47,5	433		
Homicide	1 564	120	35,8	662	39	11,8	183	67	20,9	323	84	27,7	431	69	34,9	603		
Infraction sexuelle	1 859	303	30,0	548	98	9,7	180	173	17,3	318	218	22,1	431	225	29,6	466		
Vol qualifié	1 143	875	57,3	469	356	23,4	178	582	38,5	294	679	46,4	360	644	57,8	427		
Voies de fait	1 268	663	58,1	504	260	22,8	172	424	37,3	286	508	45,4	360	518	57,0	429		
Autre infraction avec violence	1 602	191	43,7	599	59	13,5	164	111	25,4	353	143	33,1	477	141	45,6	530		
Infraction liée à la drogue	1 758	561	30,5	678	166	9,1	189	295	16,2	327	383	21,6	432	389	31,5	527		
Infraction contre les biens	909	781	61,7	380	375	29,6	154	563	44,6	239	655	52,6	304	669	63,9	343		
Autre infraction sans violence	1 570	377	43,2	503	150	17,3	191	230	26,9	282	281	33,6	345	292	46,4	462		
Délinquants de sexe masculin	1 530	3 696	47,0	496	1 454	18,5	171	2 348	30,1	285	2 817	37,0	358	2 815	48,6	429		
Homicide	1 552	111	37,0	650	37	12,5	177	62	21,7	311	79	29,0	425	64	36,2	560		
Infraction sexuelle	1 859	301	30,1	548	97	9,7	180	172	17,3	319	216	22,1	431	224	29,8	468		
Vol qualifié	1 118	815	57,8	452	343	24,4	175	553	39,7	283	634	47,1	346	595	58,3	405		
Voies de fait	1 226	639	59,2	501	252	23,4	174	410	38,2	287	488	46,1	354	499	58,4	426		
Autre infraction avec violence	1 593	185	44,7	599	57	13,8	162	108	26,1	355	138	33,7	476	136	46,6	528		
Infraction liée à la drogue	1 744	526	31,4	683	159	9,5	186	276	16,7	313	356	22,0	430	365	32,5	540		
Infraction contre les biens	859	756	63,7	378	364	30,7	154	546	46,2	237	635	54,3	299	649	65,8	343		
Autre infraction sans violence	1 543	363	44,7	503	145	18,0	194	221	27,7	282	271	34,8	345	283	48,0	458		
Délinquants non autochtones de sexe masculin	1 636	2 627	41,9	518	991	15,9	174	1 636	26,4	292	1 967	32,5	368	1 996	43,6	449		
Homicide	1 645	70	32,1	726	18	8,4	191	36	17,5	369	47	24,0	517	41	31,1	705		
Infraction sexuelle	1 911	168	22,5	624	48	6,5	178	90	12,2	333	116	16,0	452	123	22,4	517		
Vol qualifié	1 310	593	53,5	470	241	21,8	171	399	36,3	299	454	42,8	357	433	53,5	419		
Voies de fait	1 506	374	51,5	562	128	17,6	182	226	31,3	316	272	38,3	410	288	50,8	506		
Autre infraction avec violence	1 677	136	38,9	614	39	11,1	162	79	22,6	375	103	29,7	495	106	42,2	557		
Infraction liée à la drogue	1 763	432	28,9	714	126	8,4	190	220	14,9	320	289	20,0	430	298	29,9	573		
Infraction contre les biens	920	591	61,1	375	288	29,8	163	424	44,0	234	491	51,5	296	506	63,1	342		
Autre infraction sans violence	1 624	259	40,1	503	103	16,0	198	162	25,5	291	195	31,5	349	201	43,1	468		
Délinquants autochtones de sexe masculin	900	1 073	66,3	440	463	28,7	164	712	44,5	263	850	54,0	328	819	67,1	373		
Homicide	1 139	41	50,0	410	19	23,2	167	26	32,5	194	32	42,1	317	23	51,1	295		
Infraction sexuelle	1 579	133	52,4	503	49	19,3	180	82	32,3	309	100	39,7	400	101	50,0	425		
Vol qualifié	638	222	73,8	415	102	34,1	184	154	52,4	269	180	62,9	327	162	77,1	385		

Tableau B4 suite.

Infraction répertoriée	Toute récidive (n = 8 428)		1 an (n = 8 407)		2 ans (n = 8 341)		3 ans (n = 8 160)		5 ans (n = 6 204)							
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Voies de fait	669	265	74,9	385	124	35,3	157	184	52,4	252	216	62,3	302	211	73,3	359
Autre infraction avec violence	912	49	76,6	505	18	28,1	199	29	45,3	301	35	56,5	362	30	73,2	504
Infraction liée à la drogue	1 461	94	53,1	575	33	18,6	164	56	32,0	299	67	38,7	419	67	53,2	459
Infraction contre les biens	604	165	75,0	394	76	34,6	140	122	55,7	257	144	66,4	318	143	77,3	364
Autre infraction sans violence	1 130	104	62,3	509	42	25,6	177	59	36,2	235	76	47,5	338	82	66,1	381
<b>Délinquantes</b>	<b>1 828</b>	<b>175</b>	<b>31,8</b>	<b>639</b>	<b>49</b>	<b>8,9</b>	<b>197</b>	<b>97</b>	<b>17,7</b>	<b>360</b>	<b>134</b>	<b>25,1</b>	<b>478</b>	<b>132</b>	<b>32,3</b>	<b>504</b>
Homicide	1 635	9	25,7	674	†	†	†	5	14,7	565	5	16,1	565	5	23,8	612
Infraction sexuelle	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	1 514	60	50,9	734	13	11,0	211	29	24,6	465	45	38,5	534	49	51,6	571
Voies de fait	1 905	24	38,7	537	8	12,9	123	14	22,6	237	20	32,3	459	19	35,2	476
Autre infraction avec violence	1 952	6	26,1	646	†	†	†	†	†	†	5	21,7	530	5	29,4	530
Infraction liée à la drogue	1 864	35	21,3	643	7	4,3	272	19	11,7	419	27	17,0	491	24	20,9	486
Infraction contre les biens	1 835	25	31,7	461	11	13,9	186	17	21,5	314	20	26,3	325	20	33,3	360
Autre infraction sans violence	1 855	14	23,3	541	5	8,3	187	9	15,5	281	10	17,5	331	9	22,5	518
<b>Délinquantes non autochtones</b>	<b>1 859</b>	<b>98</b>	<b>24,8</b>	<b>625</b>	<b>27</b>	<b>6,9</b>	<b>197</b>	<b>54</b>	<b>13,8</b>	<b>365</b>	<b>74</b>	<b>19,3</b>	<b>466</b>	<b>72</b>	<b>25,4</b>	<b>486</b>
Homicide	2 341	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction sexuelle	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	1 541	32	43,8	713	6	8,2	271	16	21,9	466	23	31,9	488	27	47,4	569
Voies de fait	1 994	10	27,0	407	4	10,8	118	6	16,2	191	9	24,3	373	8	25,0	346
Autre infraction avec violence	1 979	5	23,8	762	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction liée à la drogue	1 863	23	17,2	639	5	3,8	272	12	9,0	407	18	13,9	495	16	17,6	495
Infraction contre les biens	1 868	15	23,4	466	6	9,4	217	10	15,6	319	11	18,0	324	10	22,2	359
Autre infraction sans violence	1 899	7	16,7	281	†	†	†	5	12,5	197	5	12,8	197	†	†	†
<b>Délinquantes autochtones</b>	<b>1 515</b>	<b>77</b>	<b>49,4</b>	<b>652</b>	<b>22</b>	<b>14,1</b>	<b>196</b>	<b>43</b>	<b>27,7</b>	<b>360</b>	<b>60</b>	<b>39,7</b>	<b>504</b>	<b>60</b>	<b>48,0</b>	<b>541</b>
Homicide	1 338	5	26,3	674	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction sexuelle	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	1 339	28	62,2	753	7	15,6	163	13	28,9	360	22	48,9	567	22	57,9	653
Voies de fait	1 264	14	56,0	614	†	†	†	8	32,0	350	11	44,0	507	11	50,0	507
Autre infraction avec violence	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction liée à la drogue	1 873	12	40,0	670	†	†	†	7	23,3	465	9	31,0	480	8	33,3	473
Infraction contre les biens	757	10	66,7	393	5	33,3	186	7	46,7	208	9	60,0	325	10	66,7	393
Autre infraction sans violence	1 816	7	38,9	652	†	†	†	†	†	†	5	27,8	563	5	35,7	652

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le premier des événements suivants : une condamnation consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou le 22 décembre 2017, NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et une condamnation consignée dans le CIPC.

Tableau B5

*Taux de nouvelle condamnation en vertu de nouveaux mandats de dépôt émis pendant des périodes de suivi fixes, par infraction répertoriée*

	Un an (n = 21 951)			Deux ans (n = 21 798)			Trois ans (n = 21 501)			Cinq ans (n = 18 805)		
	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	1 087	5,0	197	2 036	9,3	349	2 745	12,8	482	3 391	18,0	672
Homicide	15	1,7	275	35	4,1	382	46	5,5	475	65	10,1	983
Infraction sexuelle	53	2,1	205	101	4,0	360	145	5,8	549	187	8,2	753
Vol qualifié	286	7,4	208	525	13,6	348	686	18,1	473	808	24,3	637
Voies de fait	133	4,6	195	298	10,4	408	400	14,1	536	511	19,6	700
Autre infraction avec violence	35	3,4	168	72	6,9	377	106	10,3	550	138	15,5	748
Infraction liée à la drogue	112	2,2	212	239	4,7	388	353	7,1	537	458	11,1	790
Infraction contre les biens	333	10,2	180	559	17,1	304	737	22,9	409	878	29,9	569
Autre infraction sans violence	120	5,2	176	207	9,0	317	272	12,0	445	346	17,3	645
Délinquants de sexe masculin	1 049	5,1	198	1 968	9,7	348	2 646	13,2	482	3 264	18,6	669
Homicide	15	1,9	275	34	4,4	380	45	6,0	472	62	10,8	974
Infraction sexuelle	53	2,1	205	101	4,0	360	145	5,8	549	186	8,3	750
Vol qualifié	278	7,6	209	508	14,1	345	662	18,7	470	777	25,1	622
Voies de fait	128	4,7	196	286	10,6	408	383	14,3	535	492	20,0	701
Autre infraction avec violence	33	3,3	168	69	7,0	382	100	10,2	550	132	15,6	748
Infraction liée à la drogue	104	2,3	212	227	5,0	392	333	7,4	540	431	11,5	782
Infraction contre les biens	321	10,5	179	542	17,8	304	713	23,8	411	847	30,9	568
Autre infraction sans violence	117	5,4	177	201	9,3	317	265	12,5	450	337	18,1	648
Non-Autochtones	761	4,6	198	1 413	8,6	340	1 904	11,8	486	2 333	16,6	664
Homicide	12	2,2	269	24	4,5	361	28	5,3	459	39	10,0	650
Infraction sexuelle	32	1,7	178	64	3,4	365	91	4,8	568	113	6,6	753
Vol qualifié	210	7,3	203	379	13,2	338	499	17,7	472	567	23,1	596
Voies de fait	81	4,3	195	175	9,3	393	227	12,2	506	294	17,3	668
Autre infraction avec violence	25	2,9	237	54	6,4	386	78	9,3	558	105	14,6	767
Infraction liée à la drogue	78	1,9	219	176	4,2	399	260	6,4	543	348	10,3	838
Infraction contre les biens	238	9,6	182	399	16,1	306	529	21,7	425	631	28,5	576
Autre infraction sans violence	85	4,8	177	142	8,1	306	192	11,1	480	236	15,7	649
Autochtones	288	7,3	197	555	14,1	360	742	19,1	468	931	26,7	689
Homicide	†	†	†	10	4,3	404	17	7,5	508	23	13,2	1 059
Infraction sexuelle	21	3,5	250	37	6,2	354	54	9,1	707	73	13,4	747
Vol qualifié	68	9,1	223	129	17,5	354	163	22,4	460	210	32,4	696
Voies de fait	47	5,7	198	111	13,4	442	156	19,0	560	198	26,1	764
Autre infraction avec violence	8	5,5	97	15	10,4	362	22	15,4	451	27	22,0	693
Infraction liée à la drogue	26	6,1	182	51	12,0	361	73	17,3	537	83	23,1	610
Infraction contre les biens	83	14,7	165	143	25,4	299	184	32,8	391	216	41,1	516
Autre infraction sans violence	32	7,9	181	59	14,7	345	73	18,4	383	101	28,1	633
Délinquantes	38	2,6	181	68	4,7	356	99	7,0	495	127	10,3	737
Homicide	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction sexuelle	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	8	3,3	169	17	7,0	393	24	9,9	575	31	14,1	748
Voies de fait	5	3,1	146	12	7,6	450	17	10,8	582	19	12,8	690
Autre infraction avec violence	†	†	†	†	†	†	6	11,8	643	6	13,3	643
Infraction liée à la drogue	8	1,6	203	12	2,5	291	20	4,2	513	27	6,7	868
Infraction contre les biens	12	5,3	197	17	7,5	259	24	10,7	360	31	15,7	591
Autre infraction sans violence	†	†	†	6	3,9	291	7	4,6	373	9	6,8	464

Tableau B5 suite.

	Un an (n = 21 951)			Deux ans (n = 21 798)			Trois ans (n = 21 501)			Cinq ans (n = 18 805)		
	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Non-Autochtones	26	2,5	192	46	4,4	355	67	6,5	453	79	8,9	692
Homicide	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction sexuelle	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	†	†	†	10	6,3	432	15	9,5	574	19	13,6	748
Voies de fait	†	†	†	6	6,8	358	8	9,1	488	7	8,4	393
Autre infraction	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
avec violence												
Infraction liée à la												
drogue	7	1,7	176	11	2,7	250	18	4,6	513	19	5,8	748
Infraction contre												
les biens	8	4,1	228	12	6,2	294	17	8,9	367	24	14,6	681
Autre infraction	†	†	†	5	4,5	209	5	4,5	209	6	6,4	291
sans violence												
Autochtones	12	3,1	175	22	5,7	365	32	8,4	570	48	13,6	834
Homicide	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Infraction sexuelle	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Vol qualifié	†	†	†	7	8,2	375	9	10,7	576	12	15,0	737
Voies de fait	†	†	†	6	8,5	525	9	12,9	690	12	18,1	857
Autre infraction	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
avec violence												
Infraction liée à la												
drogue	†	†	†	†	†	†	†	†	†	8	10,4	1 275
Infraction contre												
les biens	†	†	†	5	14,7	186	7	20,6	330	7	21,2	330
Autre infraction	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
sans violence												

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD selon une période d'un an, de deux ans, de trois ans ou de cinq ans.

Tableau B6

## Révocations par groupe d'âge au moment de la mise en liberté : données du SGD (N = 21 911)

	Toute réincarcération			Toute révocation à la suite d'une infraction			Révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Révocation pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	311	10 136	46,3	176	2 763	12,6	100	507	2,3	99	32	0,2	170
Moins de 25 ans	249	1 994	57,9	158	663	19,2	84	124	3,6	86	†	†	†
De 25 ans à moins de 30 ans	277	2 155	52,1	170	626	15,1	92	105	2,5	87	5	0,1	50
De 30 ans à moins de 35 ans	311	1 643	48,5	174	443	13,1	107	79	2,3	105	5	0,2	37
De 35 ans à moins de 40 ans	315	1 400	47,8	183	371	12,7	109	76	2,6	99	5	0,2	282
De 40 ans à moins de 45 ans	305	1 336	45,9	181	307	10,6	113	55	1,9	121	†	†	†
De 45 ans à moins de 50 ans	360	898	40,3	192	206	9,3	145	36	1,6	123	†	†	†
De 50 ans à moins de 55 ans	397	430	32,9	197	93	7,1	116	17	1,3	59	†	†	†
55 ans et plus	506	280	17,9	240	54	3,4	166	15	1,0	166	†	†	†
Délinquants de sexe masculin	306	9 567	46,8	175	2 620	12,8	99	495	2,4	100	32	0,2	170
Moins de 25 ans	247	1 893	58,6	156	633	19,6	84	122	3,8	91	†	†	†
De 25 ans à moins de 30 ans	275	2 023	52,6	169	592	15,4	90	101	2,6	85	5	0,1	50
De 30 ans à moins de 35 ans	305	1 549	49,2	172	420	13,3	107	77	2,5	110	5	0,2	37
De 35 ans à moins de 40 ans	309	1 318	48,5	182	356	13,1	111	75	2,8	104	5	0,2	282
De 40 ans à moins de 45 ans	305	1 257	46,5	182	284	10,5	111	54	2,0	123	†	†	†
De 45 ans à moins de 50 ans	349	845	40,7	190	196	9,5	140	34	1,6	118	†	†	†
De 50 ans à moins de 55 ans	383	409	33,4	195	86	7,0	113	17	1,4	59	†	†	†
55 ans et plus	491	273	18,1	240	53	3,5	165	15	1,0	166	†	†	†
Délinquants non autochtones de sexe masculin	340	7 128	42,8	183	1 892	11,4	112	359	2,2	104	21	0,1	187
Moins de 25 ans	279	1 294	52,9	166	423	17,3	98	83	3,4	85	†	†	†
De 25 ans à moins de 30 ans	306	1 420	47,6	184	407	13,6	106	64	2,1	104	†	†	†
De 30 ans à moins de 35 ans	336	1 147	45,1	181	318	12,5	118	61	2,4	120	†	†	†
De 35 ans à moins de 40 ans	337	990	45,0	184	256	11,6	116	54	2,5	85	†	†	†
De 40 ans à moins de 45 ans	315	1 005	44,8	185	217	9,7	124	41	1,8	124	†	†	†
De 45 ans à moins de 50 ans	366	678	38,7	198	148	8,4	150	25	1,4	106	†	†	†
De 50 ans à moins de 55 ans	412	350	32,2	194	74	6,8	113	16	1,5	53	†	†	†
55 ans et plus	498	244	17,6	237	49	3,5	160	15	1,1	166	†	†	†
Délinquants autochtones de sexe masculin	244	2 439	64,0	151	728	19,1	73	136	3,6	91	11	0,3	139
Moins de 25 ans	180	599	76,3	137	210	26,8	64	39	5,0	112	†	†	†
De 25 ans à moins de 30 ans	202	603	69,7	140	185	21,4	67	37	4,3	60	†	†	†
De 30 ans à moins de 35 ans	228	402	66,3	148	102	16,8	76	16	2,6	48	†	†	†
De 35 ans à moins de 40 ans	251	328	63,7	175	100	19,4	98	21	4,1	139	†	†	†
De 40 ans à moins de 45 ans	257	252	54,8	164	67	14,6	66	13	2,8	72	†	†	†
De 45 ans à moins de 50 ans	259	167	51,9	172	48	14,9	96	9	2,8	193	†	†	†
De 50 ans à moins de 55 ans	298	59	43,4	198	12	8,8	91	†	†	†	†	†	
55 ans et plus	467	29	24,0	349	†	†	†	†	†	†	†	†	

Tableau B6 suite.

	Toute réincarcération			Toute révocation à la suite d'une infraction			Révocation pour une infraction visée à l'annexe I ou un homicide			Révocation pour une infraction sexuelle visée à l'annexe I			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Délinquantes	428	569	39,2	197	143	9,8	131	12	0,8	76	0	0,0	0
Moins de 25 ans	409	101	47,2	197	30	14,0	104	†	†	†	†	†	†
De 25 ans à moins de 30 ans	333	132	46,3	185	34	11,9	123	†	†	†	†	†	†
De 30 ans à moins de 35 ans	444	94	38,8	206	23	9,5	181	†	†	†	†	†	†
De 35 ans à moins de 40 ans	392	82	38,7	213	15	7,1	96	†	†	†	†	†	†
De 40 ans à moins de 45 ans	387	79	38,5	166	23	11,2	140	†	†	†	†	†	†
De 45 ans à moins de 50 ans	506	53	35,1	202	10	6,6	209	†	†	†	†	†	†
De 50 ans à moins de 55 ans	547	21	24,4	270	7	8,1	322	†	†	†	†	†	†
55 ans et plus	625	7	12,1	225	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Délinquantes non autochtones	500	350	32,9	204	84	7,9	152	5	0,5	90	†	†	†
Moins de 25 ans	487	56	41,5	205	15	11,1	111	†	†	†	†	†	†
De 25 ans à moins de 30 ans	481	64	33,3	180	15	7,8	142	†	†	†	†	†	†
De 30 ans à moins de 35 ans	533	58	33,3	206	14	8,1	185	†	†	†	†	†	†
De 35 ans à moins de 40 ans	414	54	34,4	218	13	8,3	96	†	†	†	†	†	†
De 40 ans à moins de 45 ans	464	58	37,9	183	15	9,8	181	†	†	†	†	†	†
De 45 ans à moins de 50 ans	545	37	30,1	210	7	5,7	189	†	†	†	†	†	†
De 50 ans à moins de 55 ans	548	16	22,2	207	†	†	†	†	†	†	†	†	†
55 ans et plus	668	7	12,3	225	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Délinquantes autochtones	274	219	56,2	191	59	15,1	106	7	1,8	64	†	†	†
Moins de 25 ans	289	45	57,0	185	15	19,0	64	†	†	†	†	†	†
De 25 ans à moins de 30 ans	232	68	73,1	191	19	20,4	106	†	†	†	†	†	†
De 30 ans à moins de 35 ans	334	36	52,9	207	9	13,2	108	†	†	†	†	†	†
De 35 ans à moins de 40 ans	305	28	50,9	174	†	†	†	†	†	†	†	†	†
De 40 ans à moins de 45 ans	280	21	40,4	140	8	15,4	63	†	†	†	†	†	†
De 45 ans à moins de 50 ans	247	16	57,1	193	†	†	†	†	†	†	†	†	†
De 50 ans à moins de 55 ans	516	5	35,7	383	†	†	†	†	†	†	†	†	†
55 ans et plus	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation, l'expiration du mandat, le décès, l'expulsion ou le 25 février 2018. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation.

Tableau B7

Révocations à la suite d'une infraction par type de récidive la plus grave (N = 21 911)

	Tous les délinquants sous responsabilité fédérale				Tous les délinquants de sexe masculin				Délinquants non autochtones de sexe masculin				Délinquants autochtones de sexe masculin			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Toute révocation à la suite d'une infraction	311	2 763	12,6	100	306	2 620	12,8	99	340	1 892	11,4	112	244	728	19,1	73
Toute révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide		505	2,3	99		493	2,4	100		358	2,2	104		135	3,5	91
Homicide		21	0,1	185		20	0,1	182		14	0,8	226		6	0,2	62
Infraction sexuelle		37	0,2	167		37	0,2	167		27	0,2	173		10	0,3	153
Vol qualifié		245	1,1	79		238	1,2	78		184	1,1	82		54	1,4	69
Voies de fait		134	0,6	150		129	0,6	142		92	0,6	154		37	1,0	110
Autre infraction avec violence		68	0,3	137		68	0,3	136		45	0,3	142		23	0,6	91
Toute révocation pour une infraction sans violence		2 258	10,3	99		2 128	10,4	97		1 530	9,2	112		598	15,7	72
Infraction liée à la drogue		310	1,4	136		298	1,5	136		239	1,4	152		59	1,6	83
Infraction contre les biens		927	4,2	92		862	4,2	88		657	4,0	99		205	5,4	70
Autre infraction sans violence		1 021	4,7	92		968	4,7	92		634	3,8	108		334	8,8	71
					Toutes les délinquantes				Délinquantes non autochtones				Délinquantes autochtones			
					NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Toute révocation à la suite d'une infraction					428	143	9,8	131	500	84	7,9	152	274	59	15,1	106
Toute révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide						12	0,8	76		5	0,5	90		7	1,8	64
Homicide						†	†	†		†	†	†		†	†	†
Infraction sexuelle						†	†	†		†	†	†		†	†	†
Vol qualifié						7	0,5	90		†	†	†		†	†	†
Voies de fait						5	0,3	253		†	†	†		†	†	†
Autre infraction avec violence						†	†	†		†	†	†		†	†	†
Toute révocation pour une infraction sans violence						130	8,9	126		78	7,3	152		48	12,3	106
Infraction liée à la drogue						12	0,8	131		7	0,7	411		5	1,3	72
Infraction contre les biens						65	4,5	181		42	4,0	179		23	5,9	184
Autre infraction sans violence						53	3,7	100		29	2,7	100		24	6,2	84

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation,l'expiration du mandat, le décès, l'expulsion ou le 25 février 2018. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation.

Tableau B8

Taux de nouveaux mandats de dépôt par type de récidive la plus grave (N = 22 038)

	Tous les délinquants sous responsabilité fédérale				Tous les délinquants de sexe masculin				Délinquants non autochtones de sexe masculin				Délinquants autochtones de sexe masculin				
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	
Tout nouveau MD	2 259	4 386	19,9	784	2 247	4 231	20,6	784	2 266	3 061	18,4	794	2 182	1 170	29,4	764	
Homicide		103	0,5	1 097		99	0,5	1 098		59	0,4	1 098		40	1,0	1 088	
Infraction sexuelle		156	0,7	1 162		153	0,7	1 168		100	0,6	1 279		53	1,3	971	
Vol qualifié		880	4,0	629		851	4,1	637		640	3,9	614		211	5,3	686	
Voies de fait		643	2,9	913		622	3,0	891		368	2,2	904		254	6,4	862	
Autre infraction avec violence		230	1,0	1 084		225	1,1	1 004		161	1,0	987		64	1,6	1 038	
Infraction liée à la drogue		741	3,4	992		706	3,4	992		578	3,5	1 063		128	3,2	843	
Infraction contre les biens		1 030	4,7	663		986	4,8	661		753	4,5	690		233	5,9	585	
Autre infraction sans violence		449	2,0	664		437	2,1	664		309	1,9	688		128	3,2	609	
Inconnu*		154	0,7	644		152	0,7	644		93	0,6	674		59	1,5	617	
		Toutes les délinquantes			Délinquantes non autochtones			Délinquantes autochtones									
		NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tout nouveau MD		2 358	155	10,7	797	2 338	98	9,3	748	2 418	57	14,6	868				
Homicide			†	†	†		†	†	†		†	†	†				
Infraction sexuelle			†	†	†		†	†	†		†	†	†				
Vol qualifié			29	2,0	477		17	1,6	470		12	3,1	492				
Voies de fait			21	1,5	1 257		8	0,8	1 082		13	3,3	1 289				
Autre infraction avec violence			5	0,3	574		†	†	†		†	†	†				
Infraction liée à la drogue			35	2,4	986		26	2,5	898		9	2,3	1 179				
Infraction contre les biens			44	3,0	740		33	3,1	737		11	2,8	777				
Autre infraction sans violence			12	0,8	715		6	0,6	820		6	1,5	715				
Inconnu*			†	†	†		†	†	†		†	†	†				

*Remarque.* Il y avait 154 délinquants (0,7 %) pour lesquels les données sur les infractions associées à leur nouveau mandat de dépôt n'étaient pas accessibles au moment de la collecte des données/

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD, le décès, l'expulsion ou la collecte de données du 25 février 2018, NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD.



Tableau B10

Taux de révocation par groupe ethnique autodéclaré : données du SGD (N=21 911)

	Toute révocation			Toute révocation à la suite d'une infraction			Révocation pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Révocation pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	311	10 136	46,3	176	2 763	12,6	100	507	2,3	99	32	0,2	170
Non-Autochtones	350	7 478	42,2	184	1 976	11,2	113	364	2,1	103	21	0,1	187
Blancs	328	6 330	44,8	180	1 733	12,3	107	335	2,4	102	19	0,1	173
Noirs	366	642	37,5	212	124	7,3	151	17	1,0	130	†	†	†
Asiatiques du S.-E.	547	82	19,8	229	19	4,6	198	†	†	†	†	†	†
Autochtones	244	2 658	63,3	153	787	18,7	73	143	3,4	87	11	0,3	139
Premières Nations	243	1 860	63,9	147	559	19,2	73	96	3,3	100	9	0,3	167
Métis	246	716	62,9	167	217	19,1	76	45	4,0	75	†	†	†
Inuits	264	82	55,0	173	11	7,4	61	†	†	†	†	†	†
Délinquants de sexe masculin	306	9 567	46,8	175	2 620	12,8	99	495	2,4	100	32	0,2	170
Non-Autochtones	340	7 128	42,8	183	1 892	11,4	112	359	2,2	104	21	0,1	187
Blancs	320	6 033	45,4	179	1 663	12,5	106	330	2,5	103	19	0,1	173
Noirs	354	619	38,7	211	121	7,6	150	17	1,1	130	†	†	†
Asiatiques du S.-E.	546	80	20,1	234	18	4,5	200	†	†	†	†	†	†
Autochtones	244	2 439	64,0	151	728	19,1	73	136	3,6	91	11	0,3	139
Premières Nations	233	1 701	64,8	146	514	19,6	72	92	3,5	108	9	0,3	167
Métis	245	663	63,6	166	204	19,6	74	43	4,1	75	†	†	†
Inuits	265	75	53,6	170	10	7,1	50	†	†	†	†	†	†
Délinquantes	428	569	39,2	197	143	9,8	131	12	0,8	76	†	†	†
Non-Autochtones	500	350	32,9	204	84	7,9	152	5	0,5	90	†	†	†
Blanches	477	297	35,2	202	70	8,3	135	5	0,6	90	†	†	†
Noires	548	23	21,1	263	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Asiatiques du S.-E.	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Autochtones	274	219	56,2	191	59	15,1	106	7	1,8	64	†	†	†
Premières Nations	272	159	55,6	182	45	15,7	101	†	†	†	†	†	†
Métisses	284	53	55,8	197	13	13,7	121	†	†	†	†	†	†
Inuites	233	7	77,8	191	†	†	†	†	†	†	†	†	†

*Remarque.* L'expression « Tous les délinquants sous responsabilité fédérale » renvoie à l'échantillon complet; les six groupes ethniques distincts forment 93,4 % de l'échantillon. Le terme « Autochtones » englobe les Premières Nations, les Métis et les Inuits. † = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation, l'expiration du mandat, le décès, l'expulsion ou le 25 février 2018. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre la libération et la réincarcération en raison d'une révocation.

Tableau B11

Taux de nouveaux mandats de dépôt par groupe ethnique autodéclaré (N = 22 038)

Groupe	Tout nouveau MD			Nouveau MD pour une infraction visée à l'annexe 1 ou un homicide			Nouveau MD pour une infraction sexuelle visée à l'annexe 1			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	2 259	4 386	19,9	784	2 052	9,3	783	147	0,7	1 155
Non-Autochtones	2 271	3 159	17,9	790	1 385	7,8	762	95	0,5	1 246
Blancs	2 279	2 714	19,3	773	1 182	8,4	744	88	0,6	1 359
Noirs	2 226	254	14,5	843	132	7,5	847	7	0,4	748
Asiatiques du S.-E.	2 266	40	9,7	903	12	2,9	877	†	†	†
Autochtones	2 202	1 227	28,1	770	667	15,3	818	52	1,2	1 023
Premières Nations	2 219	813	26,7	789	461	15,2	850	32	1,1	926
Métis	2 112	371	32,6	707	171	15,0	767	8	0,7	1 218
Inuits	2 368	43	23,2	822	35	18,9	1 011	12	6,5	902
Délinquants de sexe masculin	2 247	4 231	20,6	784	1 987	9,7	779	145	0,7	1 155
Non-Autochtones	2 266	3 061	18,4	794	1 352	8,1	765	94	0,6	1 259
Blancs	2 272	2 628	19,9	772	1 155	8,7	744	88	0,7	1 359
Noirs	2 230	248	15,1	847	127	7,7	891	6	0,4	860
Asiatiques du S.-E.	2 266	39	9,9	892	12	3,0	877	†	†	†
Autochtones	2 182	1 170	29,4	764	635	16,0	811	51	1,3	971
Premières Nations	2 208	775	28,1	784	437	15,8	833	31	1,1	918
Métis	2 051	354	34,0	702	165	15,9	767	8	0,8	1 218
Inuits	2 374	41	23,3	795	33	18,8	850	12	6,8	902
Délinquantes	2 358	155	10,7	797	65	4,5	842	†	†	†
Non-Autochtones	2 338	98	9,3	748	33	3,1	715	†	†	†
Blanches	2 385	86	10,3	778	27	3,2	715	†	†	†
Noires	2 170	6	5,5	600	5	4,6	451	†	†	†
Asiatiques du S.-E.	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Autochtones	2 418	57	14,6	868	32	8,2	957	†	†	†
Premières Nations	2 402	38	13,3	858	24	8,4	1 026	†	†	†
Métisses	2 497	17	17,5	820	6	6,2	653	†	†	†
Inuites	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD, le décès, l'expulsion ou la collecte de données du 25 février 2018, NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD.

Tableau B12

Taux de nouveaux mandats de dépôt selon des périodes de suivi fixes, par groupe ethnique autodéclaré

	Un an (N = 21 977)			Deux ans (N = 21 824)			Trois ans (N = 21 526)			Cinq ans (N = 18 827)		
	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	1 090	5,0	197	2 041	9,4	349	2 753	12,8	482	3 401	18,1	672
Non-Autochtones	788	4,5	198	1 460	8,3	342	1 975	11,5	485	2 417	16,1	666
Blancs	695	5,0	195	1 277	9,2	338	1 710	12,4	483	2 082	17,3	654
Noirs	52	3,0	207	112	6,4	376	159	9,3	506	195	13,3	718
Asiatiques du S.-E.	8	2,0	188	13	3,2	337	25	6,3	631	29	8,8	822
Autochtones	302	6,9	195	581	13,4	360	778	18,2	471	984	25,5	691
Premières Nations	184	6,1	199	375	12,4	377	507	17,0	483	654	24,2	703
Métis	107	9,4	186	188	16,7	339	246	22,1	449	294	30,1	633
Inuits	11	6,0	157	18	9,8	245	25	13,7	411	36	20,8	766
Délinquants de sexe masculin	1 052	5,1	198	1 973	9,7	347	2 654	13,2	482	3 274	18,6	669
Non-Autochtones	762	4,6	198	1 414	8,6	340	1 908	11,8	486	2 338	16,6	664
Blancs	672	5,1	196	1 238	9,5	337	1 652	12,8	483	2 012	17,8	652
Noirs	51	3,1	206	109	6,7	376	155	9,6	518	191	13,7	743
Asiatiques du S.-E.	8	2,0	188	13	3,3	337	25	6,6	631	28	8,8	794
Autochtones	290	7,3	197	559	14,2	360	746	19,1	467	936	26,7	685
Premières Nations	176	6,4	200	359	13,1	377	484	17,9	474	621	25,4	702
Métis	103	9,9	192	182	17,7	339	237	23,3	438	280	31,5	599
Inuits	11	6,3	157	18	10,2	245	25	14,3	411	35	21,2	759
Délinquantes	38	2,6	181	68	4,7	356	99	7,0	495	127	10,3	737
Non-Autochtones	26	2,5	192	46	4,4	355	67	6,5	453	79	8,9	692
Blanches	23	2,7	175	39	4,7	353	58	7,0	483	70	9,7	706
Noires	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Asiatiques du S.-E.	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Autochtones	12	3,1	175	22	5,7	365	32	8,4	570	48	13,6	834
Premières Nations	8	2,8	175	16	5,6	365	23	8,2	576	33	12,8	777
Métisses	†	†	†	6	6,3	404	9	9,5	507	14	16,1	860
Inuites	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le début de la peine en vertu d'un MD selon une période d'un an, de deux ans, de trois ans ou de cinq ans.

Tableau B13

Taux de nouvelle condamnation selon les dossiers du CIPC (après la DEM) pour diverses périodes de suivi et par groupe ethnique

	Toute infraction consignée dans le CIPC (N = 8 439)			1 an (N = 8 418)			2 ans (N = 8 352)			3 ans (N = 8 171)			5 ans (N = 6 213)			
	NMJ <sub>R</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>	n	%	NMJ <sub>P</sub>
Tous les délinquants sous responsabilité fédérale	1 552	3 879	46,0	502	1 506	17,9	172	2 450	29,3	287	2 958	36,2	364	2 955	47,6	432
Non-Autochtones	1 648	2 725	40,9	522	1 020	15,4	174	1 692	25,7	294	2 045	31,7	372	1 736	35,7	358
Blancs	1 624	2 307	43,3	515	875	16,5	174	1 455	27,6	294	1 742	33,8	370	1 743	44,1	445
Noirs	1 677	253	38,2	577	82	12,4	176	145	22,0	316	191	29,6	419	201	42,8	519
Asiatiques du S.-E.	1 819	25	17,6	632	8	5,6	148	14	10,1	339	19	14,1	446	20	22,0	449
Autochtones	951	1 154	64,8	463	486	27,4	166	758	43,1	272	913	52,8	342	765	56,6	320
Premières Nations	915	813	66,0	480	335	27,4	167	530	43,4	268	639	53,5	349	622	66,3	402
Métis	939	302	64,5	435	128	27,5	151	200	43,5	286	240	52,9	347	225	64,8	378
Inuits	1 578	39	48,2	311	23	28,4	216	28	35,0	245	34	42,5	305	36	54,6	315
Délinquants de sexe masculin	1 528	3 704	47,0	495	1 457	18,5	171	2 353	30,2	285	2 824	37,0	358	2 823	48,6	428
Non-Autochtones	1 636	2 627	41,9	518	993	15,9	174	1 638	26,4	292	1 972	32,6	369	2 000	43,7	449
Blancs	1 604	2 219	44,3	511	852	17,1	172	1 405	28,3	289	1 675	34,5	366	1 679	45,2	443
Noirs	1 672	249	39,8	577	81	12,9	175	144	23,1	318	189	30,9	419	198	44,1	518
Asiatiques du S.-E.	1 790	25	18,3	632	8	5,8	148	14	10,5	339	19	14,6	446	20	22,7	449
Autochtones	900	1 077	66,3	439	464	28,7	164	715	44,6	264	853	54,1	328	823	67,1	373
Premières Nations	883	762	67,9	470	318	28,5	167	500	45,0	261	598	54,9	338	582	68,3	393
Métis	874	278	65,4	419	125	29,6	149	189	45,3	276	223	54,3	337	207	66,6	353
Inuits	1 591	37	48,1	319	21	27,3	219	26	33,8	252	32	41,6	307	34	54,0	322
Délinquantes	1 828	175	31,8	639	49	8,9	197	97	17,7	360	134	25,1	478	132	32,3	504
Non-Autochtones	1 859	98	24,8	625	27	6,9	197	54	13,8	365	74	19,3	466	72	25,4	486
Blanches	1 862	88	27,9	591	23	7,3	197	50	16,0	388	67	21,8	466	64	27,2	486
Noires	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Asiatiques du S.-E.	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†
Autochtones	1 515	77	49,4	652	22	14,1	196	43	27,7	360	60	39,7	504	60	48,0	541
Premières Nations	1 487	51	46,8	643	17	15,6	187	30	27,5	329	41	39,1	480	40	46,5	565
Métisses	1 659	24	55,8	774	†	†	†	11	25,6	470	17	39,5	516	18	50,0	540
Inuites	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†	†

† = les résultats dont la fréquence est inférieure à cinq sont supprimés. NMJ<sub>R</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et le premier des événements suivants : une condamnation consignée dans le CIPC, le décès, l'expulsion ou le 22 décembre 2017, NMJ<sub>P</sub> = nombre médian de jours entre l'expiration du mandat et une condamnation consignée dans le CIPC.

Tableau B14

*Modèles de régression de Cox prédisant les révocations à la suite d'une infraction, selon le statut d'Autochtone et l'âge au moment de la mise en liberté pour les délinquants et les délinquantes*

Groupe	Covariable	$\chi^2$ de Wald	$p$	Rapport de risque	Intervalle de confiance de 95 %	
Tous les délinquants	Âge au moment de la mise en liberté	371,6	< 0,001	0,96	0,96	0,97
	Statut d'Autochtone	217,7	< 0,001	1,87	1,72	2,04
Tous les délinquants de sexe masculin	Âge au moment de la mise en liberté	366,6	< 0,001	0,96	0,96	0,97
	Statut d'Autochtone	208,7	< 0,001	1,89	1,73	2,06
Toutes les délinquantes	Âge au moment de la mise en liberté	8,4	0,004	0,97	0,96	0,99
	Statut d'Autochtone	19,6	< 0,001	2,15	1,53	3,03

Tableau B15

*Modèles de régression de Cox prédisant les révocations à la suite d'une infraction, selon le statut d'Autochtone et l'âge au moment de la mise en liberté et l'interaction entre les deux pour les délinquants et les délinquantes*

Groupe	Covariable	$\chi^2$ de Wald	<i>p</i>
Tous les délinquants	Âge au moment de la mise en liberté	277,5	< 0,001
	Statut d'Autochtone	21,7	< 0,001
	Interaction entre l'âge et le statut d'Autochtone	0,4	0,528
Tous les délinquants de sexe masculin	Âge au moment de la mise en liberté	274,9	< 0,001
	Statut d'Autochtone	21,5	< 0,001
	Interaction entre l'âge et le statut d'Autochtone	0,5	0,497
Toutes les délinquantes	Âge au moment de la mise en liberté	4,5	0,033
	Statut d'Autochtone	2,7	0,103
	Interaction entre l'âge et le statut d'Autochtone	0,2	0,648